DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE



15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE
QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14149 — 5 F — MERCREDI 25 JUILLET 1990

Le mal du Liban

UN policier, sur les quelques centaines qui ont défilé à Beyrouth en quinze ans de guerre pour y protéger l'ambassade de France, est inculpé de trafic d'armes, et voilà l'affaire, dont la gravité ne semble certes pas faire de doute, devenue le feuilleton de l'été, avec les inévitables dérapages dans ce genre de scénario. Parce que toute guerre offre l'occasion de transgresser les règles les plus élémentaires de conduite, des images, des réputations risquent d'être ternies par des affirmations aussi rapides que péremptoires.

Les guerres salissent tout ce qu'elles touchent, et l'opinion publique a du mal à tenir pour coupables ceux qu'elle perçoit plutôt comme des victimes ou comme des « héros », s'il ne s'agit pas de tueurs et de tortionnaires. Jean-Claude Labourdette, le super-policier responsable de la sécurité de l'ambassade de France à Beyrouth, n'ayant rien à voir avec le lieutenant américain Calley – l'acteur principal du massacre de My-Lai, en 1968, au Vietnam, – le public a plutôt tendance à penser qu'à circonstances exceptionnelles, comportements exceptionnels... surtout lorsque l'action se passe ailleurs, dans un pays miné par un interminable conflit, comme s'il était condamné à ne jamais plus connaître la paix ; on oublie trop souvent que l'immense majorité des Libanais aspirent à vivre comme tout un chacun.

LA guerre – le Liban n'est malheureusement pas le seul exemple contemporain – peut devenir un genre de vie. Afghans, Cambodgiens, Ethiopiens, Sri-Lankais, Angolais, Mozambicains, la liste est longue des peuples qui ne souffrent pas seulement de la faim et de la maladie, mais qui ne connaissent de la vie que le bruit du canon et des rafales de mitraillette. Des centaines de personnes meurent chaque jour sous les balles et les obus. Quand la mort est ainsi présente au quotidien, personne ne se retourne sur le passage d'un trafic d'armes, de drogue, d'argent ou même d'influence. Comme l'a dit M. Bernard Kouchner, l'énergique secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, « j'ai moi-même éprouvé la perte de mes repères moraux au Liban ».

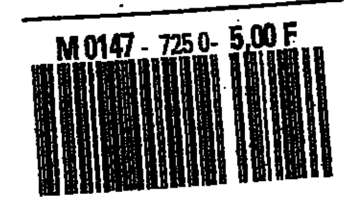
ON aurait tort d'attendre de ceux qui vivent constamment sous la menace qu'ils instruisent le procès des « Labourdette » auxquels ils reconnaissent avant tout le mérite de bien faire un métier très risqué.

Nos paisibles sociétés jugent d'un œil bien différent ce qui n'aurait été, sur un autre théâtre, qu'un fait divers. Les trafics abondent, et si l' « affaire Labourdette » s'était passée ailleurs qu'entre Beyrouth et Marseille elle n'aurait sûrement pas suscité de tels remous. Mais, là, la tentation même infondée de l'amalgame est trop forte, entre le commerce des armes, l'odeur de la guerre et le scandale politique. L'alchimie n'est pas nouvelle : il ne manquerait qu'un peu de sexe pour bâtir un roman à bon marché.

Il reste à souhaiter que la justice suive son cours, que l'opinion ne transforme pas cette affaire en roman-feuilleton et qu'on s'emploie à aider les Libanais à sortir de leur malheur. Au lieu de propager l'idée que « le Liban rend fou ».

Lire nos informations et le point de vue de M. JACQUES TOUBON page 6

M 0147 - 725 0 - 5,00 F



Les risques de désagrégation de l'Union soviétique

La Russie vise l'autonomie économique et monétaire

Comme d'autres républiques soviétiques, la Russie cherche à assurer son autonomie économique et monétaire. M. Boris Eltsine, président de la Fédération de Russie, a invité les Occidentaux à conclure directement avec lui des accords d'aide et la Russie vient de décider l'indépendance de sa banque centrale par rapport à celle de l'URSS. Le Kazakhstan veut lui aussi profiter directement de ses ressources naturelles.

Velléités d'indépendance au Kazakhstan

ALMA-ATA

de notre envoyée spéciale

Le Kazakhstan, pays des steppes, appartient bel et bien à l'Union soviétique. Quelques pas dans les rues de sa capitale, Alma-Ata, suffisent pour s'en convaincre. Tapie au pied des imposants monts Alataou toujours recouverts de neige, cette lointaine ville asiatique a son palais Lénine, son avenue Communiste, sa place Brejnev... Sans oublier la traditionnelle tour de la télévision, dans laquelle le couturier français Pierre Cardin, qui s'est entiché de la ville, voudrait ouvrir un restaurant. Dans la foule à dominante asiatique se mêlent des hommes et des femmes blonds aux yeux bleus et à la démarche nonchalante, dont le teint s'acclimate tant bien que mal au violent soleil estival (1). L'orientalisme à la soviétique.

FRANÇOISE LAZARE

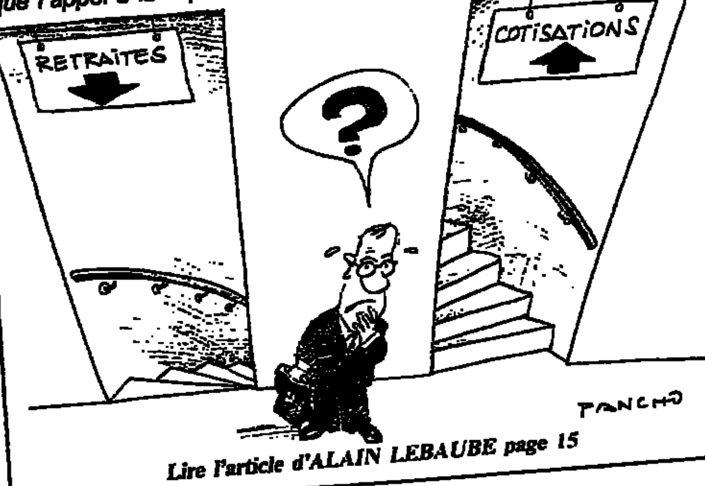
Lire la suite page 16

(1) La population de 16,5 millions d'habitants est composée de 36 % de Kazakhs, 38 % de Russes, 5 % d'Ukrainiens, ainsi que de nombreuses autres ethnies.

Pour éviter une forte hausse des cotisations

L'INSEE estime urgent de réformer les retraites

L'avenir des retraites est en danger. La France a pris du retard sur les autres pays dans l'adaptation du financement des retraites. Des réformes sont urgentes. Dans un dossier spécial publié mardi 24 juillet, l'INSEE lance un cri d'alarme. Un cocktail de mesures y sont proposées, notamment l'allongement de la durée d'activité, la constitution de réserves temporaires ainsi que l'appel à la capitalisation.



Lire l'article d'ALAIN LEBAUBE page 15

La crise du Golfe

- *L'Irak a massé trente mille hommes à la frontière avec le Koweït*
- *En visite à Bagdad, le président égyptien tente une médiation*

Avignon 90

Une énorme avidité de savoir

Des artistes de toute l'Europe parlent du théâtre sans rideau de fer.

Le fossé des cultures

Deux versions « off » de la guerre des sexes

page 11

« Mondial » 98

Neuf sites pour le grand stade

Pour accueillir éventuellement le Championnat du monde de football en 1998, l'Ile-de-France doit disposer d'un nouveau grand stade. Neuf sites ont été présélectionnés.

page 8

« Marché libyen » à Tunis

Alors que l'union douanière arabe est prévue pour 1995 les petits trafiquants ont pignon sur rue

TUNIS

de notre correspondant

« On voudrait notre mort au nom du Maghreb sans frontières que l'on n'agirait pas autrement. Pour les bourses moyennes, c'est une aubaine. » Le marché parallèle qui, depuis deux ans, prend de plus en plus d'ampleur dans les grandes villes tunisiennes, avec la bienveillance des autorités, suscite ces remarques d'un commerçant désabusé et d'une ménagère satisfaite.

Au cœur de la capitale, près du marché central, des dizaines et des dizaines de charrettes s'alignent pour offrir aux passants, depuis les premières heures de la matinée jusqu'à la nuit tombée, tout un étalage hétéroclite de marchandises vendues à des prix inférieurs à ceux qu'affichent les magasins tout proches et souvent même introuvables dans les circuits normaux. Ici, lames de rasoir, parfumerie, lunettes de soleil, montres de pacotille, verroterie, jouets et piles électriques. Là, jeans, lingerie et des monticules de sandales et de chaussures. Plus loin, confiseries, Nescafé et surtout ces fromages d'origine étrangère qui ont les faveurs du public, même si leur exposition au soleil dans des cartons ou des enveloppes de cellophane ne répond pas aux règles d'hygiène les plus élémentaires. Il est vrai qu'il n'y a pas – officiellement – d'importations de fromages et que ceux portant le label tunisien sont quelquefois d'une qualité douteuse et d'un prix prohibitif.

En remontant la rue Charles-de-Gaulle, l'un des hauts lieux de ce négoce, on arrive à l'entrée de la médina.

MICHEL DEURÉ

Lire la suite page 3

Choc des images, poids des truquages

La quête du sensationnalisme à la télévision n'épargne pas certains magazines d'information

« Bidonner », en jargon journalistique c'est tricher ; truquer une enquête pour lui donner une force, un aspect spectaculaire ou une conclusion qu'elle n'aurait peut-être pas ; fausser un reportage en travestissant certains éléments ; présenter comme la réalité une situation issue de l'imagination du journaliste, de ses supputations ou d'observations non vérifiées. Une lauréate du prix Pulitzer, il y a quelques années, s'en est mordu les doigts, qui s'est fait démasquer après avoir écrit – non sans talent, mais sans la moindre enquête – un bouleversant reportage sur un enfant noir toxicomane, pour le *Washington Post* et le directeur de l'*Asahi Shimbun* à Tokyo a préféré démissionner au début de cette année, déshonoré par une photo « bidon » publiée dans son illustre journal. En Grande-Bretagne, les chaînes de télévision se sont vu reprocher, en 1981, de falsifier leurs reportages sur l'Irlande du Nord en incitant des enfants à lancer des pierres sur l'armée.

Le *Canard enchaîné* du 18 juillet a accusé les producteurs du magazine « 52 Minutes sur la Une » d'avoir truqué un reportage sur les Catacombes parisiennes en y intégrant des reconstitutions artificielles de scènes racoleuses et en rémunérant des figurants. Jean Bertolino, pourtant, n'est pas un tricheur. Trente ans de grands reportages sur toutes les routes du monde attestent de son métier et d'une passion intacte pour traquer la vérité. Mais Bertolino, producteur et présentateur du magazine « 52 Minutes sur la Une », aime aussi les belles images, les mises en scène parfaites, les reportages construits *« comme des fictions »*, réglés comme du papier à musique, avec des intervenants sélectionnés *« comme dans un casting »*.

Finis les documentaires genre « Connaissance du monde ». Voici le « docu » scénarisé avec une priorité à l'image et un commentaire en retrait. *« Je peaufine mes sujets avec la même rigueur que si je réalisais une dramatique »*, confiait-il au *Monde* à l'occasion de la diffusion d'un reportage sur l'exploitation de l'émeraude en Colombie (*le Monde Radio-Télévision* daté 4-5 avril). *« Je peaufine les synopsis avec les reporters, je fais recommencer les prises lorsque les « acteurs » des reportages ne sont pas bons, je fais faire les doublages de son par les journalistes comme s'il s'agissait d'un film de fiction... »*

En matière d'acteurs et de décor, le sujet de l'enquête diffusée le 1er juin sur « La faune étrange des sous-sols parisiens » était donc pour lui une bénédiction. Le mythe, le mystère, la poésie des Catacombes joints à la passion ou la déraison de quelques marginaux cataphiles invétérés, trop flattés d'attirer l'attention... Tout était réuni pour faire d'un sujet bien léger et d'un phénomène pour le moins marginal un film vendeur et sans doute étonnant. Pourvu que l'image fût belle et les « héros » ... coopérants.

ANNICK COJEAN

Lire la suite page 17

SCIENCES ◆ MÉDECINE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

Frissons fin de siècle

1889-1900 — par Jean-Pierre Rioux

7. Le canard à un sou

Un sou, c'est un journal : « le Petit Journal ». On se l'arrache. Et pas seulement lui : il y a à Paris quarante-six quotidiens. Et quinze pour le seul département de la Dordogne. Moins on a d'idées, plus on a de lecteurs.



ROGER-VIOLLET

En 1890, « le Petit Journal » est le premier à passer le cap du million d'exemplaires.

« UN sou, c'est un sou », disait la sagesse des grands-mères. Pourtant, en déboursant ces cinq malheureux centimes, les Français les plus démunis peuvent désormais s'offrir chaque jour à bon compte le pain des rêves et des indignations : les quatre pages imprimées du « petit format » qui a pris la relève des anciens « canards ». On vit l'âge d'or de la presse, avec des raffinements mis à la portée des masses : toucher du doigt l'information chaude, conforter sa propre opinion au spectacle du vaste monde. Entrer, pour tout dire, dans l'ère de la communication universelle avec l'esprit fort de Bouvard et Pécuchet.

Le sou symbolique, tiré en format géant, orne l'immeuble du 61, rue Lafayette, à Paris, qui abrite depuis un quart de siècle l'ancêtre de la formule, *le Petit Journal*. Moïse Millaud, son fondateur en 1863, ne s'embarrassait pas d'idéaux inaccessibles : *« Ayons le courage d'être bête ! »* Il avait débuté, croit-on, dans une feuille de chou de Nantes, où il avait eu l'idée de faire suivre, à la rubrique nécrologique, les noms des défunts par ceux de leurs médecins traitants : la faculté locale aux abois fit prospérer le journal en raflant chaque jour pendant plusieurs mois tous les exemplaires qui détaillaient le hit-parade...

Jusqu'à sa mort, en 1871, Moïse a conduit son *Petit Journal* vers la Terre promise en appliquant sa philosophie courte : rompre avec la presse d'idées, n'avoir aucunement l'ambition d'influencer le lecteur ou de former l'opinion, *« exprimer ce que tout le monde pense »* et *« être clair jusqu'à la stupidité ». « N'essayez pas d'impressionner, ni de réaliser des tours de force,* précisait-il à ses journalistes. *C'est dans les autobus, dans les trains, dans les théâtres, dans la rue, que vous devez passer votre temps. Découvrez ce que pense l'homme de la rue, et puis laissez-vous guider par lui. En même temps, tenez-vous au courant de toutes les dernières découvertes, de toutes les dernières inventions. Répandez les connaissances qui restent enterrées dans les « pavés » sérieux. Votre travail consiste à rapporter ce que pensent la plupart des gens et à parler de tout comme si vous en saviez beaucoup plus long sur la question que n'importe qui. »*

En partie racheté par Hippolyte Marinoni, l'inventeur des énormes rotatives que les forts tirages rendent indispensables, dirigé par Ernest Judet – l'attelage n'est pas fameux : Marinoni est un gestionnaire laxiste, et Judet commettra l'imprudence de prendre férocement parti contre Dreyfus, – *le Petit Journal* a doublé le cap du million d'exemplaires par jour vers 1890 (un record mondial !), et se maintiendra dans ces eaux-là jusqu'en 1914. Il a réconcilié le haut-de-forme et la casquette, mordu sur la province, drainé la « réclame », lancé le Paris-Brest-Paris cycliste dès 1891 et le Paris-Rouen automobile trois ans plus tard, couvert la France de ses plaques publicitaires dont quelques-unes rouillent encore aujourd'hui sur des pignons de villages endormis. Il demeure *« le porte-parole de tous ceux qui travaillent, épargnent et progressent, le soutien de tous ceux qui aspirent à devenir capitalistes, mais aussi le défenseur de ceux qui sont déjà propriétaires ».*

Sur cinq puis six colonnes à peine hachées par des filets, ses quatre pages tassées et peu illustrées (il ne passe à six qu'en 1901, poussé par la concurrence du *Petit Parisien*) appliquent les recettes du succès : surtout pas d'idées, aucun effet de style, des faits crus, des « brèves » en désordre, des « découvertes » utiles qui font chanter la vie, du sensationnel, des interviews enlevées à la hussarde, des faits divers à la pelle – avec une prédilection pour les crimes sordides, les mères héroïques et les vertus flétries, – un bon feuilleton et une généreuse distribution d'aphorismes flatteurs de la sagesse des nations. Son supplément illustré du dimanche, lancé en 1889 sur huit pages, et toujours pour un sou, dépassera souvent 1 300 000 exemplaires, au gré des soubresauts de l'actualité. Il a redoublé l'intérêt porté au quotidien : on le dévore en famille, on le conserve au grenier, on rêve sur les grandes images en couleur du premier et du dernier feuillet, on admire les coloniaux et les sapeurs-pompiers, on scrute les grands de la planète, on suit les conseils de santé et le jardin des modes. *Le Petit Journal*, incontestablement, fut le premier vecteur de *« l'excitation qu'aiment les masses ».*

Il a fait école. En 1888, Jean Dupuy, un ancien clerc d'avoué enrichi qui fera une solide carrière politique dans les Hautes-Pyrénées, a drainé assez de capitaux pour une relance du *Petit Parisien*. Il applique à la lettre toutes les lois du genre, fait gérer avec prudence, parvient à vendre deux exemplaires sur trois en province, bâtit un petit empire de publications annexes pour n'avoir pas tous ses œufs dans le même panier. Le résultat est excellent : son journal passe les 600 000 exemplaires en 1896, et atteint 850 000 en 1901. Le quotidien de la rue d'Enghien gagne de l'argent en misant lui aussi sur le fait divers, le sport et le feuilleton. Il lance en 1903 le premier concours, qui consistait à faire calculer le nombre de grains de blé contenu dans une bouteille : il y eut un million et demi de réponses pour 25 000 francs-or de récompense au vainqueur !

ET Dupuy sait garder le cap politique en soutenant indistinctement tous les pouvoirs en place. Il minimise l'affaire de Panama, encense l'alliance russe et n'accable pas le capitaine Dreyfus : *le Petit Parisien* entend être d'abord *« Le régulateur des passions collectives ». « Lire son journal,* dit l'éditorial du 13 octobre 1893, *c'est vivre de la vie universelle. [...] L'ouvrier, pour la valeur de quelques minutes de travail, achète son journal ; son esprit plane sur tout l'univers. C'est ainsi que dans un grand pays comme la France la même pensée à la même heure anime toutes les populations. C'est le journal qui établit cette sublime communion des âmes à travers l'espace. Il est par excellence l'instrument de discussion d'où jaillit la lumière. Il apprend aux hommes à réfléchir et à juger. »*

Au *Matin*, par contre, le succès fut moins rectiligne. Le journal est tombé en 1884 dans les mains de son rédacteur en chef, Alfred Edwards, un Anglo-Levantin jouisseur à passeport français, qui rêvait d'une presse d'informations *« télégraphiques, universelles et vraies »* à l'américaine. De fait, on y aère la mise en page, on joue le gros titre et, chaque jour, une longue chronique politique est confiée à un journaliste de couleur différente. C'était prendre des risques inutiles. Malgré les secours de quelques chantages habiles et 200 000 francs versés par la Compagnie de Panama, c'est un Edwards aux abois qui cède en 1897 son quotidien à un Auvergnat nommé Varillat, qui avait sud-américanisé son patronyme en Bunau-Varilla. Il fit du *Matin* pendant quarante-cinq ans le journal le plus extravagant de la place.

Terrorisant ses « employés », étalant au 6 du boulevard Poissonnière l'immense façade rouge du *« journal le mieux informé du monde »*, qui *« voit tout, sait tout, dit tout »*, achetant les meilleurs reportages à prix d'or (Gaston Leroux fait carrière au *Matin*), émargeant sur les caisses noires, avide de *scoops* (il publiera le fac-similé du « bordereau » qui accable Dreyfus), remplaçant les articles par de simples dépêches d'Havas piratées, Bunau-Varilla eut l'hypertrophie du moi de la grosse bête de presse. Avec, en prime, le populisme ravageur du chevalier des nobles causes : son journal lance des référendums et des campagnes d'opinion pour, tour à tour, purger la magistrature, réveiller les fonctionnaires, nettoyer les rues de leurs peaux d'orange, assainir le lait, éliminer l'absinthe, terrasser la pornographie, lancer un sous-marin et pacifier le Sahara. Toute la panoplie du cynisme conquérant est utilisée, intimidations, procès, ragots, détournement de documents, bluffs et publicités gigantesques : *le Matin*, parti de très loin, est en flèche vers 1900, et sa nervosité plaît aux lecteurs. *« Mon fauteuil de directeur vaut deux trônes »*, affirme son César.

Le quatrième « grand », *le Journal*, dont le premier numéro sort le 28 septembre 1892, eut une naissance plus fracassante que sa carrière. Paris fut couvert d'affiches et de banderoles, 200 000 exemplaires furent lancés à la volée dans les rues : son patron, le minuscule Fernand Xau, l'ancien imprésario de Buffalo Bill en France pendant l'Expo de 1889, a d'entrée vu très grand. Son projet est assez proche de celui de Millaud : *« La table d'hôte à prix réduit »*, mais avec une bonne bouchée de littérature à consommer sur le pouce pour *« des petits commerçants, des ouvriers, des instituteurs, des employés »*. Et, de fait, il a atteint les 500 000 exemplaires en 1900, en ayant attiré par ses contrats mirifiques l'élite littéraire du moment : Barrès, Coppée, Mirbeau, Zola, Bourget, Richepin, Lorrain, Gyp, Descaves, avec une prédilection pour les humoristes, Alphonse Allais, Tristan Bernard ou Georges Courteline, et l'impressionnante « gazette rimée » de Raoul Ponchon. Moins de grands reportages mais du sourire, moins de révélations mais du chic bien parisien : *le Journal* prit rang en écrasant *le Figaro* et *le Gaulois*, en flattant plus énergiquement qu'eux son lecteur mâle dans le sens des petites femmes et des mots d'esprit. Son génie fut d'avoir compris la remarque de Léo Claretie : *« Le goût de l'information rapide, sèche, nette, est anglo-américain. Il plaît au goût français, mais ne le contente pas complètement. L'abus du journal d'information a eu pour corollaire l'apparition du journal littéraire, qui mêle aux nouvelles de l'heure présente des contes, des fantaisies, des poésies et des chansons. »*

CES quatre *mammouths* règnent sans partage, assurant les trois quarts des tirages en région parisienne et 40 % de ceux de la presse nationale. Leur consortium se partage le gâteau publicitaire, impose la modernisation des équipements et de la messagerie, combat les régionaux qui « montent », fait vivoter une masse de petites feuilles annexes, développe la presse spécialisée (avec une belle percée pour le sport et les journaux de dames). Ils jettent des millions de braves gens dans les jouissances de la culture de masse. Mais ils ne font pas encore tout à fait l'opinion.

Car cette fin de siècle laisse, à l'autre bout de la chaîne de l'information, grande liberté à la prolifération d'organes minuscules ou moyens, souvent éphémères, qui peuvent séduire 250, 5 000 ou 100 000 lecteurs avec les moyens du bord. Ils fourmillent en province : pour le seul département de la Dordogne, examiné à la loupe par Jacques Kayser, on ne compte pas moins de quinze quotidiens. Chaque préfecture a ses trois ou quatre feuilles, expression des comités et des élus locaux, bien alignées sur l'axe droite-gauche, surveillées par le préfet, l'évêque et les gros notables, largement ouvertes aux littérateurs du cru et aux cours du bétail sur pied, parsemées d'éditoriaux ampoulés et de conflits lilliputiens. A Paris, concentré de tous ces travers et de tous ces émois, on vend en kiosque et à la criée 46 quotidiens, 41 hebdomadaires politiques et 192 journaux financiers spécialisés.

On trouve partout le pire et le meilleur, du torchon à scandales au journal militant, dans la valse d'une distribution chaotique des fonds secrets des ministères ou des chèques des sociétés financières, dans le prurit de plume qui saisit tout parlementaire désirant sauver son siège ou devenir ministre : les portraits du Bel-Ami de Maupassant en 1886 ou du Racadot des *Déracinés* de Barrès en 1897 sont tout à fait de saison. Les journalistes, mal payés, mal protégés, sont moins des professionnels que, souvent, de pauvres hères tourmentés, des matamores en pantoufles ou des voyageurs de commerce de la rumeur. Pourtant, ce tissu fragile et gangrené fait circuler vaille que vaille un air assez démocratique. Pas de bonnes élections sans vaillants publicistes, pas de grandes actions collectives sans campagnes critiques, pas d'engagement individuel sans argumentaire ruminé noir sur blanc : la France a acquis peu à peu une gentille maturité de clocher.

Un mot encore, à la gloire du feuilletoniste. Il serait injuste de ne pas rappeler que les grands journaux vivent en bonne part des romans populaires débités en tranches quotidiennes. Les grands spécialistes du genre, Xavier de Montépin, Jules Mary, Emile Richebourg, Pierre Decourcelle, Georges Ohnet ou Charles Mérouvel, sont bien oubliés aujourd'hui. Mais ces pisseurs de copie ont entraîné dans leur sillage une large part de la grande littérature, qui fait désormais ses premiers pas au rez-de-chaussée d'un canard. On en raffole. Et c'est tant mieux.

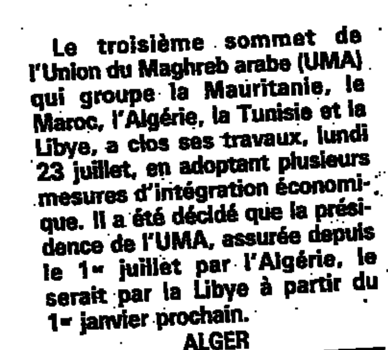
Prochain épisode
Tempêtes sur Panama

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».
● Mardi 24 juillet : Le canard à un sou
● Mercredi 25 juillet : Tempêtes sur Panama

Pour en savoir plus

▶ *Histoire du plus grand quotidien de la IIIe République. « Le Petit Parisien » (1876-1944)*, de Francine Amaury, PUF, 1972.
▶ *Histoire générale de la presse française*, t. 3 (1871-1940), de Jacques Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou, PUF, 1972.
▶ *La Presse de province sous la IIIe République*, Jacques Kayser dir., A. Colin, 1958.
▶ *Du capitaine Dreyfus au pôle Sud*, de Gaston Leroux, UGE, « 10-18 », 1985.
▶ *« L'Illustration » (1843-1944). Vie et mort d'un journal*, de Jean-Noël Marchandiau, Privat, 1987.
▶ *Le Roman quotidien. Lecteurs et lectures populaires à la Belle Epoque*, d'Anne-Marie Thiesse, Le Chemin vert, 1984.



ÉTRANGER

La fin du troisième sommet de l'UMA

L'union douanière du Maghreb est projetée pour 1995

Le troisième sommet de l'Union du Maghreb arabe (UMA) qui groupe la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye, a clos ses travaux, lundi 23 juillet, en adoptant plusieurs mesures d'intégration économique. Il a été décidé que la présidence de l'UMA, assurée depuis le 1er juillet par l'Algérie, le serait par la Libye à partir du 1er janvier prochain.

ALGER

de notre correspondant

Un sommet vite expédié. Commencé dimanche soir, vers 21 heures, terminé lundi vers 14 heures, le troisième sommet de l'UMA n'aura duré que quelques petites heures, dîner officiel et rencontres informelles comprises. A croire que le roi du Maroc, arrivé par bateau avec, selon son habitude, un retard qui a repoussé l'ouverture du sommet d'une bonne journée, avait compris que tout serait rapidement bouclé et qu'il était inutile de se presser.

Aux yeux des responsables maghrébins, le sommet n'aura néanmoins pas été inutile. D'abord parce qu'il s'est tenu à la date fixée, avec des partenaires qui, dans un passé encore proche, ne se manifestaient pas toujours un mutuel attachement. Depuis février 1989, date à laquelle fut scellé son acte de naissance, l'UMA progresse, même si ses pas sont encore mesurés. Et s'il est vraisemblable qu'il faudra encore de nombreuses réunions avant que le Maghreb véritablement intégré voie le jour, il est incontestable que la volonté politique existe ; même, apparemment, chez le colonel Kadhafi, pourtant réputé pour divorcer encore plus vite qu'il se marie.

Comme souvent, l'essentiel du travail se sera fait en amont, dans les réunions d'experts puis dans celles des ministres des affaires étrangères tenues à huis clos pendant les deux jours qui ont précédé la rencontre des chefs d'Etat. Au total, cinq accords portant sur le lancement d'un futur marché agricole commun, le contrôle sanitaire, les investissements, la fiscalité, les transports terrestres des voyageurs et des marchandises.

Une mesure symbolique

Les chefs d'Etat ont aussi décidé de jeter les bases d'une union douanière qui devrait être effective en 1995. Dans la mesure où la part du commerce inter-maghrébin ne pèse pour le moment guère plus de 3 % des échanges avec les pays hors de la zone UMA, cette dernière mesure est plus symbolique que réelle. Mais elle témoigne de la volonté du Maghreb d'aborder uni les futures négociations avec les autres ensembles régionaux, notamment la Communauté européenne.

Quatre autres dossiers n'ont pas été ratifiés par les chefs d'Etat, notamment la création d'une compagnie aérienne commune ou l'instauration d'une carte d'identité maghrébine qui devrait permettre à son détenteur de passer librement les frontières communes. Pour M. Sid Ahmed Ghozali, ministre algérien des affaires étrangères, le passage aux frontières est une question *« prioritaire »*, qui suscitera bientôt des *« dispositions réglementaires »*, mais il y a une *« bataille à mener contre les habitudes et la routine bureaucratiques »*. *« Il faut*, a-t-il ajouté, *que douaniers et policiers maghrebins s'imprègnent de la volonté unioniste maghrébine. »*

Ni siège ni secrétaire général

On remarquera aussi que l'épineuse question du choix du secrétaire général de l'UMA et du siège de l'organisation n'a pas été tranchée. L'Algérie, le Maroc et la Tunisie, qui se disputent l'honneur d'abriter le secrétariat, n'ont pu, une fois de plus, se mettre d'accord. Selon M. Ghozali, *« les concertations se poursuivent toujours »*.

La déclaration finale comporte un volet politique traditionnel. Les signataires n'ont ainsi oublié aucun des sujets qui mobilisent la diplomatie arabe depuis l'unité des deux Yémens jusqu'au conflit entre l'Irak et le Koweït, en passant par la Palestine et l'Intifada. En rejetant la *« politique de menace et le recours à la force contre tel ou tel pays arabe »*, la déclaration finale fait droit aux inquiétudes du colonel Kadhafi, qui craint une nouvelle attaque américaine contre son pays, mais le président libyen n'a pas réussi à convaincre ses partenaires de désigner nommément les Etats-Unis.

Le texte du sommet ne mentionne cependant pas ce qui demeure la préoccupation première des chefs d'Etat maghrébins : la montée de l'intégrisme dont témoigne la victoire du Front islamique du salut (FIS) aux élections locales algériennes. L'affaire aura vraisemblablement constitué le véritable plat de résistance des nombreuses rencontres informelles qu'ont eues entre eux, en aparté ou lors des séances à huis clos, les chefs d'Etat qui, tous, mauritanien excepté, redoutent pour leur pays un sort semblable.

M. Ghozali aura eu beau vouloir minimiser le problème en affirmant, lors d'une conférence de presse, que cette question était en général abordée *« sous forte influence des médias européens »*, il est peu probable que sa remarque aura convaincu. Il y a une semaine, d'ailleurs, Alger avait abrité une réunion des chefs des polices des pays de l'UMA venus discuter de la mise en place d'une banque de données communes. Officiellement, il ne s'agissait que de lutter contre la criminalité et contre l'immigration clandestine.

GEORGES MARION

« Marché libyen » à Tunis

Suite de la première page

Difficile de se frayer un passage dans les étroites rues Zarkoun et des Glacières, aux pavés cahoteux, bordées de façades effritées qui rappellent encore les fastes de palais d'antan. A de très rares exceptions près, les antiquaires qui y étaient installés ont préféré déménager ou se reconvertir dans un commerce plus florissant puisque là aussi « les affaires » battent leur plein.

Mais l'offre est plus raffinée, la clientèle plus aisée, et les prix sont à l'avenant. Le dimanche matin surtout, il serait presque de bon ton de s'y montrer. On bavarde, on marchande, on achète : un téléviseur de Taïwan, un magnétoscope *made in Japan*, des vêtements dont les étiquettes, vraies ou fausses, veulent attester leur provenance étrangère...

La « bonne occasion » n'est pas toujours là. Il arrive que des marchandises identiques, de fabrication tunisienne et vendues dans les magasins ayant pignon sur rue, supportent avantageusement la comparaison. Mais l'important n'est-il pas d'acheter étranger ? Jamais n'a été autant d'actualité la vieille histoire du médecin qui, disant à son patient : *« Je vais vous faire une anesthésie locale »*, entend cette objection : *« Je préfrerais qu'elle soit d'importation... »*

« Cette concurrence est intolérable. fulminent les commerçants. *Nous payons notre patente, les taxes, les impôts, notre personnel est régulièrement déclaré et eux n'ont que leurs bénéfices à empocher. »* Eux ? *« Des privilégiés auxquels le régime tient à manifester sa reconnaissance »*, précisent-ils. Les services de la municipalité s'inscrivent en faux contre cette affirmation. les autorisations de vente sur la chaussée sont délivrées par une commission spéciale qui examine chaque demande, et les bénéficiaires sont, paraît-il, *« des familles nécessiteuses et des handicapés »*. Les détenteurs du précieux document n'ont plus qu'à s'organiser.

Devant cette situation, les autorités, cherchant à ménager la chèvre et le chou, sont bien embarrassées. Il s'agit de veiller à ne pas trop déséquilibrer l'économie, tout en tenant compte d'impératifs sociaux non négligeables. Il est préférable que ces milliers de jeunes vendeurs trouvent un emploi, même précaire, plutôt que de venir grossir les rangs des chômeurs. Il convient aussi de satisfaire une clientèle sans cesse croissante qui s'est habituée à ce nouveau commerce, tout en s'efforçant de maintenir tant bien que mal un minimum de réglementation pour sauver au moins les apparences. Difficile équilibre que vient encore compliquer le contrôle – très lâche – des multiples origines d'approvisionnement de ce marché qui n'a plus rien de clandestin.

Fournisseurs des étals les plus modestes, certaines entreprises tunisiennes trouvent là un débouché pour leurs surplus de production (ou leurs articles présentant un défaut) qui ne peuvent entrer dans les circuits normaux de distribution et sont offerts au rabais. Les bourses les plus pauvres y trouvent amplement leur compte.

Viennent ensuite les travailleurs immigrés rentrant au pays pour leurs vacances qui ont droit annuellement à une franchise douanière de 1 000 dinars (1). De quoi offrir des cadeaux aux proches qui les accueillent. Mais également, en revendant une partie du chargement entassé dans les voitures, de quoi assurer largement les frais de séjour. Il y a aussi les voyageurs quasi permanents que l'on croise dans les ports et aéroports, dont la principale activité consiste à ramener de quelques villes européennes ou proche-orientales des valises bourrées à craquer dont le contenu trouve aussitôt preneur. Rome et Naples qui ont été longtemps leurs mines préférées paraissent actuellement en passe d'être détrônées par Istanbul.

Mais la principale source demeure encore la Libye, même si elle risque de se tarir quelque peu, puisque la commission de coopération tuniso-libyenne, qui a siégé les 29 et 30 juin à Tripoli, a décidé de garantir seulement *« l'écoulement des marchandises nationales, à travers les canaux et circuits organisés »* des deux pays. Reste à savoir si ces dispositions seront rapidement et sérieusement appliquées ou resteront, comme tant d'autres, lettre morte.

C'est à partir de l'ouverture des frontières avec la Libye, voici deux ans, que le commerce de rue a pris de l'ampleur. Il y eut d'abord dans les grandes villes du Sud ce que l'on appelle le « marché libyen », où l'on venait s'approvisionner de loin. Puis le phénomène s'est progressivement étendu à tout le pays. Si aujourd'hui les contrôles sont un peu plus sévères à la frontière (côté tunisien), c'est tout de même par celle-ci que transite une bonne partie des marchandises, importées par la Libye mais n'y trouvant pas forcément acheteur.

Parallèlement aux petits réseaux de contrebandiers qui ont existé de tout temps, de véritables filières ont été organisées et les « touristes » libyens arrivent le plus souvent avec tout un assortiment d'articles qu'ils revendent pour acheter à leur tour – les commerçants tunisiens ne se plaignent plus – les produits qui manquent cruellement chez eux.

Les Algériens qui viennent directement de leur pays n'ont pas grand-chose à offrir, mais, comme ils sont nombreux à continuer le voyage jusqu'en Libye, l'étape de Tunis, au retour, leur donne aussi l'occasion de participer activement à ce troc d'un nouveau genre qui entraîne un marché illégal des devises puisque les monnaies libyenne, algérienne et tunisienne ne sont légalement convertibles dans aucun des trois pays.

Il est douteux que ces petits et grands trafics qui – grâce à un laxisme patent – se développent dans une aimable anarchie, contribuent à préparer, sur des bases solides, l'établissement du marché commun maghrébin projeté depuis la création de l'UMA (l'Union du Maghreb arabe).

MICHEL DEURE

(1) Le dinar tunisien vaut environ 6,50 francs.

LIBÉRIA : confusion à Monrovia

Qui se bat contre qui ?

Qui est qui et qui se bat contre qui? Depuis quelque temps, la guerre au Libéria tourne à la tragicomédie . On serait prêt à s'en gausser si elle ne se soldait déjà par plusieurs milliers de morts, de blessés et d'affamés.

« La guerre n'est pas une fête foraine », réplique Charles Taylor, le maquisard en chef, à tous ceux qui auraient souhaité le voir mener les choses plus rondement, plus proprement aussi. Ses paysans-soldats ne piétinent-ils pas, depuis quelques semaines, aux portes de Monrovia alors que, jusqu'à présent, rien ni personne ne s'était opposé longtemps à leur avance?

Au fur et à mesure que dure cette sanglante campagne, des voix dissidentes commencent à s'élever au sein du camp rebelle. Celle, par exemple, de Prince Johnson, un ancien des « commandos d'élite », qui, pour son propre compte, se serait rendu maître du comté de Bong. Aux dernières nouvelles, ses hommes se seraient infiltrés dans la capitale et auraient pris le contrôle de l'île de Bushrod et du port, tandis que les « vrais » maquisards, eux, marqueraient le pas dans la banlieue, quelque part du côté de Paynesville.

Dans le camp adverse, l'entente est loin de régner entre les quelque cinq cents soldats qui composent la garde tribale du président Samuel Doe, assiégé dans sa résidence du bord de mer. Tandis que les ministres les plus proches de cet ancien sergent-chef lui faussent compagnie et l'invitent à s'effacer *« dans l'intérêt suprême de la nation »*, le dernier carré de ses fidèles, divisé sur la conduite à suivre – fuir ou résister –, use de la manière forte pour régler ses querelles intestines.

Tous ces hommes en armes, à quelque bord tribal qu'ils appartiennent, se rejoignent pour tuer, violer et piller à n'en plus pouvoir, jusqu'à l'écœurement. En toute impunité, bien entendu. *« Je ne suis pas Jésus-Christ »*, se défend Charles Taylor. Quant à Samuel Doe, son autorité ne dépasse plus les limites de sa résidence. Et encore...

Les louables efforts faits par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour arrêter ce carnage, n'ont pas abouti. Les Etats-Unis, principal bailleur de fonds du pays, pratiquent la politique du *wait and see*. Ils se contentent de proposer leurs services pour ouvrir à Samuel Doe le chemin de l'exil tandis que leurs bâtiments de guerre patrouillent au large des côtes libériennes. Intervention de dernière heure, celle du troublant colonel Kadhafi, qui a armé le bras de plus d'un maquisard. Le pompier-pyromane libyen vient d'offrir ses bons offices pour *« sauver des vies innocentes »* .

Ne serait-il pas grand temps que la communauté internationale, arguant d'un juste devoir d'intervention, se mêle de mettre un terme à une *« guerre de libération »*, qui a pris l'allure d'un effroyable règlement de comptes ethnique puis a débouché sur le chaos? Une action concertée, voire l'envoi d'une force d'interposition, ne se justifierait-elle pas pour éviter que le changement politique tant attendu ne se réduise à un simple simulacre?

JACQUES DE BARRIN

Prince Johnson le trublion de la rébellion

ABIDJAN

de notre correspondant

Entré en dissidence avec le Front national patriotique du Libéria (NPFL) en mai, Prince Johnson cherche à prendre de vitesse Charles Taylor pour la prise de Monrovia. A la tête d'une troupe de quelque trois cents hommes, ce jeune officier de trente et un ans a-t-il les moyens de ses ambitions?

Contrairement à Charles Taylor, Prince Johnson n'a pas de parents originaires des Etats-Unis. Différence de poids dans un pays où l'on oppose souvent les autochtones libériens aux Noirs descendants des esclaves américains. Ce dissident est, en effet, fils d'un chasseur de l'ethnie ghio, originaire du comté de Nimba, d'où est partie la rébellion. Prince fait ses études à Monrovia, pris en charge par un couple d'Américains travaillant pour l'US Aid, qui l'aidera à terminer ses études et à suivre une formation militaire.

Très vite promu lieutenant, Prince Johnson sera affecté au deuxième bureau de l'état-major chargé du renseignement lors de la tentative de coup d'Etat du général Thomas Quiwonkpa, en novembre 1985. Arrêté, il réussit à prendre la fuite en Côte-d'Ivoire et prépare avec d'autres conspirateurs l'attaque du poste-frontière de Butuo, marquant le début de l'insurrection contre le président Samuel Doe, en décembre dernier.

En février, il remplace à la tête des « commandos d'élite » du NPFL Paul Harris, tué lors d'une attaque à Khanplay contre les soldats gouvernementaux. Début mai, Prince Johnson entre en dissidence. Charles Taylor lui reproche ses méthodes expéditives et notamment l'exécution de sept de ses hommes. Le NPFL l'accuse aussi d'avoir assassiné, il y a un mois, douze émissaires dépêchés par le chef du NPFL pour négocier une réconciliation.

Grâce à des unités très mobiles, celui qui se présente comme le responsable des *« Forces nationales indépendantes et patriotiques du Libéria »* (INPFL) a fait reculer, pendant quinze jours, les hommes du NPFL installés à Paynesville, un faubourg de Monrovia. Il a pour lui, contrairement à Charles Taylor, de ne jamais avoir été accusé par les Etats-Unis de collusion avec la Libye.

ROBERT MINANGOY

AFRIQUE DU SUD : la guerre du Natal se déplace dans la région de Johannesburg

Au moins vingt-quatre personnes ont été tuées dans les affrontements entre Inkatha et ANC

Les ghettos noirs de Sebokeng et d'Evaton, dans le triangle du Vaal, à 70 kilomètres au sud de Johannesburg, ont vécu un nouveau week-end de violences. Au moins vingt-quatre personnes ont été tuées, dimanche 22 juillet, au cours d'affrontements entre partisans de l'Inkatha – ce mouvement zoulou promu parti politique la semaine dernière – et militants de l'ANC (Congrès national africain). Vingt et une personnes ont trouvé la mort à Sebokeng dont un policier blanc transpercé par une sagaie. Trois autres personnes ont été massacrées à la hache à Evaton.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Les échauffourées ont éclaté après que quelque deux mille membres de l'Inkatha eurent quitté le stade de Sebokeng où ils venaient d'assister à une réunion politique. Selon la direction du Congrès sud-africain des syndicats (Cosatu), étroitement lié à l'ANC, *« toute cette violence a été planifiée par l'Inkatha »* de M. Mangosuthu Buthelezi. Au cours d'une conférence de presse, à Johannesburg, lundi, le Cosatu, qui avait alerté les autorités sur les risques de dérapage, a déclaré avoir reçu, dans les jours précédant les violences, des assurances tant de la police que de l'Inkatha qu'aucun incident ne se produirait à l'occasion du meeting de dimanche.

Cependant, des témoins oculaires, membres du Cosatu et de l'ANC, ont affirmé avoir vu arriver les militants de l'Inkatha en autobus, sous escorte policière. *« Ils étaient ostensiblement armés de sagaies, de massues, de haches et parfois d'armes à feu »*, a indiqué l'un des responsables du Cosatu pour qui la collusion entre l'Inkatha et la police ne fait pas de doute. *« La police est-elle hors de contrôle, dans ce pays? »*, a-t-il demandé avant d'indiquer que le Cosatu exigeait *« la constitution d'une commission d'enquête complètement indépendante »* pour déterminer les responsabilités.

Après la vague d'arrestations intervenue dans les rangs de l'ANC et du Parti communiste au cours des dernières semaines (*le Monde* du 24 juillet), le responsable de l'ANC pour l'Afrique du Sud, M. Walter Sisulu, a déclaré que *« l'infiltration de cadres à l'intérieur du pays continuerait jusqu'à ce que l'ANC décide de suspendre les hostilités »*. De son côté, le chef d'Umkhonto We Sizwe, la branche armée de l'ANC, M. Chris Hani – qui avait provoqué une virulente réplique du président Frederik De Klerk en déclarant que l'ANC pourrait avoir à s'emparer du pouvoir si le gouvernement n'était pas décidé à le partager ou à l'abandonner – a fait une entrée remarquée au stade d'Umtata, dans le Transkeï, où se tenait une réunion politique. Il est apparu en uniforme, muni d'un fusil et flanqué de six gardes du corps en armes. Au cours de son allocution, M. Hani a souligné *« l'arrogance de l'homme blanc »* qui continue d'employer *« la bonne vieille méthode qui consiste à diviser pour régner »*. Le secrétaire général du Parti communiste, M. Joe Slovo, a réagi vigoureusement aux arrestations et aux déclarations des autorités en accusant le gouvernement de revenir à *« la tactique de la peur du rouge »*, et d'agiter l'épouvantail d'un *« complot communiste »*. M. Slovo a estimé que le président De Klerk tentait de *« souiller »* le Parti communiste à la veille de son lancement officiel sur la scène politique au cours d'un grand meeting, dimanche 29 juillet, dans un stade de Soweto, près de six mois après sa légalisation le 2 février.

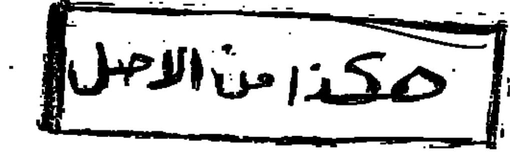
FRÉDÉRIC FRITSCHER

□ **SÉNÉGAL : un mort dans une embuscade en Casamance.** – Une femme a été tuée et six autres personnes, dont quatre militaires sénégalais, ont été blessées, lundi 23 juillet, au cours d'une embuscade tendue par les séparatistes casamançais, à Baracabunao près de Ziguinchor. Cette embuscade porte à plus de dix le nombre des attentats mortels perpétrés, depuis mai dernier, en Casamance, par les séparatistes. – *(AFP.)*

□ **SOMALIE : attentat à la bombe contre le bureau de la CEE.** – Une bombe de forte puissance a dévasté, lundi 23 juillet, le bureau du représentant de la Communauté économique européenne (CEE) à Mogadiscio, sans faire de victimes. Quelques minutes auparavant, une autre explosion avait eu lieu devant l'Assemblée du peuple, causant de *« légers dégâts »*, selon la police. – *(AFP.)*

M. De Klerk plus apprécié des Noirs que des Blancs

58 % des Noirs sud-africains souhaitent voir M. Nelson Mandela à la tête du pays tandis le président Frederik De Klerk obtient 22 % des suffrages, selon un sondage réalisé auprès de 1 500 noirs vivant en milieu urbain et publié dans le quotidien libéral anglophone le *Star*. Le Parti national au pouvoir n'a la faveur que de 10 % des Noirs, alors que 64 % se prononcent pour l'ANC (Congrès national africain). L'enquête confirme, par ailleurs, que l'Inkatha, le mouvement zoulou, qui s'est récemment transformé en parti politique, n'a qu'un soutien extrêmement réduit en dehors de la province du Natal (2 %). La semaine dernière, une autre enquête d'opinion avait indiqué que 77 % des Noirs étaient satisfaits de la façon dont M. De Klerk menait le pays, contre 70 % seulement chez les Blancs. – *(AFP.)*



ROUMANIE

Le gouvernement s'efforce d'améliorer son image

Une amorce d'apaisement semble perceptible à Bucarest après le succès remporté par la manifestation du 13 juillet au cours de laquelle plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé sans le moindre incident pour réclamer la libération du dirigeant des étudiants Marian Munteanu (*le Monde* des 15 et 16 juillet).

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Encore échaudée par la brutale intervention des mineurs un mois auparavant, l'opposition a commencé à surmonter sa peur et à reprendre courage. La preuve a ainsi été fournie que le mécontentement n'était pas seulement le fait d'une poignée de « voyous », ce que les autorités n'osent d'ailleurs plus affirmer aujourd'hui sous peine de se ridiculiser, mais que la grogne dépasse largement le cercle restreint des étudiants.

Cette marche pacifique et les manifestations qui ont eu lieu depuis ont fourni aussi l'occasion de protester contre les récentes hausses de prix, les difficultés persistantes d'approvisionnement, la lenteur des réformes et tout ce qui évoque encore le régime déchu. L'expression des espoirs déçus, à l'image du malaise politique, économique et social qui perdure, se retrouvait sur les banderoles : « *En décembre chair à canon, aujourd'hui en détention* », « *Non-violence enchaînée-atrocités en liberté* », « *Nous voulons la justice pas de procès /mise en scène* », ou encore plus simplement « *A bas le communisme* ».

Parer au plus pressé

Acculé à la défensive et empêtré dans ses contradictions depuis le dérapage de la mi-juin, isolé à l'étranger, le gouvernement ne saurait ignorer l'avertissement s'il entend améliorer son image passablement ternie à l'extérieur. A la veille de son voyage privé en France, le premier ministre, M. Petre Roman, s'est félicité du déroulement sans heurts de cette manifestation. « *A mon avis,* nous a-t-il dit, *c'est là le point de retour, en un sens positif, vers la civilité. Il importe de garantir la libre expression des opinions et de régler les problèmes par le dialogue. Une commission parlementaire a été créée pour enquêter sur les évènements de la mi-juin, et le jour de la manifestation, le ministre de la justice a reçu une délégation des étudiants* ».

Curieusement, cependant, le même soir, lors de sa première allocution télévisée depuis son élection, le président Ion Iliescu n'a pas fait la moindre allusion à ces sujets brûlants. Sur un ton moralisateur il s'était contenté de faire la leçon à ses compatriotes, les invitant « *à apprendre à travailler avec efficacité* » afin de surmonter l'impasse économique actuelle. « *Nous n'avons pas besoin de leçon de démocratie, nous avons besoin de respect et de compréhension pour notre peuple* », avait-il déclaré. Y aurait-il alors des tiraillements entre le président et le premier ministre? M. Roman rappelle que, d'après les textes en vigueur, « *le président a des pouvoirs très symboliques, le premier ministre disposant du pouvoir exécutif* ». « *D'autre part,* ajoute M. Roman, *M. Iliescu a été élu au suffrage universel avec une majorité écrasante, ce qui lui donne un poids plus important que celui prévu par les textes. Il est au-dessus de la mêlée et forcément, en tant qu'exécutif, je suis plus exposé, je prends les mesures impopulaires.* »

« *Il est faux,* poursuit M. Roman, *de parler de divergences entre le président Iliescu et moi-même. Par exemple, il n'a rien eu à redire à mon discours-programme. Il m'a simplement demandé d'apporter quelques précisions. C'est M. Iliescu qui avait remercié les mineurs et qui les avait fait appeler. Sur le président pèse encore cette appréciation qu'il était un communiste et qu'il l'est resté. Il faut revenir au 22 décembre. Qui étais-je? Rien du tout. Lui était l'homme sur lequel reposait l'espoir de tout un peuple. Que fait-il ce jour-là? Il signe l'arrêt de mort du système communiste. Avec l'étoile qu'il avait alors, il aurait pu garder 90 % du système avec les anciens communistes qui l'entouraient. Or, il ne garde rien. Il décrète que l'appareil du parti est mort. Il a tout de suite accepté le pluralisme politique en rejetant le système, ce qui est remarquable* ».

M. Silviu Brucan, l'une des principales figures du Front de salut national à ses début, remarque : « *L'affaire Munteanu est caractéristique du manque de clairvoyance du gouvernement. Dans un système démocratique on ne peut pas maintenir quelqu'un pendant un mois en état d'arrestation sans apporter des preuves sérieuses de son éventuelle culpabilité* ». Tout en reconnaissant qu'il est délicat de sauter d'une économie planifiée à une économie de marché, M. Brucan estime que le gouvernement a assez tergiversé et qu'il est temps « *de passer à l'action* ».

Dans un pays épuisé par la dictature et à l'économie sinistrée, il ne saurait cependant y avoir de miracle. Dans un premier temps le gouvernement avait paré au plus pressé en important des produits alimentaires et du pétrole, mais la pénurie n'a pas tardé à réapparaître et des queues sont visibles aux quatre coins de la ville. Le dimanche, à la périphérie de la capitale, un véritable « *marché aux voleurs* » fait office de bourse d'échanges.

Les anciens réflexes subsistent et nombre de Roumains dubitatifs restent à convaincre quant aux bonnes intentions de leurs dirigeants. « *C'est la même Jeannette autrement coiffée* », observe une ménagère, se plaignant de devoir à nouveau faire la queue après une passagère amélioration au début de l'année.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Gelu Voican, « dignitaire truand »

BUCAREST

de notre envoyé spécial

« *Cow-boy de la révolution* », comme le caractérise un ancien membre du Conseil du Front de salut national ou « *dignitaire truand* », comme il se définit lui-même avec un petit sourire, M. Gelu Voican a laissé sa barbe dans ses récentes mésaventures, mais a déjà retrouvé un léger collier blanc autour du visage. Personnage énigmatique sorti de l'ombre lors des folles heures de décembre qui ont marqué la chute du régime de Ceausescu, ce géologue amateur de parapsychologie et d'ésotérisme, n'en finit pas de susciter les interrogations.

Les dernières révélations de M. Voican concernent son rôle lors des événements du mois de juin. Furieux de l'imprécision et des contradictions des renseignements concernant la situation sur la place de l'Université, il décide de prendre les choses en main et de se rendre personnellement sur les lieux.

Déguisé en ouvrier

Avec l'assentiment de ses pairs, ce que devait nous confirmer le premier ministre Petre Roman, il sacrifie sa belle barbe de prophète, s'enfonce un feutre noir sur le crâne, revêt un vieux pantalon en accordéon et en compagnie d'un ami, un contre-amiral lui aussi métamorphosé pour l'occasion, il s'en va le 13 juin faire le coup de poing aux côtés des manifestants.

« *Sans barbe et ainsi déguisé,* précise l'intéressé, *j'étais méconnaissable, me faisant passer pour un ouvrier d'une usine d'accumulateurs. Rebuté par la pestilence des lieux et par la racaille qui y avait trouvé refuge, j'ai ensuite mis la nuit à profit pour examiner coins et recoins et prendre quelques points de repère avant de revenir avec un groupe de parachutistes pour nettoyer la place. Après avoir tiré des balles de manœuvre et des gaz lacrymogène – ce qui faisait plus de bruit que de mal – nous avons procédé à une quarantaine d'arrestations.* »

Voican serait-il un homme dangereux? « *Je ne supporte pas la faiblesse,* confesse-t-il, *il ne faut pas craindre d'utiliser la force. Aujourd'hui nous avons un gouvernement de technocrates compétents, mais qui manque encore d'expérience. Il faut qu'il agisse vite et bien pour stabiliser la situation. Sinon je crains que les mineurs ne reviennent pour se retourner la prochaine fois contre lui.* »

J.-C. B.

Scission au sein du Parti libéral

La scission au sein du principal parti d'opposition roumain, le Parti national libéral (PNL, centre droit) a été concrétisée, lundi 23 juillet, par la création d'un nouveau parti, le PNL-aile jeune, dont l'objectif principal est « *la création d'une opposition crédible* », comme l'a déclaré lundi au cours d'une conférence de presse M. Dinu Patriciu, député de Timisoara et ancien secrétaire exécutif du PNL.

Cette scission est l'aboutissement d'une crise opposant depuis plusieurs mois de « vieux » adhérents du PNL, ayant traversé dans des conditions difficiles la période communiste, et des « jeunes », désireux de rénover le Parti libéral après son échec aux élections du 20 mai dernier, à l'issue desquelles il avait recueilli moins de 7 % des suffrages. – *(AFP.)*

BULGARIE

Imposante manifestation de soutien au gouvernement

Deux cent mille manifestants environ, pour la plupart des gens âgés, venus de toute la Bulgarie, ont défilé, lundi 23 juillet, dans les rues de Sofia pour rendre un dernier hommage à l'ancien dirigeant communiste Gueorgui Dimitrov, décédé en 1948. Ce père fondateur du communisme en Bulgarie, dont le corps embaumé depuis 1949 avait été enlevé de son mausolée et incinéré la semaine dernière en présence de quelques membres de sa famille, s'était attiré une grande sympathie dans le pays depuis son procès devant un tribunal allemand en 1933. C'est lui, en effet, qui avait été accusé de l'incendie du Reichstag.

Le cortège, qui s'étendait de la cathédrale Alexandre-Nevski au cimetière central, s'est vite transformé en une manifestation de soutien au pouvoir en place. Les dirigeants du Parti socialiste bulgare (ex-communiste), vainqueur des élections de juin dernier, et notamment l'ancien président, M. Petar Mladenov, et le premier ministre, M. Andreï Loukanov, qui étaient à la tête du défilé, ont tous été acclamés. Le chef du Parti socialiste, M. Alexander Lilov, s'adressant à la foule, a demandé à ses partisans de serrer les rangs « *sur le chemin du renouveau et de la réforme* ». « *Transformons le Parti socialiste bulgare en un parti modèle d'une gauche moderne* », a-t-il déclaré. La foule a accueilli l'ancien président en scandant « *Mladenov président* ».

Alors que les intellectuels hostiles au gouvernement continuent à manifester et ont dressé entre le siège du Parlement et celui du Parti socialiste quelque deux cents tentes formant ce qu'ils appellent « *la ville de la vérité* », le gouvernement a annoncé lundi qu'il réprimerait toute nouvelle manifestation. Un décret gouvernemental demande ainsi aux autorités d'« *adopter des mesures immédiates pour mettre fin aux manifestations de désobéissance civile, aux grèves avec sit-in et autres violations de l'ordre* ». Le gouvernement a aussi demandé à la police de faire preuve de fermeté dans sa mission de maintien de l'ordre. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Election contestée d'un apparatchik à la présidence de l'Ukraine

Le Parlement d'Ukraine, la plus importante république d'URSS après la Russie, a élu lundi 23 juillet à sa présidence le numéro deux du Parti communiste local, M. Léonid Kravtchouk, cinquante-six ans. Mais l'opposition nationaliste a boycotté le scrutin, faisant savoir dans un communiqué qu'elle « *décline toute responsabilité quant aux activités du nouveau président* ».

Selon l'agence Interfax, M. Kravtchouk a obtenu 239 des 315 suffrages exprimés. Les députés du mouvement nationaliste Rukh, qui se sont abstenus, forment environ un tiers de la Chambre. C'est sous leur pression que le Parlement, dominé par les communistes, a adopté la semaine dernière, à une large majorité, une « *déclaration de souveraineté* » dépassant les limites de l'idée de « *souveraineté* » admise par Moscou, en prônant la création d'une monnaie et de forces armées propres, ainsi qu'un statut, à terme, « *d'Etat neutre* » (*le Monde* du 18 juillet).

« Une barrique d'or »

Ce Parlement a applaudi en apprenant samedi que l'Ukraine avait demandé la restitution d'un dépôt d'or, confié il y a deux cent soixante-dix ans à la Banque d'Angleterre par un chef militaire ukrainien, Pavel Poloubotok. Ce dernier l'avait légué à une Ukraine « *indépendante et souveraine* », avant de partir négocier à Saint-Pétersbourg avec le tsar Pierre le Grand, qui le fit jeter en prison où il mourut.

Les députés ukrainiens ont calculé que ce trésor devrait s'élever aujourd'hui, avec les intérêts, à 28 000 milliards de dollars. Un porte-parole de la Banque d'Angleterre a indiqué lundi que celle-ci n'a pour le moment « *pas de preuves de la revendication ukrainienne* » et « *cherche dans ses archives* » l'existence éventuelle de ce dépôt. Si on dépose dans une banque « *une barrique d'or, il s'agit d'une opération différente de l'ouverture d'un compte* » et « *seule la barrique serait rendue* », a-t-il ajouté. – *(Reuter, AFP.)*

L'URSS SANS CLICHÉS



PHOTO PAVEL KASSIN/© V. FEDJUSCHIN ET R. GRETLER, avec la participation du musée de l'Elysée, Lausanne.

Atmosphère

Si l'on ne respirait plus en URSS ce n'est pas seulement que l'atmosphère était irrespirable. L'air l'était aussi – et l'est toujours – car la patrie du communisme aimait les *fumées d'usine. Sous le capitalisme, on a détruit des paysages, empoisonné des* rivières et asphyxié des populations parce que cela aurait coûté plus cher de ne pas le faire. Ici, sous le communisme, c'était tout différent : on en faisait tout autant et en dix fois pis, *mais ce n'était pas pour faire des* économies.

Cela coûtait même affreusement cher et ne rapportait, au mieux, rien, mais cela faisait *prolétaire. Plus les cheminées crachaient d'épais nuages*, plus on éventrait les *villes* et saccageait les campagnes, plus abondaient ainsi les preuves du caractère ouvrier de l'Etat et de l'impétueuse industrialisation du pays. *Cela donne ce cheval sur fond de* hauts-fourneaux, le XIXe siècle à l'aube du XXIe, mais cela donne aussi Moscou – certainement la seule capitale d'Europe où l'on passe sans transition des corons aux *musées*, et des jardins aux cimenteries car on a *délibérément* implanté des usines au cœur des villes.

Rien d'étonnant si les Soviétiques ont fini par rejeter en bloc pollution indutrielle et Etat *du prolétariat*, communisme et nuisances. Cela a commencé – comme tout le reste – au début des années 80 et les premiers « verts » se sont déclarés dans les Républiques périphériques, baltes avant tout. Non seulement *en parlant d'air on parlait d'atmosphère mais* on défendait aussi sa terre aux deux sens du terme et des rangs écologistes sont sortis les bataillons nationalistes qui allaient banaliser l'idée d'indépendance. Plus tôt, il y avait également eu les écrivains sibériens qui ont su sauver le lac Baïkal, les revues qui ont mené le combat contre le détournement des grands fleuves. De ce courant-là est tristement sortie l'extrême droite russe, la branche nationale du national-communisme. Il y eut mille cheminements mais la défense de l'environnement tend à résumer les batailles de l'heure – contre le centralisme, contre la gabegie, pour la primauté de l'homme sur le Plan, contre le gigantisme et pour la rationnalité.

Tchernobyl, il est vrai, est passé par-là, comme contre-preuve à la preuve d'antan. Ce fut comme une sommation nucléaire avant l'apocalypse et l'évidence qu'elle a donnée à la perestroïka aura été décisive. Il fallait changer – tout changer.

BERNARD GUETTA

GRANDE-BRETAGNE : après un remaniement ministériel limité

Le nouveau gouvernement sera légèrement plus « européen »

LONDRES

de notre correspondant

Mme Thatcher a procédé, lundi 23 juillet, à la traditionnelle « toilette » de son gouvernement avant les vacances parlementaires. Si le remaniement ne touche que des postes secondaires, il est néanmoins d'une certaine envergure puisque trente et une personnes sont concernées. Le Foreign Office en ressort notamment un peu plus pro-européen. M. Tristan Garel-Jones, un des responsables du groupe parlementaire conservateur, devient en effet un des adjoints de M. Douglas Hurd, chargé des relations avec la CEE. Or il est nettement plus favorable à l'Europe que son prédécesseur, M. Francis Maude, qui passe au Trésor.

M. David Mellor remplace M. Richard Luce comme ministre des arts. Il aura la tâche de faire accepter par le Parlement la nouvelle loi sur l'audiovisuel qui ne touche pas, pour le moment, la BBC mais laisse planer une menace sur le mode de financement de la chaîne publique. Sir George Young, un des parlementaires tories qui avaient mené la fronde contre la poll tax, le nouvel impôt local, entre au gouvernement comme chef adjoint du groupe conservateur. Mme Thatcher essaye visiblement de tourner la page de cette épisode qui a précipité sa chute dans les sondages. Si elle n'est pas revenue sur le principe même de cet impôt, elle a accordé de nombreuses exemptions qui ont nettement limité l'effet de la réforme.

Le ministère de l'éducation est celui qui connaît les plus grands changements. Mme Angela Rumbold, chargée de l'enseignement primaire et secondaire, et M. Robert Jackson, responsable de l'enseignement supérieur, sont congédiés. Ils sont remplacés par deux thatchériens purs et durs, MM. Timothy Eggar et Michael Fallon. L'objectif consiste à accélerer le mouvement visant à retirer aux autorités locales la tutelle des établissements scolaires.

DOMINIQUE DHOMBRES

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : démarche européenne

Jérusalem mesure le poids politique de la CEE

L'importance que la presse israélienne a accordée à la « visite de travail » de la troïka européenne à Jérusalem, lundi 23 juillet, est sans doute un début d'indication : Israël commence à prendre au sérieux le rôle que l'Europe des Douze peut jouer au Proche-Orient.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Après des années d'indifférence – au mieux – de la part des médias et d'une écrasante majorité de la classe politique, c'est incontestablement une évolution nouvelle. Elle est renforcée par le fait que les Etats-Unis se montrent intéressés à leur tour – ce qui est tout aussi nouveau – et ont vivement encouragé cette initiative européenne. Président en exercice de la Communauté, M. Gianni de Michelis, ministre italien des affaires étrangères, son collègue irlandais Gerry Collins (ancien président) et le Luxembourgeois Jacques de Poos (futur président) sont arrivés lundi à Jérusalem, où ils ont longuement rencontré le nouveau chef de la diplomatie israélienne, M. David Lévy.

L'inquiétude des Douze

Après un entretien avec le premier ministre, M. Itzhak Shamir, mardi matin, ils devaient gagner Tunis pour des conversations avec l'OLP et la Ligue arabe.

Depuis plusieurs mois déjà, le climat des relations israélo-européennes n'est pas au beau fixe. Tout récemment encore, les Israéliens n'ont guère apprécié la partie proche-orientale du communiqué adopté lors du sommet européen de Dublin. En matière de droits de l'homme, a-t-on relevé à Jérusalem, ce document ne dénonce nommément que l'Etat hébreu – pour la situation « *déplorable* » en Cisjordanie et Gaza – et ne mentionne pas un seul pays arabe. Les Israéliens y ont vu la confirmation de ce qu'ils estiment être une attitude partiale de la part d'une Europe accusée, en outre, d'user de pressions économiques à l'encontre d'Israël. Si elles sont connues de longue date, les « *divergences d'opinion entre les deux parties* » sur le règlement du conflit du Proche-Orient, a dit M. Lévy, « *ne doivent pas conduire à une détérioration des relations entre nous* ». Il a qualifié ces conversations avec les Européens de « *franches, sincères, amicales et responsables* », indiquant que, s'il refusait les « *pressions* » ou les formules qu'on voudrait lui « *imposer* », il était, en revanche, disposé à accepter tous les « *conseils* ». L'un des participants à la rencontre a décrit les conversations comme ayant été particulièrement « *animées* ».

M. de Michelis a souligné que la visite de la troïka témoignait de l'inquiétude des Européens devant l'arrêt complet de tout processus de paix au Proche-Orient au moment où la situation se détériore dangereusement dans la région. Il y a urgence à relancer un mécanisme de négociation et, faute d'une conférence internationale qui aurait la préférence de l'Europe, a-t-il dit, les Douze soutiennent les propositions américaines pour une négociation israélo-palestinienne.

Il a pris acte de la volonté du gouvernement israélien de promouvoir son initiative de mai 1989 en faveur d'une négociation avec des Palestiniens. Mais M. de Michelis s'est interrogé sur la possibilité pour Israël de trouver des interlocuteurs dès lors que Jérusalem se refusait à reconnaître la moindre représentativité aux nationalistes de l'OLP.

« Nous attendons du concret »

M. Lévy – qui avait voté contre l'initiative de 1989 – a répondu que les élections dans les territoires désigneraient les interlocuteurs d'Israël. « *Nous attendons du concret, des pas en avant* », a dit M. de Michelis, non sans observer que toute mesure d'apaisement dans les territoires occupés, notamment la réouverture des universités, serait, entre-temps, « *bienvenue* ». La question de la désignation d'un représentant permanent de la CEE, chargé de suivre sur place la mise en œuvre de l'aide que l'Europe alloue à la Cisjordanie et au territoire de Gaza, doit être étudiée à la mi-septembre lors des conversations que M. Lévy aura à Bruxelles avec les Douze.

C'est un rendez-vous important. Les Israéliens veulent un réaménagement de l'accord commercial qu'ils ont avec la CEE pour tenir compte de la perspective du marché unique de 1993.

L'Etat hébreu fait plus de la moitié de son commerce extérieur avec la Communauté et ses dirigeants savent bien – même s'ils le regrettent amèrement – que les Européens « lient » les dossiers politique et économique : autrement dit, l'évolution des relations commerciales avec la CEE dépendra des progrès du processus de paix et de la situation dans les territoires occupés. Cela explique en partie pourquoi Israël découvre le poids politique des Douze.

ALAIN FRACHON

□ **Trois « collaborateurs » palestiniens assassinés.** – Trois Palestiniens, soupçonnés de collaboration avec les autorités israéliennes, ont été tués, dimanche 22 et lundi 23 juillet, en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et dans la bande de Gaza. Les trois victimes ont été tuées après avoir été enlevées par des hommes masqués. – (*AFP*.)

IRAN

Un ancien ministre emprisonné serait mourant

M. Ali Ardalan, qui fut ministre des finances dans le premier gouvernement de la République islamique, présidé par M. Mehdi Bazargan, serait mourant dans la prison où il est détenu avec vingt autres personnalités libérales arrêtées début juin.

Agé de soixante-dix-huit ans, il souffre de graves troubles cardiaques et son état a empiré au cours des derniers jours. Selon ses proches, les autorités ont refusé de le libérer et se sont contentées de demander à la famille des médicaments.

M. Ardalan avait signé, en mai dernier, avec quatre-vingt-dix autres personnalités proches de M. Bazargan, une lettre ouverte adressée au président Rafsandjani pour dénoncer la « *nouvelle tyrannie* » en Iran et demandant la restauration des libertés garanties par la Constitution.

Selon des informations de source sûre, parvenues de Téhéran, ceux qui ont été arrêtés à la suite de la publication de cette lettre ont fait récemment l'objet de sévices pour les contraindre à apparaître à la télévision et y confesser avoir reçu de l'argent des Etats-Unis pour déstabiliser le régime islamique.

DIPLOMATIE

A la veille de sa conférence annuelle

Désaccord de l'ASEAN avec la nouvelle politique américaine sur le Cambodge

Les ministres des affaires étrangères des six pays de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui regroupe Brunei, l'Indonésie, la Malaysia, les Philippines, Singapour et la Thaïlande) ont marqué, lundi 23 juillet, leur désaccord avec la nouvelle politique de Washington sur le Cambodge. Ils ont prévenu que « *toute tentative visant à modifier maintenant la représentation du Cambodge à l'ONU constituerait un retour en arrière dans la recherche d'une solution au conflit cambodgien* ».

Le 18 juillet à Paris, M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, a annoncé que les Etats-Unis ne souhaitaient plus que le Cambodge soit représenté à l'ONU par la coalition (Khmers rouges, sihanoukistes et partisans de M. Son Sann) en lutte contre le régime de Phnom-Penh. L'ASEAN demande que le Cambodge y soit représenté, dès sa formation, par un « *Conseil national suprême* » regroupant les quatre factions khmères. L'ASEAN a adopté cette position à la veille de la réunion de sa conférence annuelle inter-ministérielle, mardi et mercredi à Djakarta, qui doit être suivie d'entretiens avec les alliés de l'association, notamment avec M. Baker.

D'autre part, une équipe de médecins légistes américains a quitté Bangkok mardi pour Phnom-Penh, afin d'examiner les restes éventuels de soldats américains portés disparus au Cambodge, a-t-on appris auprès des responsables de l'aéroport de Bangkok. L'équipe américaine, la première à se rendre au Cambodge depuis quinze ans, a quitté la capitale thaïlandaise à bord d'un avion de transport C-141.

Enfin, la coalition opposée à Phnom-Penh envisage de se réunir le 30 juillet à Paris avant de rencontrer, toujours dans la capitale française, une délégation du régime de Phnom-Penh. M. Son Sann est à l'origine de cette initiative approuvée par le prince Sihanouk. Mais on ignore encore les réponses des Khmers rouges et de Phnom-Penh. (*AFP*).

La visite officielle du premier ministre indien en URSS

Moscou réaffirme son intérêt pour le tiers-monde

Le premier ministre indien, M. Vichwanath Pratap Singh, a entamé lundi 23 juillet une visite « officielle d'amitié » de quatre jours en URSS qui fournit à Moscou une occasion de réaffirmer son intérêt pour le tiers-monde.

MOSCOU

de notre correspondant

Beaucoup de pays en voie de développement, en particulier africains, reprochent plus ou moins ouvertement à la diplomatie de l'Union soviétique d'être désormais essentiellement tournée vers les Etats-Unis ou l'Europe, en un mot vers l'Occident. En URSS en revanche de nombreuses voix se sont fait entendre pour remettre en cause l'aide au tiers-monde, alors que le pays connaît des problèmes intérieurs grandissants.

En ce qui concerne les pays asiatiques, la politique étrangère soviétique est principalement axée ces derniers temps sur la Chine et le Japon, avec lequel le Kremlin tente de trouver enfin une solution au problème des îles Kouriles, revendiquées par Tokyo depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

La visite de M. Pratap Singh « *arrive tout à fait en son temps car elle réfute les allégations avancées récemment par certains milieux, selon lesquelles l'Union soviétique a perdu son intérêt pour l'Inde, tout comme pour le tiers-monde en général* », a déclaré d'ailleurs à l'agence Tass le responsable du département des pays d'Asie du Sud au ministère soviétique des affaires étrangères, M. Oleg Bostorine. Après avoir souligné la solidité des relations soviéto-indiennes depuis plus de quarante ans, le diplomate s'est empressé d'ajouter qu'elles « *n'étaient pas affectées par les changements du climat international et la situation politique mondiale* ».

M. Pratap Singh a été reçu lundi par Mikhaïl Gorbatchev. Une déclaration soviéto-indienne signée à cette occasion ne brille pas par la densité de son contenu et appelle en termes assez vagues à la coopération mondiale en faveur de l'environnement.

Le déséquilibre des échanges commerciaux, favorable à New-Delhi, figure également en bonne place des entretiens officiels. Moscou souhaite augmenter et diversifier ses exportations vers l'Inde pour mettre fin à un déséquilibre qui s'est aggravé depuis deux ans. – (*Intérim.*)

Budapest demande des excuses officielles pour l'intervention militaire soviétique de 1956

BUDAPEST

Correspondance

Le Parlement hongrois a voté lundi 23 juillet une motion demandant que le Soviet suprême (parlement) de l'URSS présente des excuses officielles pour l'intervention militaire soviétique de 1956 en Hongrie. La proposition en ce sens a été votée unanimement avec une seule abstention et un télégramme devait être envoyé mardi à Moscou. Les députés hongrois ont estimé que l'Union soviétique s'étant excusée pour son intervention à Prague en 1968, elle se devait de faire le même geste envers Budapest.

Alors que le différend qui porte sur les coûts du stationnement de l'armée soviétique en Hongrie continue à s'envenimer, plusieurs députés ont estimé qu'il convenait de faire clairement savoir aux Soviétiques quel a été le prix – matériel et en déportations – de l'écrasement de la révolte hongroise. Un sujet que la presse locale aborde de plus en plus. De même que celui des prisonniers de guerre hongrois, qui seraient encore vingt à trente mille éparpillés en Union soviétique. L'un d'eux, âgé de quatre-vingts ans, faisait la « une » des journaux la semaine dernière à l'occasion de son retour en Hongrie après quarante-six ans de « goulag ».

L. L.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : après la démission du juge Brennan

Le président Bush désigne M. David Souter à la Cour suprême

Le président George Bush a désigné, lundi 23 juillet, M. David Souter, cinquante ans, ancien attorney general (ministre de la justice) du New-Hampshire, pour siéger à la Cour suprême. M. Souter, dont la nomination devra être confirmée par le Sénat, doit remplacer M. William Brennan, quatre-vingt-quatre ans, le plus libéral des neuf juges nommés à vie de cette institution, qui a démissionné vendredi dernier pour raisons de santé.

En annonçant son choix dans une conférence de presse impromptue à la Maison Blanche, M. Bush a déclaré qu'il aurait été « *inapproprié* » de demander au juge Souter ses positions sur des problèmes particuliers, notamment l'avortement, qui avec la peine de mort sera au centre de la campagne électorale pour les élections des parlementaires et des gouverneurs de novembre prochain.

Espoir d'une « confirmation rapide »

« *Mais*, devait-t-il ajouter, *je connais son opinion en général.* » Le président Bush, qui avait à désigner pour la première fois un juge à la Cour suprême, est personnellement opposé à l'avortement, sauf en cas de viol, inceste ou danger pour la vie de la mère.

Les opinions de M. Souter, en revanche, sont beaucoup moins connues. Il n'a pratiquement pas publié d'avis ou d'ouvrages sur les grands sujets de société actuels. M. Souter apparaît surtout comme un proche de M. John Sununu, secrétaire général de la Maison Blanche, le plus conservateur des « *hommes du président* ». En effet, c'est M. Sununu, alors gouverneur du New-Hampshire, qui l'avait nommé à la Cour suprême de cet Etat en 1983.

Cette nomination, intervenue très rapidement, est très importante car les conservateurs détenaient à la Cour, avant le départ de M. Brennan, une mince majorité de cinq voix contre quatre. L'arrivée éventuelle d'un nouveau juge conservateur ancrerait la Cour fermement à droite pour de nombreuses années. Ce serait également l'occasion pour le président, actuellement en assez mauvais termes avec l'aile conservatrice de son parti depuis qu'il a renoncé à sa promesse électorale de ne pas augmenter les impôts, de regagner quelques sympathies dans ses rangs.

« *J'espère que le processus de confirmation sera honnête et rapide* », a conclu M. Bush, faisant allusion sans doute à la difficile bataille juridico-idéologique qui avait opposé le président Reagan à une bonne partie de la classe politique lors de la nomination du juge Bork à la Cour suprême, et qui s'était soldée, en octobre 1987, par un vote négatif du Sénat. – (*AFP, Reuter.*)

CUBA

Trois réfugiés à l'ambassade suisse à La Havane

Trois ressortissants cubains se sont réfugiés dimanche 22 juillet, à l'ambassade de Suisse à La Havane, a annoncé lundi en fin d'après-midi le département fédéral des affaires étrangères à Berne. Le communiqué du gouvernement suisse note que les trois Cubains ont réussi à pénétrer dans l'ambassade « *malgré le dispositif policier et militaire mis en place autour du bâtiment par les autorités locales* », et précise par ailleurs, que le département fédéral et l'ambassadeur Markus Kaiser « *examinent la possibilité* » d'accorder aux trois Cubains « *selon la pratique internationale, le droit de refuge temporaire* ». Il ajoute toutefois que ce droit ne leur conférera pas automatiquement à leur départ « *la possibilité de se rendre dans le pays de leur choix* ». Au cours des quinze derniers jours, dix-huit Cubains s'étaient déjà réfugiés à l'ambassade d'Espagne à La Havane, ce qui a entraîné une crise politique grave entre Cuba et Madrid, d'autant que les autorités espagnoles soupçonnent neuf d'entre eux d'être des provocateurs (*le Monde* du 24 juillet) et envisagent de les expulser. Quatre autres ont trouvé refuge à la résidence de l'ambassadeur d'Italie. – (*AFP.*)

□ **PARAGUAY : le ministre des affaires étrangères démissionne.** – Le ministre paraguayen des affaires étrangères Luis Argana, qui avait menacé, jeudi 19 juillet, de tout faire, y compris de déclencher « *une révolution* » pour éviter que son parti, le parti Colorado (au pouvoir), ne quitte le gouvernement a annoncé, lundi à Asuncion, qu'il démissionnait à la demande expresse du président Andres Rodriguez. – (*AFP.*)

□ **RECTIFICATIF.** – Dans l'article de Martine Jacot « Le réveil des Indiens du Canada » (*le Monde* daté 22-23 juillet), une erreur nous a fait écrire : « *Après la mort d'un Indien tué par un policier* »... Il fallait évidemment comprendre le contraire, ainsi que cela était expliqué quelques lignes plus loin dans l'article.

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

De nouvelles inculpations attendues dans l'affaire du trafic d'armes libanaises

Un nouveau fonctionnaire de police est impliqué dans l'affaire du trafic d'armes libanaises. Il s'agit d'Alain André, policier parisien en retraite, placé en garde à vue lundi 23 juillet dans les locaux de la direction centrale de la police judiciaire à Paris. Il est soupçonné d'être un client régulier de Jean-Claude Labourdette, le brigadier-chef trafiquant d'armes présumé, en poste à l'ambassade de Beyrouth. Devant le juge d'instruction marseillais, M. Patrick Ardid, ce dernier a démenti, lundi, avoir utilisé des avions du GLAM – en particulier ceux de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire – pour assurer ces convois illicites.

Au terme d'un débat contradictoire, le juge marseillais a maintenu en détention les quatre policiers soupçonnés d'être les « semi-grossistes » : Patrick Schaller, Patrick Jacquin, Jean-Claude Labourdette et Philippe Nino. Le CRS Jean-Noël Lebat a été remis en liberté sous contrôle judiciaire.

Au total, dix personnes – dont cinq policiers – ont été inculpées d'association de malfaiteurs et d'infraction à la législation sur les armes. De nouvelles inculpations devraient être prononcées dans la journée de mardi.

Les filières multiples de la tentation

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

L'intuition d'enquêteur est devenue une certitude. Le trafic organisé à partir de l'ambassade de France à Beyrouth depuis 1985 a, semble-t-il, toujours emprunté la même voie – les avions des « collègues militaires » de retour de mission, – mais il connaissait, sur le territoire français, plusieurs routes.

C'est du moins ce qu'a laissé entendre devant le juge d'instruction l'un des principaux accusés, le brigadier-chef Jean-Claude Labourdette, ce fonctionnaire, qui jouissait, à Beyrouth, d'une confiance singulière, au point d'être devenu en quelques années l'homme à tout faire de l'ambassade : garde du corps, convoyeur de journalistes ou d'otages libérés, émissaire auprès des miliciens.

Déjà soupçonné d'alimenter une filière de circulation de matériel militaire qui, d'intermédiaire en intermédiaire, aurait enrichi, sans doute à son insu, les armureries de plusieurs gangs organisés du Sud-Est de la France, Jean-Claude Labourdette a reconnu avoir exercé son commerce en solitaire.

Les armes font partie de la vie, là-bas à Beyrouth. Rien de plus normal que d'en disposer chez soi, aurait-il confié au juge d'instruction. Faciles à acheter, faciles à transporter. Une fois découverte la combine de nombreux aller et retour des gendarmes mobiles, Jean-Claude Labourdette aurait cédé à la tentation d'améliorer son traitement de fonctionnaire qui, prime de risque comprise, s'élèverait, selon ses propres dires, à plus de 25 000 francs.

Ainsi a-t-il provoqué l'interpellation surprise du policier parisien Alain André, lundi 23 juillet, en expliquant que celui-ci a reçu plusieurs livraisons de pistolets mitrailleurs et de fusils d'assaut depuis 1985. Labourdette a estimé avoir reçu 120 000 francs de son ancien collègue, une vieille connaissance, souligne-t-il, qui remonte à l'époque où le policier héroïque de Beyrouth n'était qu'un modeste fonctionnaire de la préfecture de police.

Cent vingt mille francs, soit une dizaine d'armes revendues chacune 12 000 francs, environ, ont calculé les enquêteurs. A qui étaient-elles destinées ? A de simples collectionneurs, comme l'affirmerait Labourdette, ou à une clientèle autrement moins passionnée ?

Paris n'était, semble-t-il, pas la seule destination des colis beyrouthins. Une malle contenant des armes, un fusil et des munitions a été retrouvée par les gendarmes au régiment de génie parachutiste de Montauban (Tarn-et-Garonne), une unité qui s'est déplacée dans la capitale libanaise ces derniers mois. Portant la mention « Labourdette », un nom inconnu au bataillon, le bagage, qui, à l'origine, devait contenir des outils de pêche confiés par le brigadier-chef aux permissionnaires de retour du Liban, s'était égaré dans la caserne au point d'intriguer et de susciter l'alerte.

Les enquêteurs ont donc l'impression d'avoir affaire à plusieurs trafics irrigués par une même source, la cellule des officiers de sécurité de l'ambassade, ces policiers qui, au contact de la réalité libanaise, semblaient si facilement exposés à un spectaculaire dérèglement déontologique. Certains, en pleurs dans le bureau du juge, se seraient justifiés en confiant que ces ventes par correspondance étaient devenues « un secret de polichinelle » dans leur entourage, apprend-on d'une source judiciaire.

Deux enquêtes administratives

Deux enquêtes administratives, l'une dirigée par l'ambassadeur de France à Beyrouth, M. René Ala, pour le Quai d'Orsay, l'autre par le nouveau chef de l'inspection générale de l'administration, M. Jean-Marc Erbès pour le ministère de l'intérieur, établiront la réalité de ces allégations.

Un phénomène d'entraînement aurait balayé les scrupules des uns et des autres. Chronologiquement, Jean-Claude Labourdette, était le plus ancien dans la maison, le mieux placé aussi. Arrivé à Bey routh en 1985, il a commencé ses expéditions de sa propre initiative. Patrick Schaller, fonctionnaire originaire de la CRS de Mulhouse, arriva en 1987. Lui aussi reconnaît avoir ramené des armes en France, une première fois dans ses bagages, selon ses aveux rapportés par une source judiciaire. L'idée lui serait venue de frapper à la porte de Labourdette : l' « ancien » se débrouillait très bien dans ce genre d'expéditions. Le jeune CRS lui aurait « sous-traité », dans un premier temps, les achats à Beyrouth. Puis, prenant peu à peu « de la bouteille », Schaller aurait volé de ses propres ailes dans le milieu local des marchands d'armes. Avec la complicité de Patrick Jacquin, il aurait institué sa propre filière, qui aboutissait entre autres à Philippe Nino, ancien CRS d'Ollioule, dans le Var, le seul policier qui, dans cette affaire, cultivait clairement des relations avec le monde des truands, en particulier le « gang des Alpes » animé par les frères Saccomano. Pendant ce temps, Labourdette poursuivait de son côté ses propres affaires, chacun ayant fini par agir de manière autonome.

Le juge Ardid examine à la loupe ce jeu complexe des relations douteuses entre les policiers, afin d'établir l'éventuel délit d'association de malfaiteurs qui, conjugué aux infractions à la législation sur les armes, font encourir aux prévenus une peine pouvant aller de cinq à dix années de prison.

Accusé d'avoir fait disparaître une cache d'armes dans la villa de Labourdette à Etiolles (Essonne) sur ordre téléphonique de ce dernier, Maurice Onno, enseignant à l'école de police de Vincennes, a été inculpé, lundi, de transport et détention illicite d'armes. Le magistrat devait entendre mardi et mercredi l'ex-CRS Philippe Nino et ses complices varois, dont Joël Buono, employé municipal à Bandol, soupçonné d'être l'un des intermédiaires les plus sérieux avec le milieu local.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Le démenti de M. Bernard Kouchner

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, n'a pas voulu laisser sans réponse les questions soulevées par les accusations du CRS Patrick Schaller, (*le Monde* du 24 juillet) l'un des principaux inculpés dans l'affaire du trafic d'armes en provenance du Liban.

Selon M. Olivier Dropet, procureur de la République de Marseille, le CRS soutient que deux cantines transportant des armes auraient transité par les avions du GLAM (groupe de liaison des avions ministériels), affirmations démenties par le brigadier-chef Jean-Claude Labourdette.

Le journal *France-Soir* avait même évoqué une mise en cause directe du secrétaire d'Etat rapportant à la « une », lundi, des propos attribués à Patrick Schaller : *« Le ministre était au courant. Il était intime avec Labourdette. Il a emporté une grande cantine d'armes dans son avion du GLAM. Le brigadier-chef lui en a offert à leur arrivée à Paris »*.

Le procureur de Marseille a démenti que l'inculpé ait tenu de tels propos. Dès son retour de Corse, lundi 23 juillet, M. Bernard Kouchner a formellement démenti avoir eu connaissance du moindre trafic mais a ajouté : *« Mon rôle de ministre n'est pas de contrôler les bagages ou la soute. »*

En conséquence, il a estimé qu'il ne *« pouvait pas être sûr »* que les avions du GLAM n'avaient pas transporté les cantines personnelles remplies d'armes mais que cela *« lui paraissait difficile »*. M. Kouchner a tenu à clarifier ses relations avec Jean-Claude Labourdette. *« Son rôle était seulement de protéger le ministre lorsqu'il était au Liban. Il a fait son travail. Il le faisait bien. (...) C'était un homme courageux, efficace, indispensable. J'avais même recommandé une promotion pour lui. »* Il a ajouté qu'il pouvait comprendre ce qui était arrivé à M. Labourdette : *« J'ai moi-même éprouvé la perte de repères moraux au Liban. »*

Interrogé sur d'éventuelles remises d'armes, le secrétaire d'Etat est revenu sur l'opération d'évacuation des blessés de Saïda en avril 1989 : *« C'était infiniment dangereux. Jean-Claude Labourdette avait proposé que je sois armé mais j'ai refusé. J'ai demandé à mon officier de sécurité de s'en occuper. »* Il a ajouté qu'il n'avait jamais reçu la moindre arme des mains du brigadier-chef, qu'en d'autres et multiples occasions on lui en avait offert, mais que, jamais, il ne les avait gardées. Il a tenu également à disculper son entourage, estimant qu'il était *« impossible »* que ses gardes du corps aient pu être mêlés au trafic.

Le secrétaire d'Etat s'en est pris, sans les nommer, à ceux qui lancent *« ces viles attaques »*. *« Que veut-on ? Que disparaisse ce ministère et qu'on ne fasse plus d'action humanitaire ? »* Regrettant que l'on puisse mélanger *« ce qu'il y a de plus beau avec un trafic immonde »*, il a annoncé qu'il se réservait *« de donner les suites qu'il convient »* à des propos qui mettent en cause *« son honneur »*.

N. H.

POINT DE VUE

Ça suffit !

par Jacques Toubon

MAIS où va-t-on ? Le trafic d'armes entre certains policiers et le milieu, les informations non réellement démenties qui nous disent que les avions du gouvernement étaient utilisés pour le transport de ces armes, en présence de l'un de ses membres les plus en vue, c'est la goutte qui fait déborder le vase.

Je ne peux me retenir de pousser ce cri qui est sûrement celui de millions de Français : « Mais où va-t-on ? » En attendant demain d'autres affaires tout aussi lamentables.

On ne peut plus se taire, il y va de l'honneur de la politique. L'amnistie pour ceux qui touchent, les pressions innombrables sur la justice, les affaires de la Société générale et de Pechiney qui mettent en cause les responsables du pouvoir et les intimes du président. Les activités du fils de ce dernier en Afrique, un chèque de 150 000 francs dont M. Mitterrand donne une justification que personne ne croit, les écoutes téléphoniques qui se multiplient, le soupçon de manipulation qui pèse dans l'horrible drame de Carpentras, enfin la police couverte d'opprobe et un ministre de l'intérieur aussi discret aujourd'hui qu'il était flamboyant il y a peu.

Qu'est-ce que ce pouvoir qui, drapé dans les oripeaux des droits de l'homme, déconsidère la République par des pratiques bananières ?

Ça suffit ! *Je demande que les ministres impliqués démissionnent, je demande que le premier ministre s'explique et que le président de la République cesse d'opposer le front du mépris à l'évidence qui, bien au-delà de sa personne, atteint sa fonction. C'est-à-dire l'Etat, c'est-à-dire la France.*

Brisons la loi du silence avant que les Français, dégo0tés de la politique et de ceux qui la font, se tournent définitivement vers ce mélange de débrouillardise et de violence qui marque la fin des régimes.

▶ M. Jacques Toubon est député de Paris, maire du XIIIᵉ arrondissement, ancien secrétaire général du RPR.

□ ***Inculpation et incarcération de six personnes impliquées dans un trafic immobilier à la préfecture de Paris.*** – Six personnes sont écrouées dans le cours de l'enquête sur le trafic immobilier découvert à la préfecture de Paris (*le Monde* du 24 juillet), dont Gérard Bellebeau, un fonctionnaire de la préfecture inculpé de faux en écriture et corruption par M. Jean-Louis Beauguitte, magistrat instructeur à Paris. Chargé de la section « changement d'affectation des locaux », Gérard Bellebeau établissait, au profit de marchands de biens, des faux pour changer l'affectation de locaux locatifs en locaux à usage commercial. Quatre marchands de biens, Joseph Scemama, Marcel Gélabert, Daniel Froger et Pierre Paulin, ont été inculpés d'usage de faux et corruption, et placés sous mandat de dépôt. Un clerc de notaire, Jacques Cossa, qui aurait permis de réaliser des opérations immobilières avec ces locaux, mais qui nie les faits reprochés, a été inculpé d'usage de faux en écritures, et écroué.

A l'occasion du 14-Juillet

M. François Mitterrand gracie deux cents détenus condamnés à de courtes peines

A l'occasion de la fête nationale, le président de la République, M. François Mitterrand, a accordé, lundi 23 juillet, une grâce individuelle concernant deux cents détenus, condamnés *« à de courtes peines d'emprisonnement inférieures à trois mois ou qui devaient être libérés dans un délai inférieur à cette durée »*.

Sur proposition du ministère de la justice, la présidence a choisi les détenus dont la situation a paru *« digne d'intérêt »* car présentant *« des gages sérieux de réinsertion »*. Cette décision, qui concerne deux cents prisonniers, exclut les actes criminels ou terroristes, les délits liés à des affaires de drogue et les homicides. On est loin des milliers de libérations prononcées les années précédentes, mais l'heure n'est plus aux gestes symboliques liés à la célébration du Bicentenaire ou aux mesures destinées à soulager la surpopulation dans les prisons, indique-t-on à la chancellerie.

Parmi les bénéficiaires de ces grâces figure Olivier, le mineur de quatorze ans condamné deux fois par le tribunal pour enfants du Havre à deux mois d'emprisonnement ferme pour de multiples vols et cambriolages (*le Monde* du 18 juillet). Depuis plusieurs jours, sa sortie avait été préparée par les services régionaux de la protection judiciaire de la jeunesse, mais, au Havre comme ailleurs, on s'avoue désarmé face à ces adolescents multirécidivistes : les « incasables ».

Ces « incasables » qui désespèrent juges et éducateurs

Exilée au deuxième étage de l'annexe, là où siège le tribunal pour enfants du Havre, Mᵐᵉ Mariella Luxardo croyait bien avoir des principes. *« Je pensais qu'il ne fallait jamais incarcérer de mineurs de moins de seize ans. Qu'il y avait toujours quelque chose à faire. »* Et puis elle a rencontré Olivier et Mustapha. *Face à elle, dans son cabinet de juge pour enfants, ils sont venus une fois, deux fois, dix fois... « J'ai mis tous mes dossiers de côté. J'ai passé des journées entières sur ces cas. J'ai tout essayé : les foyers, les familles d'accueil, les mesures d'assistance en milieu ouvert. A chaque fois, ça se terminait au commissariat. »* Alors, le 5 avril pour Mustapha, le 3 mai pour Olivier, le tribunal qu'elle présidait les a *condamnés, respectivement à quatre et deux mois de prison ferme.* Pas dans l'espoir de régler quoi que ce soit – *« Ça ne changera rien, il faudra trouver une solution à leur sortie »*, reconnaît Mᵐᵉ Luxardo, juste pour souffler un peu.

A quatorze ans, Olivier avait déjà volé une cinquantaine de voitures, cambriolé quelques appartements, multiplié les vols à la roulotte, cent cinquante délits au total. En trois ans, il avait traversé sept centres de protection de la jeunesse, aboutissement presque logique du suicide de son père, de l'abandon par sa mère et des placements nourriciers successifs.

« Rien à leur proposer »

« Quand il ne mettait pas le feu à sa chambre, il tirait à la carabine sur les voisins, ou saccageait l'ensemble de son foyer », raconte le premier substitut du procureur de la République, M. Pascal Chaux. *L'hiver dernier, alors que les policiers tentaient d'intercepter le véhicule qu'il venait de voler, Olivier n'avait pas hésité à leur foncer dessus.*

Mustapha, qui fêtera ses seize ans le 13 août prochain à la maison d'arrêt de Rouen, collectionne lui aussi les cambriolages et les vols en tout genre. Les foyers, il s'en est toujours échappé. Les menaces de la *police, il y a longtemps qu'elles ne lui font plus aucun effet. « La seule chose qu'il déteste, c'est les gardes à vue,* constate le commissaire divisionnaire Joseph Bacon, patron du commissariat central du Havre. *Mais pas la peine de se faire d'illusions, ça n'a aucune vertu dissuasive. »*

Comme Mᵐᵉ Luxardo, comme le substitut Chaux, le commissaire Bacon avoue son impuissance : *« Ils nous narguent et se foutent de nous. Ils reconnaissent les faits et rigolent, quand ils ne nient pas des évidences en changeant toutes les cinq secondes d'alibi avec une imagination stupéfiante. D'un côté, il y a les victimes, qui nous demandent d'enfermer ces « sales gosses », de l'autre, notre expérience, qui nous rappelle que ça ne sert à rien. »*

Dans le petit bureau qu'il occupe, juste au-dessus de celui du juge, M. Bernard Cassagnabère, éducateur auprès des tribunaux, montre fièrement les statistiques, en baisse, de l'incarcération des mineurs. Et se réjouit du projet de loi présenté le 10 juillet par le ministre de la justice qui devrait bientôt interdire l'incarcération des mineurs de moins de seize ans.

Mais sa mine se ferme lorsqu'il évoque ces « cas exceptionnels » : « Actuellement, on n'a rien à leur proposer. Et si on n'invente pas quelque chose, ils finiront dans des hôpitaux psychiatriques, autrement dit, des prisons dont on ne sait pas quand on sort. Tant qu'on ne créera pas des structures spéciales avec deux éducateurs pour un gamin, on n'aura aucune chance. »

Le centre de semi-liberté du Val d'Aubette n'en est pas encore là, mais sa cellule d'accueil d'urgence s'en rapproche. Ils sont quatre éducateurs à y veiller sur seulement six adolescents. Parfois quatre, voire deux. *« Lorsque Fabien est arrivé il y a deux mois,* se souvient M. Christian Guéroult, le directeur adjoint du centre, *personne n'en voulait. Pas même les hôpitaux psychiatriques. C'était le prototype de l'« incasable ». Père en prison, mère assassinée sous ses yeux, il semait la terreur partout où il passait. Un éducateur l'a pris entièrement en charge pendant dix jours en Dordogne, puis un autre pendant deux semaines dans un centre équestre des Landes. Aujourd'hui, il y travaille seul. »*

Le centre a eu moins de réussite avec Olivier, le multirécidiviste aux cent cinquante délits. Arrivé le 30 octobre 1989, il s'en est sauvé le 10 décembre après avoir mis le foyer à sac.

Un échec dont M. Guéroult rejette toute la responsabilité sur le juge : *« Elle était complètement fermée au dialogue. »* A deux reprises, il écrivit à Mᵐᵉ Luxardo pour *« faire le point sur la situation et les projets du jeune Olivier »*. Le magistrat lui répondit qu'elle souhaitait *« connaître les raisons qui motiveraient* (...) [sa] *présence à une réunion éducative »*.

Si les petits lieux de vie peuvent apparaître pour les incasables comme une alternative possible à la prison, on peut également attendre quelques améliorations dans le fonctionnement des institutions. Doit-on continuer à entendre un juge se réfugier derrière une *« séparation claire des compétences entre judiciaire et éducatif »* pour expliquer son impuissance ? Doit-on accepter que les services départementaux et régionaux de l'éducation surveillée ne découvrent que le 20 juillet, soit plus d'un mois après son incarcération, qu'à la prison du Havre Mustapha purge une peine ?

A elles seules, les réponses à ces questions ne sauront résoudre les difficultés de Fabien, Olivier et des autres. Du moins laisseront-elles aux expériences originales qui devraient – ou c'est à désespérer de tout – être mises en place une chance d'aboutir.

NATHANIEL HERZBERG

SOCIÉTÉ

Un entretien avec M. Antoine Waechter

« La succession de promesses trahies nous conduit à refuser le compromis » nous déclare le chef de file des Verts

Chef de file du mouvement des Verts, ancien candidat à l'élection présidentielle, M. Antoine Waechter conteste les arguments mis en avant par le gouvernement pour justifier la décision d'autoriser, avec l'aval de M. François Mitterrand, l'implantation d'une usine autrichienne de production d'acide citrique dans la forêt de Marckolsheim (Bas-Rhin) (le Monde *daté 22-23 juillet). Il a répondu à nos questions alors que ses amis ont exprimé l'intention d'occuper le terrain* « dès que les bulldozers arriveront ».

« Le ministère de l'agriculture se défend de porter atteinte à la forêt alsacienne. Il rappelle que le site retenu pour l'installation de l'usine de Marckolsheim a déjà été, dans le passé, défriché et souligne que ce site est actuellement occupé « par des peuplements forestiers de très faible qualité qu'il serait illusoire de vouloir améliorer en raison de la pauvreté des sols et qui n'ont rien à voir avec la forêt alluviale rhénane dont l'intérêt écologique est certain ». Si cela est vrai, pourquoi tout ce tapage ?

– Le site promis à l'industrie autrichienne a été illégallement défriché sur trente hectares et sauvagement coupé sur quarante autres hectares en 1983, à l'initiative du maire de Marckolsheim. Il s'agissait alors pour lui de rendre sans objet la contestation des écologistes en cas d'industrialisation. Il a bénéficié de la passivité bienveillante du propriétaire, le Port autonome de Strasbourg, qui n'a pas réagi malgré les protestations des associations.

» Aujourd'hui l'Elysée justifie sa position en arguant de cet état de fait : c'est donner raison au coup de force et blanchir un délit.

» Les 80 hectares se décomposent comme suit : environ 30 hectares de maïs, 2 hectares de plan d'eau et d'une végétation palustre, 40 hectares de taillis dense représentatif des sous-bois alluviaux, 5 hectares de belle forêt rhénane appartenant à l'Etat. La reconstitution d'un boisement alluvial mûr est possible sans difficulté, rapidement (vingt à trente ans) par évolution du taillis, plus lentement en substitution du champ (quarante à cinquante ans). La situation est réversible.

» Même dans son état actuel, le site recèle encore une flore et une faune abondantes. Les castors sont à 200 mètres de là.

» Le discours des services forestiers sur la non-valeur du site est digne de leur vision économique du milieu boisé. Il est invraisemblable que, quatorze ans après la loi sur la protection de la nature, les autorités responsables n'aient pas bénéficié d'une étude d'impact sérieuse, réalisée par les experts des forêts alluviales.

» La nappe phréatique joue un rôle majeur dans la vitalité et la luxuriance de la forêt rhénane. Jungbunzlauer compte prélever 500 mètres cubes d'eau à l'heure, soit autant qu'une ville de 30 000 habitants. Les prélèvements abaisseront la nappe, menaçant de tarir les rivières phréatiques qui font la beauté et la richesse de la forêt du Rhin, de provoquer un assèchement des boisements situés à l'aval. Nous n'avons d'ailleurs aucune garantie sur les volumes qui seront prélevés, l'industriel ayant annoncé au départ un prélèvement quatre fois supérieur.

– Que pensez-vous des contreparties promises aux écologistes à la fois par l'Elysée, le ministère de l'agriculture et le Port autonome de Strasbourg ?

– La compensation proposée aujourd'hui est en retrait des promesses formulées solennellement par un autre président de la République, en 1976. Rappelons les faits : 22 000 hectares de forêts alluviales en 1930, 6 500 hectares en 1975. Dès les années 60, les associations ont revendiqué la protection de ces boisements résiduels. Le document adopté par un comité interministériel d'aménagement du territoire se contente cependant de déclarer intouchables les boisements non affectés de projets d'amputation et remet à plus tard l'arbitrage sur les autres sites. Au 28 juillet 1990, à peine 30 % des surfaces boisées font l'objet d'une protection opposable aux tiers.

» Le cas de Marckolsheim est significatif de ce point de vue. Les associations ont proposé le classement de ce site rhénan, le plus vaste encore existant, dès 1973, dans le cadre du préinventaire des sites à protéger. En décembre 1974, le comité des vingt-trois associations occupant le chantier contesté des Chemische Werke München présente un projet de réserve naturelle, délimitée par la digue des hautes eaux à l'ouest et le fleuve à l'est. En 1976, le comité propose de transférer la zone industrielle sur le site d'une ancienne cité EDF : le maire refuse, et fait adopter un plan d'occupation des sols qui place en zone industrielle le cœur du site proposé à la protection et, en compensation, met l'ancienne cité EDF en zone naturelle !

» A ces menaces s'ajoutent aujourd'hui le projet d'une piste d'essai pour Mercedes-Benz entre Heiteren et Fessenheim sur 410 hectares, dont 80 boisés et le passage du TGV-Est dans la réserve naturelle d'Offendorf (deux contournements routiers strasbourgeois écorneraient aussi les forêts rhénanes). Ces projets mobilisent avec la même énergie une opposition déterminée des associations et des Verts. A noter aussi que, dans le cadre d'un compromis lié à l'implantation d'une industrie japonaise en 1987, M. Klein, directeur du comité d'action haut-rhinois, et M. Gerrer, maire de Colmar, s'étaient engagés à sauvegarder la forêt de Heiteren.

» La succession de promesses trahies ou sans suite, depuis quatorze ans, et l'avalanche de nouvelles prévisions d'amputation nous conduisent à refuser les compromis qui se sont toujours révélés des marchés de dupes.

» Nous sommes prêts à nous asseoir à une vraie table de négociation, mais pour traiter globalement des sites rhénans et de tous les projets contestés. Avec un préalable : le respect des engagements pris depuis 1976.

« L'emploi n'est qu'un prétexte »

– Le gouvernement insiste également sur le fait que l'usine de Marckolsheim créera deux cents emplois et que, si vous vous opposez à sa venue, la firme autrichienne ira s'installer dans un autre pays...

– La zone industrielle de Marckolsheim, comme le projet de Mercedes-Benz sont des avatars de plans vieux de trente ans. Plus personne n'accepterait aujourd'hui un tel mépris pour le patrimoine naturel et paysager de l'Alsace. Mais les autorités responsables n'ont pas le courage d'abandonner ce qui est aujourd'hui une double erreur d'aménagement du territoire.

» D'abord, en raison de la qualité des milieux et des paysages concernés. Ensuite, parce qu'il s'agit d'un invraisemblable gaspillage d'espace dans une région où l'espace est rare (220 habitants au kilomètre carré, près de 300 en plaine). Jungbuntzlauer créera 2,5 emplois à l'hectare, soit quatre-vingts fois moins que les récentes implantations japonaises et vingt fois moins que les zones d'activité classiques. Pour Mercedes, ce taux tombe à 0,5 emploi à l'hectare. Une PME sur 4 hectares de la zone artisanale de Marckolsheim apporterait autant d'emplois à la commune.

» A y regarder de près, l'emploi n'est, dans cette affaire, qu'un prétexte. Le taux de chômage de l'Alsace est nettement inférieur à la moyenne française, et dans une partie du Haut-Rhin le problème est celui d'un déficit de main-d'œuvre, mais le Port autonome de Strasbourg va toucher 16 millions de francs de l'entrepreneur autrichien et couvrir ainsi une partie des investissements réalisés depuis 1965 dans l'équipement du site. Voilà la raison, la seule, de forcer la situation à Marckolsheim. Une raison inacceptable pour nous.

» Les milieux alluviaux rhénans représentent moins de 1 % de la superficie régionale. Et il ne serait pas possible de créer des emplois hors de ce 1 % ?

» Le Parti socialiste fait ici la démonstration que, pas plus que ses prédécesseurs, il n'est capable d'imaginer un développement qui respecte l'être humain et la nature. »

Propos recueillis par
ALAIN ROLLAT

La décoration d'un chasseur

Une Légion d'honneur contestée

Une des nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur du 14 juillet soulève une tempête d'indignation chez les écologistes. C'est celle qui a été décernée à M. Germain Dubourdeaux, ancien président et actuellement président d'honneur des chasseurs de Gironde. En mars, la cour d'appel de Bordeaux avait condamné la fédération de Gironde et son président *« pour avoir, en mai 1985, apporté un soutien au braconnage de la tourterelle »*. Or M. Dubourdeaux a obtenu sa décoration au titre de l'environnement. *« C'est la légion du déshonneur »*, s'indigne Brigitte Bardot.

« Il s'agit d'une bevure des services de M. Lalonde », pense M. Bougrain-Dubourg, président de la Ligue de protection des oiseaux. *« M. Dubourdeaux est un braconnier notoire »*, rappelle la SPA. Quant aux écologistes du Sud-Ouest (SEPANSO), ils blâment ouvertement le ministre de l'environnement.

EN BREF

□ **Cinq morts dans un incendie près de Cambrai (Nord).** – Quatre jeunes femmes et un enfant de trois ans ont péri carbonisés, dans la nuit du lundi 23 au mardi 24 juillet, lors d'un incendie qui a détruit une maison à Carnières (Nord), près de Cambrai. Réveillés par la fumée, les propriétaires de la maison, M. Michel Colombier, cinquante-huit ans, et son épouse Colette, quarante-six ans, ont échappé aux flammes en sautant par une fenêtre; ils ont été transportés au CHR de Cambrai, et leurs jours ne sont pas en danger. Sous les décombres, les pompiers ont découvert les corps du petit Cyril, trois ans, de sa mère Evelyne Marit, vingt-deux ans, de Georgette Guinet, dix-huit ans, et Corinne Benoît, dix-neuf ans – trois jeunes femmes confiées par la DDASS (direction départementale de l'action sanitaire et sociale) à la famille Berdal, il y a plusieurs années, – ainsi que le corps de Ghismone Berdal, sœur de Mme Colombier.

□ **400 000 hectares de forêts en feu aux Etats-Unis.** – De multiples incendies, le plus souvent provoqués par des orages, ravagent les Etats de l'Ouest américain : Californie, Washington, Utah, Montana, Oregon et Alaska. Dans ce dernier Etat, le feu a déjà consumé en un mois 400 000 hectares de forêt et de toundra, menaçant par moment les oléoducs. Les milliers de pompiers mobilisés doivent se contenter de protéger installations et localités. – *(AFP.)*

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Ce qui se dérobe

LES systèmes philosophiques ou politiques, s'ils font faillite, il n'en reste rien, comme des empires écroulés : un petit tas de cendres après le feu de camp. Les arts, si le doute les prend, ils peuvent toujours se moquer d'eux-mêmes. C'est leur chance, leur noblesse, leur manie. Aux temps sans épopée et presque sans histoire, sinon sans événements – nous y sommes en plein ! – reste la parodie. Toujours ça !

Ce constat saute aux yeux quand on s'est mis en congé de festivals pendant une dizaine d'années et qu'on y replonge tout à coup, intensivement. Après cinq spectacles en deux jours, plus des bouts de colloques et la classique déambule bavardeuse à la fraîche : ma parole, pour un peu, on y verrait clair dans son époque.

Vers les années 80, Avignon vivait encore à l'heure de la Foi. Les vieux enseignants à Deux Chevaux et casques de cheveux gris montaient vers la Cour d'honneur, sandales claquantes, comme les croyants pèlerinent. Le moine Vilar et l'archange Philipe les accueillaient dans leurs niches du Palais, couleur d'os calciné. La messe pouvait commencer. Saint-Théâtre, O vous qui sauvez les cités malades et les militants déçus, priez pour nous qui avons recours à vous !

En une décennie, les jongleurs nés avec 68 ont déserté Notre-Dame. Les fidèles ont quitté les chœurs pour les parvis. Aux grand-messes dites par les grands prêtres oints ont succédé les dérisions de tréteaux, les schismes de portes cochères. L'art n'est plus l'affaire de professionnels, voici la créativité pour chacun, et le talent pour tous ! Chaque ruelle d'Avignon a son couple digne de *la Strada*, le mec qui pantomime ou gratouille de quelque chose, et la nana qui colle les affiches, qui passe dans les rangs avec le chapeau cabossé. *« Ma chère maman,* écrit-elle, le soir : *ici, on s'éclate, Maurice et moi, on est enfin des artistes ! Tout plutôt que le bureau ! La vie reprend du sens, quand on fait rire les gens, ou pleurer. Pourquoi n'y en aurait-il que pour les vedettes ? On vit une époque formidable ! »* J'ai vu la lettre.

Et le matin, sur les bords du Rhône où tourbillonnent les sacs poubelle, l'Europe créante se réveille dans des suées de forains médiévaux.

A Aix, la dérision se veut haut de gamme. Avec *les Indes galantes*, Arias saccage nos anciennes extases, au prix fort. On danse à poil sur le clavecin de l'oncle Rameau : vous parlez d'un régal.

La nomenklatura politico-culturo-mondaine fait grise mine. Ça va un moment, ces mômeries, l'irrespect hispanisant ! La clarté française ne mérite pas ces piétinements, ces anachronismes criards ! Ange du bizarre, que de crimes !... Le baroque est un ordre comme un autre ! Ne pas confondre excentré et excentrique ! Redonnez-nous *la Flûte*, et rien que Mozart ! Question à 1 000 francs, pour un colloque navré : *« Les metteurs en scène peuvent-ils tout se permettre ? »* Vous me croirez si vous voulez, mais ce fut le thème d'un séminaire huppé, en Avignon. Pas grave. De toute façon, les réunions savantes, elles aussi, subissent la loi du tout-parodique. On entre, on sort, on a compris. La parole chercheuse et le concept ne sont plus que des musiques d'ambiance ; la pensée : une rumeur pour ascenseur de luxe.

Où en sommes-nous du côté des idées qui mènent le monde ? Cette interrogation propre à toutes les décadences, une troupe en a fait son spectacle, *off* Avignon, au lycée Aubanel. Cela s'appelle *Conversations d'idiots*, et, bien sûr, avec un titre pareil, c'est très malin.

Des fêtards sont réunis : smokings et petites robes noires. C'est l'uniforme, depuis que l'Europe, malgré la séduction qu'elle exerce sur l'Est, s'offre des déprimes viennoises, schnitzlériennes. Au centre d'une immense table, ne manque que la roulette des « rien ne va plus ! ». Plus rien ne va, en effet : on se marche sur les pieds dans le métro, les galaxies creusent le vide sous nos pas, et montent des envies obscures de massacres... Swift, Cortazar, Calvino, Obaldia et Cioran ont déjà dit ces désarrois. Pourquoi ne pas monter en boucles leurs désolations narquoises ?

L'absurdisme, en 1990, se porte radical et bon enfant, moins catastrophé qu'il y a trente ans. Walter Le Moli, metteur en scène, veille à ce que le rire ait le dernier mot. Le café-théâtre est en train de produire une esthétique, peut-être une idéologie, qui dirait à peu près ceci : nous finirons ce siècle sans un sou vaillant de conviction, de raisonnement, mais non-dupes, ça oui ! Et après tout il reste toujours le miracle ordinaire, l'instant réussi, ce à quoi l'amour, par exemple, arrive très bien.

J'oubliais la plus belle surprise : tous les festivaliers ne grattent pas du *country* ou du Brassens au pied des platanes. Il y a encore, il y a de nouveau, des amateurs de spectacles qui n'estiment pas déchoir s'ils ne créent pas eux-mêmes et s'ils n'entrent pas gratis aux spectacles dans le sillage d'un député, d'un PDG ou d'un présentateur de télévision ! Par milliers, ils assument leur modestie de spectateurs sans spécialité ni billet de faveur. Ils sont jeunes, ils rient aux bons moments, ils se donnent la main, ils ne font que passer, ils sont l'avenir. Ils sont réjouissants.

UN prof ronchon répétait aux briseurs d'idoles des années 50 et 60 : C'est bien gentil de casser les assiettes par piles, mais dans quoi mangerez-vous demain ? Il y avait une phrase imparable pour créer l'embarras des casseurs : que mettrez-vous à la place ?

C'est l'ennui, quand on fait le vide. Cela oblige à trouver une des définitions les plus ardues : qu'est-ce qu'un trou ?... Au fin fond de la parodie 1990, du scepticisme Décap'four, tout n'est pas noir. Une visite-éclair aux festivals provençaux laisse même l'impression qu'une disponibilité lucide et vigilante garde toutes ses chances, le guet attentif dont se repaissait le *Monsieur Teste* de Valéry, la passion du détail parfait.

Un autre spectacle *off* Avignon évoque cette issue individuelle. Cela s'appelle *le Dernier Quatuor d'un homme sourd*. C'est signé Francine Ruel et François Cervantes, des noms à retenir et à jeter au visage de qui reprend mécaniquement l'antienne sur la pénurie d'auteurs.

Quatre musiciens parlent entre les répétitions, comme les instrumentistes de *la Prova d'orchestra* de Fellini, mais avec plus de ferveur. L'un d'eux, en particulier, se désole de ne pas s'élever au-dessus de la simple virtuosité. Il voudrait débusquer ce que Beethoven brûlait de dire, au seuil de la mort, entre les portées de musique, et qu'il ignorait aussi, même lui. L'amour de la violoncelliste ne sauve pas le malheureux de son perfectionnisme suicidaire. On dirait par moments *les Exaltés*, de Musil, les âmes frémissantes de *la Bête dans la jungle*, d'après James.

Les temps de décadence et de perte du sens ont cet avantage qui fait leur charme et leur prestige : ils rendent sensibles, comme jamais, à ce qui se dérobe, donc à l'essentiel.

La chronique « Diagonales » s'interrompt jusqu'au numéro daté mercredi 5 septembre.

REPÈRES

LECTURE

Les jeunes lisent de moins en moins

Le nombre de Français ne lisant jamais de livre est en diminution (33 % en 1988 contre 40 % en 1967), mais la baisse de la lecture est générale, en particulier parmi les jeunes, lycéens et étudiants. Selon une enquête de l'INSEE que vient de publier sa revue *Economie et statistique*, 12,6 % des élèves et 4,3 % des étudiants ne lisent jamais de livre (contre 4,7 % et 0 % il y a vingt ans), tandis que la proportion de « lecteurs » (au moins un livre par mois) chute spectaculairement, de 74,2 % à 44,6 % chez les élèves et de 93,5 à 65,7 % chez les étudiants.

Parmi les adultes, le même phénomène touche les personnes titulaires d'un *« diplôme intermédiaire »* (autour du bac). Mais la lecture est à la hausse chez les diplômés de l'enseignement supérieur. L'INSEE ne met pas en cause la télévision, notant au contraire une *« logique de cumul »* avec la lecture. Soulignant que la démocratisation de l'enseignement ne parvient pas à endiguer le phénomène, l'enquête émet l'hypothèse selon laquelle l'analyse de romans contemporains à l'école *« produirait une moindre attraction du livre (...) trop associé désormais à l'univers scolaire »*.

UNIVERSITÉ

Lyon-III estime avoir été diffamée

L'université Jean-Moulin (Lyon-III) vient d'adresser une plainte en diffamation au procureur de la République de Lyon afin d'obtenir réparation pour des articles de presse portant, selon elle, *« délibérément et gravement atteinte à son honneur et à sa considération »* dans l'affaire Bernard Notin, ce maître de conférences d'économie auteur d'un article antisémite et mettant en cause l'existence des chambres à gaz homicides nazies, qui vient d'être suspendu de ses fonctions pour un an (*le Monde* du 20 juillet).

La plainte reproche à plusieurs articles publiés en avril et mai dernier par *le Monde, Lyon-Matin, Libération, l'Evénement du jeudi* et *l'Express*, d'avoir *« étendu à l'ensemble de l'université le cas spécifique de M. Notin »*, et d'avoir procédé à une *« assimilation (...) entre le cas Notin et la profanation du cimetière de Carpentras notamment »*. Ces articles, aux yeux des responsables de l'université, dénonçaient également *« une passivité des responsables de l'université devant le scandale (...) »*

VIEILLESSE

Une maison de retraite objet d'une information judiciaire

Le parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis) vient d'ouvrir une information contre X pour *« pratiques sur l'être humain de recherches biomédicales en violation du code de la santé publique »*, dans une maison de retraite de Drancy. Cette décision fait suite à une plainte de la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale de la Seine-Saint-Denis (DDASS) déposée, lundi 23 juillet, auprès du procureur de la République de Bobigny pour *« expérimentations et traitements médicaux non contrôlés »* pratiqués dans cet établissement.

L'action de la DDASS intervient au terme d'une enquête administrative engagée au début du mois de juillet 1990. Le médecin inspecteur de la santé chargé de ce dossier a été alerté par des plaintes des familles dès 1984, et des infirmières de l'établissement, en 1987. Récemment, les familles des pensionnaires ont reçu des factures d'hébergement majorées par des dépenses pharmaceutiques, médicales et paramédicales allant jusqu'à 7 000 ou 8 000 F mensuels.



SOCIÉTÉ

L'élaboration du nouveau schéma directeur

M. Rocard fixe la marche à suivre pour l'aménagement de l'Ile-de-France

Parité Etat-région dans l'élaboration du document mais arbitrage de l'Etat si nécessaire; coopération entre les communes *« à des fins de solidarité et de complémentarité urbaine »*; mise en valeur de la première couronne autour de Paris et développement des villes nouvelles pour faire face *« à la lancinante question de l'offre foncière »* : telles sont les lignes de force des directives que Michel Rocard a données, mardi 24 juillet, au préfet de région Olivier Philip, qui sera le représentant de l'Etat dans l'élaboration du nouveau schéma directeur de l'Ile-de-France.

***Le premier ministre,* dans la lettre qu'il adresse à M. Olivier Philip, fixe aussi le calendrier de cette élaboration : un avant-projet sera défini à la fin du printemps 1991, mais le nouveau SDAU (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme) de l'Ile-de-France ne verra pas le jour avant les élections régionales, prévues pour le printemps 1992.**

Les directives du premier ministre dessinent le cadre de l'étape qui s'ouvre pour le *« chantier de l'Ile-de-France »*, après la publication du Livre blanc en février dernier. Le chef du gouvernement précise ses consignes sur le fond et sur la procédure.

La procédure d'abord : M. Rocard souhaite que la région et l'Etat s'entendent sur le dessein de l'Ile-de-France pour les trente années qui viennent. Cependant, le premier ministre refuse la demande exprimée à maintes reprises, tant par le président RPR du conseil régional, M. Pierre-Charles Krieg, que par le maire de Paris, d'un copilotage Etat-région.

Si le code de l'urbanisme fait un cas d'exception de la région-capitale en plaçant la rédaction de son SDAU sous la tutelle de l'Etat, ce n'est pas un hasard, ni une fantaisie à ses yeux. La taille de l'Ile-de-France (un sixième de la population française, 1 231 communes, 8 départements), sa position face aux autres régions de l'Hexagone comme au sein de l'environnement international, lui créent des contraintes spécifiques. Nul besoin d'invoquer une donnée plus conjoncturelle : l'absence de majorité claire au sein du conseil général, qui place le Front national en situation d'arbitre, exige le secours des socialistes pour que le budget présenté par la droite soit voté. L'Etat prévient qu'en cas de conflit ou de simple divergence il sera le dernier recours. M. Rocard n'est pas loin de penser que, ce faisant, il ôte une épine du pied au conseil régional qui risquerait, s'il briguait le rôle d'arbitre unique, de s'empêtrer dans des querelles locales impossibles à démêler.

En même temps, le pouvoir des maires en matière d'urbanisme étant considérable, et souvent décisif, la coopération des communes sera favorisée. La méthode Rocard est ici aussi le fruit d'un dosage : la recherche d'un juste milieu entre *« l'érection en tabou de l'autonomie locale »* et une quelconque *« reprise en main systématique de l'aménagement par l'Etat »*.

Courbe démographique ascendante

Le Livre blanc avait mis au jour l'inventaire des contraintes qui s'annoncent. Depuis sa publication, de nouvelles données sont apparues. Elles sont économiques et démographiques. D'une part, depuis 1987, le nombre d'emplois créés dans la région remonte en flèche (150 000 en trois ans). D'autre part, le solde migratoire de la population entre la capitale et la province est redevenu positif dans le sens province-Paris et la démographie a repris une courbe ascendante. Si bien que l'hypothèse formulée par le Livre blanc d'une région Ile-de-France comptant *10,8 millions* d'habitants en *2025* est dépassée. L'hypothèse haute de 11,5 millions devient l'hypothèse basse possible et s'effacera vraisemblablement devant une nouvelle hypothèse haute de 12,5 *millions*.

Ce qui signifie : non pas 500 000 personnes mais un million de plus à loger et à transporter. Ce n'est plus 55 000 logements qu'il faudra construire chaque année mais 65 000 à 70 000. Le SDAU devra donc impérativement dégager des offres de terrain. Il faudra les chercher dans la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne), puis au-delà, sur le grand cercle correspondant aux villes nouvelles, *mais en évitant le mitage, c'est-à-dire le remplissage au coup par coup d'espaces libres*. Il faudra développer des pôles, des *secteurs stratégiques* : Roissy, *La Plaine Saint-Denis*, Montesson, la Seine amont, *Massy-Palaiseau. La création d'une sixième ville nouvelle proposée par M. Krieg n'est pas rejetée.*

Même si la définition du SDAU, qui doit prendre le relais de celui de 1965, révisé dix ans plus tard, ne peut aboutir avant 1992, des repères sont fixés. Une première ébauche, *« document intermédiaire »*, sera rédigée avant février 1991. Elle sera examinée et discutée jusqu'à l'été, puis adoptée. Ce sera alors trop tard pour passer au projet définitif en quelques mois. Mais des révisions partielles du SDAU existant pourront être décidées afin de ne pas paralyser tout l'urbanisme de la région.

Deux grandes options pourraient même être prises avant la fin de l'année en cours : la liste et la localisation des secteurs stratégiques, et le statut juridique des outils de mise en œuvre : établissements publics ou plus vraisemblablement sociétés d'économie mixte.

Le périmètre des ZAD, ces zones où le terrain est gelé afin de bloquer la spéculation, devra être délimité assez rapidement. Enfin, le « pouvoir » du SDAU devra être précisé lui aussi sans trop tarder pour que les règles du jeu soient reconnues : sera-t-il un simple document incitatif qui, comme c'est le cas actuellement, ne peut s'opposer au classement non constructible d'un terrain par une commune? Ou bien, *hypothèse plus prévisible, une référence contraignante qui* garantira la cohérence de l'aménagement de toute la région?

CHARLES VIAL

SPORTS

Le rapport Glavany remis au premier ministre

Neuf sites proposés pour un grand stade plurifonctionnel

M. Jean Glavany, délégué interministériel auprès du premier ministre, a présenté lundi 23 juillet, à Paris, les neuf sites de la région parisienne pouvant accueillir le grand stade (plus de 70 000 places) indispensable à l'organisation de la coupe du monde de football en 1998 en cas d'acceptation de la candidature française. M. Michel Rocard devrait, avant la fin de l'année, se prononcer définitivement sur le lieu d'implantation et la structure juridique et financière de ce grand stade.

Le meilleur moyen de se qualifier pour une phase finale de Coupe du monde, c'est encore de l'organiser chez soi. Pour cela, il faut respecter un cahier des charges très précis, imposant notamment un stade de soixante mille places au moins, avec une tribune de presse de mille sièges. La France, qui veut accueillir la Coupe du monde 1998, doit se doter d'un tel équipement.

A force de passer d'un cabinet ministériel à l'autre, le projet de grand stade parisien semblait pour*tant voué à ne rester qu'une ligne* dans les programmes électoraux. M. Jean Glavany, chargé par le premier ministre, en novembre 1989, d'un rapport sur le sujet voit les choses autrement. Il fixe une échéance pour la construction (fin 1994 début 1995). Il a sélectionné neuf sites parmi les vingt-huit préalablement retenus (*le Monde* du 13 mars), compte tenu des dessertes routières, des possibilités de transports en commun, et, surtout, de la volonté des élus. *« La candidature de la France ne sera prise au sérieux que si nous présentons le projet le plus consensuel possible »*, a dit M. Jean Glavany, lundi 23 juillet, après avoir remis son rapport au premier ministre.

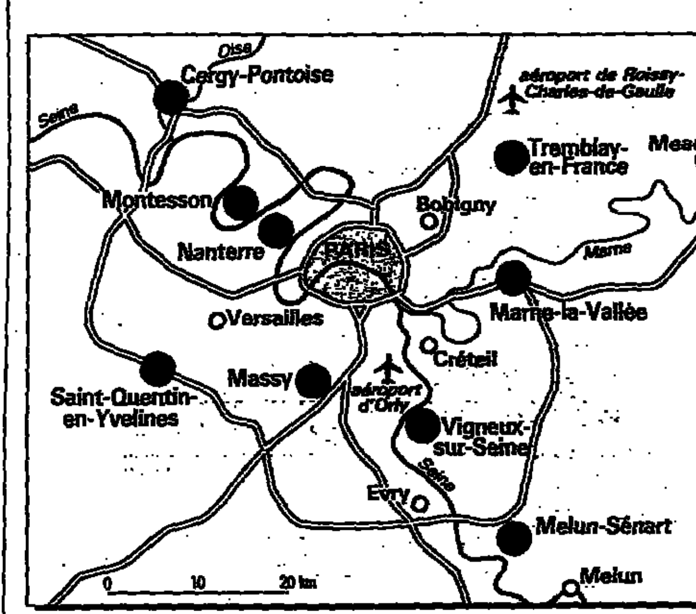
De 700 millions à 3 milliards de francs

De ce fait, la liste des neuf sites proposés *(voir encadré)* perd d'emblée un élément puisque le même jour, M. Jean-Pierre Fourré, député de Seine-et-Marne (PS) et président de l'établissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée, s'est déclaré opposé à l'installation du grand stade dans cette commune, estimant qu'elle ne pouvait répondre *« qu'au souci d'entrer au « Guiness » dans la rubrique du plus grand embouteillage du monde »*.

Désireux de ne pas limiter l'occupation du grand stade à une quinzaine d'événements sportifs par an, M. Jean Glavany a imaginé une *« structure plurifonctionnelle »* dont le coût se situe entre sept cents millions et trois milliards de francs. *« Nous pouvons utiliser les dessous de tribunes pour construire des hôtels, des restaurants ou des bureaux comme au stade Louis-II de Monaco »*, suggère-t-il. *« Cela augmente les investissements, mais également les possibilités de rentrées financières. »* Il envisage même d'y loger les futures antennes universitaires d'Ile-de-France *« voire, pourquoi pas?, le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports »*.

Une structure plurifonctionnelle, cela signifie aussi l'ouverture aux concerts. Depuis la venue des Rolling Stones au Parc des Princes, chacun sait pourtant que les pelouses des stades sont fragiles.

Qu'à cela ne tienne, des entrepreneurs américains et canadiens ont proposé une pelouse que l'on retire sur des roulettes lors des concerts, ou que l'on soulève pour obtenir un stade couvert, système ingénieux mais très coûteux. M. Michel Rocard serait pourtant prêt à étudier ces idées.



Quant à la localisation, l'éloignement du centre de Paris ne devrait pas, selon M. Glavany, poser trop de problèmes. Pour autant du moins que les voies de transport soient adaptées efficacement. Un sondage CSA, commandé par la mairie de Paris et réalisé lors de la finale de la Coupe de France et le concert des Rolling Stones, montre en tout cas que le public du Parc des Princes est prêt à 80 % à se déplacer hors de la capitale. De là à dire qu'il le fera en dehors des événements exceptionnels...

M. Glavany se donne trois mois pour répertorier les avantages et les inconvénients des différents sites, la participation financière des collectivités concernées n'étant pas le moindre des arguments *« même s'il n'est pas déterminant »*. M. Rocard fera son choix définitif avant la fin de l'année. Le dossier complet de candidature pour l'organisation de la Coupe de monde 1998 doit être remis à la FIFA (Fédération internationale de football) en juin 1991. Le Brésil, le Maroc, le Portugal et la Suisse sont également candidats.

CHRISTOPHE DE CAEVEL

Les communes retenues

Voici la liste des sites retenus par M. Jean Glavany pour l'implantation d'un futur grand stade dans la région parisienne : Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), Marne-la-Vallée et Melun-Senart (Seine-et-Marne), Saint-Quentin-en-Yvelines et Montesson (Yvelines), Nanterre-La-Défense (Hauts-de-Seine), Vigneux-sur-Seine et Massy (Essonne), et Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis).

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 24 juillet à 0 heure et le dimanche 29 juillet à 24 heures.

Mercredi : ensoleillé. Forte chaleur au sud ; tendance *orageuse dans le Sud-Est.*

De la Bretagne à l'Aquitaine, au Limousin et à la Bourgogne, ainsi que sur le Nord et le Nord-Est, le soleil sera largement dominant. *Dans les premières heures de la journée, il sera contesté par des formations* brumeuses dans le Sud-Ouest.

Du Midi-Pyrénées à l'Auvergne, aux Alpes et à la Méditerranée, le ciel sera nuageux, malgré de belles percées du soleil.

Des ondées orageuses se produiront ici et là, des Alpes à la Corse en matinée, puis également sur le Languedoc-Roussillon et le sud-est du Massif Central en cours d'après-midi.

Les températures minimales seront relativement fraîches sur la moitié nord (10 à 14 °C) ; les maximales atteindront 21 à 25 °C près de la Manche, *où le vent de nord-est soufflera modérément* : 25 à *30 °C sur les autres régions. Sur la moitié* sud, il fera chaud dès le lever du jour (16 à 21 °C) ; dans l'après-midi, le thermomètre dépassera les 30 °C, mais n'ira pas au-delà de 35 °C.

Jeudi : amélioration sur le Sud-Est ; *avancée nuageuse près de l'Atlantique.*

De la Bretagne aux Pyrénées, le ciel, relativement dégagé au lever du jour, se voilera peu à peu. Le soleil filtrera de plus en plus difficilement.

Sur le reste du pays, le temps sera très ensoleillé.

Les températures seront du même ordre que la veille.

Vendredi : chaleur, orages sur *l'Ouest.*

Sur la moitié ouest de la France, soit du Nord et de l'Ile-de-France jusqu'à la Bretagne et au val de Loire, ainsi que sur *toutes les régions situées entre la Loire et les Pyrénées, après des éclaircies matinales, les nuages* seront de plus en plus abondants. Les premiers orages atteindront la Bretagne et la côte atlantique dans la matinée.

Sur la moitié est, ce sera une journée très chaude et bien ensoleillée.

Les températures du matin seront de 13 à 15 °C, de la Normandie et du Nord au Nord-Est. Sur les autres régions, elles seront de 15 à 18 °C, *et même de 20 à 22 °C près de la Méditerranée.*

L'après-midi sera chaude, 26 à 29 °C en Bretagne ; *30 à 33 °C sur le reste de la moitié nord. Sur les régions sud, il fera de* 32 à 35 °C.

Samedi : beaucoup d'orages.

Cette journée s'annonce très orageuse.

Le matin, ce sont les régions de la moitié ouest qui seront concernées par un ciel tourmenté, des coups de tonnerre et des ondées. L'après-midi, *un temps plus frais* avec éclaircies s'installera sur la Bretagne, la Vendée et le Cotentin, tandis que les orages gagneront les régions du Nord-Est, Lorraine, Alsace, Franche-Comté, Bourgogne. En revanche, les Alpes, la Côte d'Azur et la Corse devraient rester à l'écart de cette vague orageuse.

Les températures minimales seront de *15 à 16 °C sur le Nord-Est et l'Est. Sur les autres régions, elles seront de 17 à 20 °C,* voire un peu plus près de la Méditerranée.

L'après-midi, il fera encore très chaud des Ardennes et du Nord-Est à la Méditerranée, avec 30 à 35 °C. Sur le Nord-Ouest, Bretagne, Normandie, Vendée, il fera plus frais, 22 à 25 °C. Entre ces deux groupes de régions, le thermomètre affichera *de 27 à 30 °C.*

Dimanche : plus frais.

Il y aura encore des orages sur les régions montagneuses de l'Est et du Sud.

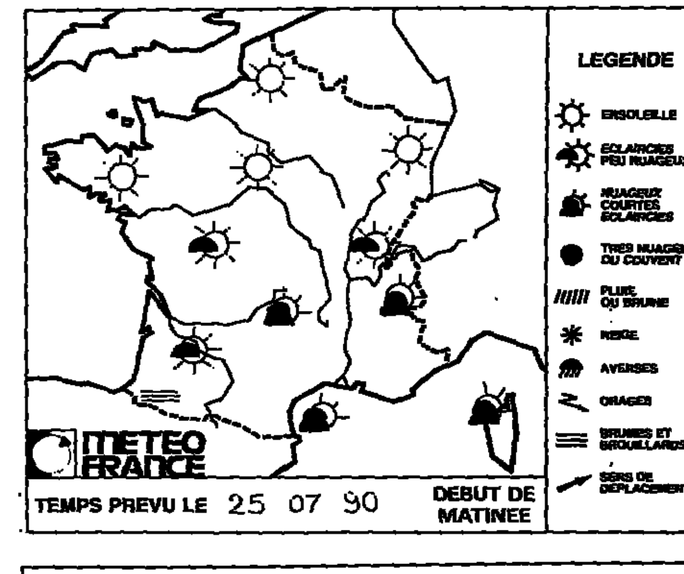
Les températures seront plus fraîches, *sauf sur le Sud-Est, où elles seront sans grand changement.*

SITUATION LE 24 JUILLET 1990 A 0 HEURE TU

METEO FRANCE

PRÉVISIONS POUR LE 26 JUILLET A 12 HEURES TU

METEO FRANCE



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 24-7-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 23-7-90 à 6 heures TU et le 24-7-90 à 6 heures TU

FRANCE

AJACCIO	29	14	D
BIARRITZ	32	19	N
BORDEAUX	34	21	N
BOURGES	31	18	C
BREST	28	17	O
CAEN	27	14	N
CHERBOURG	20	14	D
CLERMONT-FER.	31	16	A
DIJON	29	15	N
GRENOBLE-ST-M-H	33	18	C
LILLE	22	10	N
LIMOGES	33	20	D
LYON	31	20	C
MARSEILLE-MAR.	31	22	A
NANCY	25	10	D
NANTES	32	21	D
NICE	27	22	N
PARIS-MONTS	28	14	N
PAU	31	17	D
PERPIGNAN	31	23	N
RENNES	31	20	C
ST-ETIENNE	32	17	C
STRASBOURG	27	11	O
TOURS	31	17	N
TOULOUSE	35	22	D
POINTE-A-PITRE	29	23	A

ÉTRANGER

ALGER	30	21	B
AMSTERDAM	19	11	N
ATHENES	34	27	D
BANGKOK	32	25	C
BARCELONE	30	25	C
BELGRADE	32	19	P
BERLIN	20	12	C
BRUXELLES	21	7	N
LE CAIRE	34	24	O
COPENHAGUE	21	13	P
DAKAR	29	26	N
DELHI	31	26	D
DJERBA	28	20	D
GENÈVE	30	16	-
HONGKONG	28	26	A
ISTANBUL	30	21	D
JERUSALEM	28	17	N
LISBONNE	34	22	D
LONDRES	24	11	N
LOS ANGELES	26	19	N
LUXEMBOURG	24	9	D
MADRID	35	20	D
MARRAKECH	39	24	D
MEXICO	23	12	B
MILAN	32	22	D
MONTRÉAL	27	18	C
MOSCOU	21	15	C
NAIROBI	18	13	P
NEW-YORK	31	23	N
OSLO	21	15	C
PALMA-DE-MAJ.	32	20	N
PÉKIN	32	27	D
RIO-DE-JANEIRO	22	20	C
ROME	31	18	B
SINGAPOUR	31	26	N
STOCKHOLM	20	13	C
SYDNEY	23	15	A
TOKYO	33	27	C
TUNIS	33	18	D
VARSOVIE	22	10	A
VENISE	30	21	D
VIENNE	27	15	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261311 F MONDSIR

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Drôles de jeux

Le plus souvent inoffensifs, les jeux de rôle peuvent perturber certaines personnalités fragiles

ANGE, dragon, magicien ou chevalier, les jeux de rôle empruntent leurs personnages à une mythologie héroïque fantastique. Est prince ou démon qui veut. Les participants déterminent, à partir d'un simple jet de dés, les caractéristiques physiques et morales de leur personnage.

Le phénomène est parti d'une véritable fascination pour un auteur anglais, John Ronald Tolkien, et sa trilogie romanesque, *le Seigneur des anneaux*. En 1974, le précurseur des jeux de rôle, Donjons et Dragons, créé par l'Américain Gary Gygax, cherche à prolonger les aventures des créatures de Tolkien. Aujourd'hui, les différents scénarios empruntent non seulement à l'univers fantastico-médiéval mais, également, à la science-fiction.

Ainsi, le jeu de rôle actuellement en vogue, Shadowrun s'inspire d'un mouvement, le Cyberpunk et d'un film culte *Blade Runner* qui plongent les joueurs dans un univers futuriste apocalyptique et impitoyable. Mi-elfe, mi-mercenaire, le héros incarne la synthèse parfaite du fantastique et de la science-fiction.

Dès la fin des années 70, le divertissement franchit l'Atlantique pour s'implanter en Europe. Les professionnels du jeu de rôle estiment à environ 200 000 le nombre de joueurs réguliers et occasionnels en France, des garçons pour l'essentiel, et à 400 les clubs amateurs dans les grandes écoles, les universités ou les maisons de jeunes. Le jeu peut se pratiquer, autour d'une table, à l'aide d'un livre qui décrit le scénario, ou bien seul, devant un ordinateur, grâce à un logiciel spécialisé.

Du psychodrame au jeu de rôle

Un «maître du jeu» dirige les opérations. Il est le seul à connaître les embûches et les pièges. L'intrigue, ésotérique et surnaturelle à souhait donne la part belle à la violence, figurée, parfois mimée. La préoccupation du joueur est à la fois de résoudre l'énigme et de rester en vie le plus longtemps possible à travers un parcours du risque.

Dans sa forme, le jeu de rôle s'inspire de méthodes thérapeutiques. C'est Jacob-Levy Moreno, psychosociologue américain d'origine roumaine, qui, dans les années 20, invente le psychodrame (1). Cette technique utilisée en psychiatrie se propose d'aider le patient à dévoiler des éléments inconscients de sa personnalité en se mettant à la place d'un autre. Selon Moreno, l'enfant se construit par l'adoption de rôles successifs, dans une relation d'échange avec un autre, au premier rang duquel la mère.

Par le jeu de rôle morénien, le sujet découvre des aspirations enfouies et se libère de ce qu'il a subi. Cette méthode fondée sur une forme de catharsis n'est pas infaillible. Le patient plongé dans des scènes parfois violentes, croyant qu'il est devenu ce qu'il est en train de jouer, peut se laisser emporter par le jeu. *«Le psychodrame d'inspiration morénien peut, dans des situations extrêmes, comporter des risques suicidaires ou de décompensation avec des épisodes psychotiques chez des personnes envahies par leur imaginaire»*, explique le professeur Philippe Jeammet, spécialiste de psychiatrie de l'adolescent et du jeune adulte (Hôpital international de l'Université de Paris). C'est pourquoi, on lui préfère souvent en France une méthode moins dramatique qui s'inscrit dans une perspective psychanalytique, le psychodrame psychanalytique.

Le jeu de rôle ludique présente, semble-t-il, des risques proches du psychodrame morénien. *«Chez certaines personnalités fragiles, ces jeux peuvent avoir un effet captatif, devenir une sorte de drogue dans laquelle s'enferme le sujet qui y trouve une compensation aux frustrations du réel,* souligne le professeur Jeammet. *En perdant sa fonction d'échange, le jeu peut alors conduire à des éléments délirants.»*

Il est vrai que, parmi son public, le jeu de rôle compte une clientèle de passionnés pour lesquels cette pratique devient quasi obsessionnelle. Certains mordus conservent le même personnage des semaines, des mois, voire des années. *«On sublime notre personnage à mort,* explique Franck, 20 ans, magicien pendant quatre ans. *On développe une vie parallèle et c'est une expérience dont on se souviendra toujours.»*

L'exaltation, portée à un degré extrême, peut alors balayer les frontières entre le réel et l'imaginaire. La médiation qui s'opère au cinéma ou au théâtre par le biais de l'acteur n'existe pas et le joueur devient son personnage, épouse des émotions qu'il croyait étrangères, au risque de s'y perdre.

Grâce à leur traduction en français, ces dernières années, les jeux de rôle ont élargi leur public. Réservé au départ aux familiers de la langue de Shakespeare, le plus souvent des étudiants, il s'ouvre aux enfants ou aux adultes qui ignorent l'anglais. On commence à jouer dès dix ans. Il n'y a pas d'âge, en revanche, pour s'arrêter.


HANS NELEMAN/COSMOS

Fiction ou réalité : difficile, parfois, de faire la part du jeu.

« Le grandeur nature »

Au début des années 1980, une nouvelle forme de jeu de rôle a fait son apparition, «le grandeur nature», déplaçant les joueurs de la table de jeu à un décor réaliste qui peut être à l'échelle d'une ville. Chaque année, par exemple, la cité médiévale de Parthenay (Deux-Sèvres) est le théâtre d'un «grandeur nature». *«Cités médiévales, forêts, abbayes désaffectées, châteaux forts abandonnés, catacombes, cimetières, égouts, sont des lieux fantasmatiques rêvés pour les grandeur nature»*, signale Gérard Bonnafont, psychosociologue et directeur du Centre d'étude et de communication de Dijon, spécialisé dans l'enfance.

Le plus souvent organisé par une association ou un organisme spécialisé, ce type de jeu s'adresse aux étudiants ou aux adultes. A l'inverse d'un jeu de rôle classique, autour d'une table, qui se déroule dans un *«espace ludique déterminé»*, le jeu grandeur nature brouille plus encore les limites entre le réel et l'imaginaire.

D'après les observations menées depuis 1984 par Gérard Bonnafont sur près de 400 pratiquants de jeux de rôle, les adultes seraient plus vulnérables à ces jeux que les enfants ou les jeunes adolescents. L'enfant est naturellement à l'aise dans le jeu, une situation dominante dan son quotidien. Quant aux jeunes adolescents, en état de structuration, ils peuvent trouver dans leur personnage un modèle utile. *«Les adolescents qui pratiquent le jeu de rôle n'éprouvent pas le besoin de s'identifier à une vedette, chanteur, sportif ou acteur»*, remarque le psychosociologue. En revanche, l'adulte risque de s'enfermer plus facilement dans le jeu qui ne représente qu'une lucarne par rapport au monde réel.

«Certains joueurs se mettent en contact avec des aspects d'eux-mêmes qui les affolent et peuvent être sujets à des désirs de réalisation sexuelle ou des bouffées d'agressivité, qui comportent un risque de passage à l'acte», explique le professeur Philippe Jeammet.

«Des adolescents ont, à l'occasion d'un jeu de rôle, violé une jeune fille dans la région de Dijon, il y a quelques années, raconte Gérard Bonnafont. *Brigands à la poursuite d'une princesse, ils sont allés au-delà de ce que leurs valeurs morales leur permettaient.»* Le groupe, dont les liens peuvent évoluer vers une véritable relation fusionnelle, n'intervient pas systématiquement comme élément modérateur dans le déroulement du jeu dont les règles peuvent primer sur le libre-arbitre. A ce titre, la personnalité du maître du jeu est importante : véritable démiurge manipulant la destinée des joueurs, il peut favoriser ou empêcher le dérapage.

Les «killers» sont, avec les «murders parties» deux types particuliers de grandeur nature. Leurs scénarios, moins rocambolesques que dans les jeux de rôle traditionnels, s'organisent le plus souvent autour d'un meurtre. Dans les killers, chaque joueur est à la fois poursuivant et poursuivi, assassin et victime en puissance. Le meurtre symbolique peut être simulé à l'aide d'un pistolet, d'une épée en plastique ou encore d'un simple message trouvé devant sa porte. Le restaurant d'entreprise comme le campus d'université peut devenir le théâtre improvisé d'un killer.

Les murders parties, inspirées des romans d'Agatha Christie, sont une forme plus raffinée de grandeur nature. Pratiquées de préférence dans une maison de caractère, elles consistent à résoudre une énigme, meurtre, enlèvement ou vol, grâce à des indices savamment distillés par les organisateurs.

Détentes nocturnes au détour d'un séminaire, ou week-ends entre amis, les murders parties comme les killers ont élargi leur public d'étudiants aux entreprises à des fins de formation ou de divertissement. Là encore, de l'avis même de certains organisateurs, ces types de jeu peuvent, en l'absence d'un encadrement compétent, provoquer des crises de panique chez des participants et le combat simulé tourner à l'affrontement.

«Certains week-ends pour les cadres ne sont pas anodins, constate Philippe Jeammet. *Des sujets inhibés, très émotifs, peuvent vivre une expérience très intense suivie d'une désillusion importante le lundi. Nous avons des exemples de personnes qui ont ainsi décompensé leur équilibre affectif.»*

Les jeux de rôle ont aussi inspiré de véritables jeux de dupes. Une société parisienne a mis au point des dérapages où les participants font l'objet d'une mystification. Les cadres se trouvent plongés dans des situations extraordinaires, meurtres, kidnappings..., dont ils ignorent qu'elles sont montées de toutes pièces. La mise en scène est censée stimuler les potentialités du groupe et révéler les personnalités.

En définitive, si, d'une manière générale, les jeux de rôle font office d'exutoire et de machines à produire des rêves, les dérapages non contrôlés aux conséquences parfois très graves ne sont nullement à exclure.

MARTINE LARONCHE

(1) *Le psychodrame psychanalytique*. E. Kestemberg et P. Jeammet. Collection Que sais-je? Presses Universitaires de France.

POINT DE VUE

Transplantation d'organes et pratique privée

par le professeur Kamran Samii

LA transplantation d'organes a pris un essor considérable dans le monde de 1983 à 1988. C'est ainsi qu'en France le nombre de greffes rénales a doublé (passant de 908 à 1 808), le nombre de greffes cardiaques a été multiplié par 14 (passant de 35 à 558) et le nombre de greffes hépatiques a été multiplié par 68 (passant de 6 à 409). Il s'agit d'une aventure humaine exemplaire où se conjuguent la *prouesse scientifique médicale et la prise de conscience morale de la société qui accepte le prélèvement d'organes sur un sujet en état de mort cérébrale, pour permettre ainsi de sauver une vie.*

Pourtant, tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Le nombre d'organes disponibles pour la transplantation est largement inférieur aux besoins évalués par le nombre de patients inscrits sur des listes d'attente afin de bénéficier d'une transplantation. Cette pénurie est déjà préoccupante en France car de nombreux sujets en état de mort cérébrale ne sont pas prélevés pour des raisons techniques, légales (refus du défunt rapporté par la famille) ou éthiques (refus net de la famille). Elle est bien plus grave à l'étranger. Malgré une législation permissive, les pays latins et catholiques, les pays musulmans et Israël ont une difficulté culturelle à organiser les prélèvements d'organes sur les sujets en état de mort cérébrale. La tradition du respect du corps du défunt est profondément ancrée dans la culture de ces pays. A l'extrême, le prélèvement d'organes est même légalement impossible au Japon, où le respect du corps est une donnée culturelle essentielle. Même si ces pays ont à l'inverse un taux de greffes rénales à partir de donneurs vivants très important, témoin de la qualité de la solidarité familiale, on ne peut prélever sur un donneur vivant d'autres organes que le rein. Ainsi se fait jour une pénurie d'organes à l'échelle mondiale, qui est bien plus grave que celle que nous avons en France. Dans un tel contexte, l'enjeu n'est plus national mais mondial, et la quête d'un lieu où on peut voir sa vie sauvée par une greffe dépasse largement les frontières.

La question qui se pose dès lors est de savoir si une telle activité est compatible avec une pratique privée. En France, la transplantation se fait quasi exclusivement dans les hôpitaux publics, et l'acte n'est d'ailleurs pas coté comme le sont tous les actes médicaux. Il s'agit là d'une situation qui devrait en principe permettre de préserver cette activité de déviations éthiquement inacceptables. Or l'activité libérale est permise dans les hôpitaux publics, et rien actuellement dans la législation n'interdit à un médecin ou à un chirurgien hospitalier de soigner un greffé en activité libérale, qu'il s'agisse de l'intervention elle-même ou tout simplement de la consultation avant transplantation. Peut-on sans crainte faire jouer l'économie de marché à l'heure où les listes de patients en attente d'une greffe ne cessent de croître par pénurie d'organes ? Comment est-il possible de faire accepter à la population la valeur morale et civique que représente le prélèvement d'organes sur les patients en état de mort cérébrale, si ce « don » d'organes aboutit à un acte chirurgical monnayé par un médecin ?

Même si de nombreux praticiens hospitaliers, conscients de la gravité de ce problème, ont refusé spontanément de pratiquer la transplantation d'organes dans le cadre de leur activité libérale, il est temps pour les pouvoirs publics, avant que n'apparaissent des pratiques éthiquement inacceptables, de se pencher sur ce dossier en édictant des règles précises qui devraient interdire l'activité libérale pour toutes les consultations et interventions entourant la transplantation d'organes et de fournir aux organismes chargés de veiller à l'application de cette interdiction des moyens concrets de surveillance.

▶ **M. Kamran Samii est professeur au département d'anesthésie-réanimation des hôpitaux de Bicêtre, Antoine-Béclère et Paul-Brousse.**



RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du *10 décembre 1944*
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

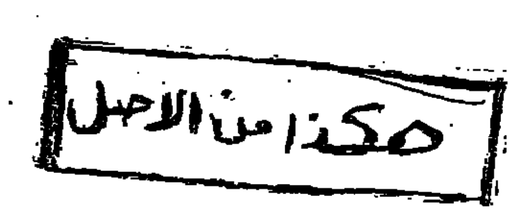
Le Monde PUBLICITE S.A.
André Fontaine, président
Françoise Huguet, *directeur général*
Philippe Dupuis, *directeur commercial*
Micheline Oerlemans, directeur du développement
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Teléfax : 45-55-04-70. - Société filiale du journal *le Monde* et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20



Acariens et collemboles

Une visite au jardin des Plantes pour observer la microfaune de l'humus... et de nos lits

LES monstres nous environnent. Carapaces hérissées de piquants, protubérances inquiétantes, corps recouverts de touffes de palmes, antennes-plumeaux, toutes ces formes dignes d'un film d'horreur grouillent sous nos pieds et dans nos lits, sur les croûtes de fromage et les peaux de saucisson. Mais elles sont si petites que nous ne nous doutons même pas de leur présence.

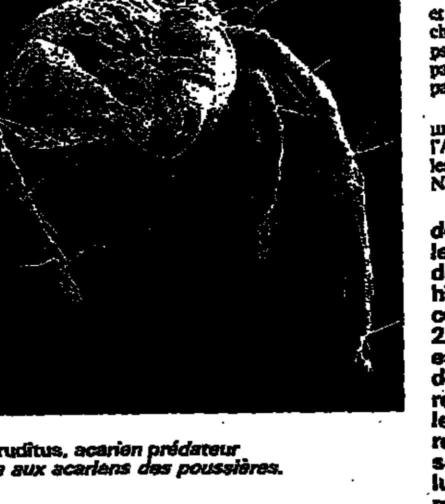
Le professeur Yves Coineau, directeur du laboratoire des arthropodes (1) du Muséum national d'histoire naturelle, admire ces minuscules bestioles qu'il trouve superbes et pas du tout monstrueuses. Déjà, d'avril 1984 à février 1989, il avait voulu sinon faire partager son enthousiasme du moins faire connaître au grand public ce monde microscopique en présentant celui-ci au parc zoologique de Vincennes. Il récidive avec son microzoo de la Rotonde de la ménagerie du jardin des Plantes.

Le microzoo est équipé de télémicros, c'est-à-dire de stéréomicroscopes motorisés réglables par télécommande que chaque visiteur peut adapter à sa vue, pointer sur telle ou telle de ces petites bêtes en choisissant le grossissement (2) et en écoutant les explications données en français ou en anglais à la demande.



RÉGIS CLEVA M.N.A.N.

Dermatophagoïdes pteronyssimus, *l'acarien des poussières des maisons.*



RÉGIS CLEVA M.N.A.N.

Cheyletus eruditus, *acarien prédateur qui fait la chasse aux acariens des poussières.*

Comme un ressort

Chaque pas que nous faisons sur le sol d'un champ, d'un pré ou d'une forêt dérange d'innombrables microarthropodes dont la taille va de 0,25 à 2 millimètres. Une seule trace de soulier (du 43) prélevée sur une épaisseur de 5 centimètres en contient de 5 000 à 8 000. Dans la première salle du microzoo, ces bestioles sont présentées mortes et lyophilisées et témoignent de la diversité et de l'abondance de la microfaune de l'humus. Cette vie cachée (qui comprend aussi des vers grands ou minuscules) joue un rôle essentiel dans la formation des sols et dans le recyclage de la matière organique. Les plus efficaces sont les collemboles et les acariens.

Certains collemboles (insectes primitifs donc dotés de six pattes), qui vivent sous les feuilles mortes les plus récemment tombées sur le sol, sont remarquables par leur capacité de saut. Ils ont un appendice replié sous le corps où il est fixé par une sorte de bouton pression dont la détente propulse l'animal comme un ressort.

Collemboles et acariens découpent, broient et avalent les débris végétaux dont ils facilitent la décomposition et contribuent ainsi à la formation de l'humus. Sans ce travail de fragmentation et de digestion, les feuilles mortes disparaîtraient beaucoup moins vite.

Dans la deuxième salle, on voit les mêmes bestioles, mais vivantes et renouvelées tous les jours.

La troisième salle est la plus inquiétante pour le profane. On y présente les hôtes des croûtes de fromage, des animaux domestiques, des débris culinaires et surtout des lits.

Plusieurs espèces d'acariens, en particulier *Dermatophagoïdes pteronyssimus*, se nourrissent des squames (des débris de notre peau que nous perdons tout au long de notre vie au rythme de trois grammes par jour), mais seulement si ces squames sont déjà prédigérées par un champignon, *Aspergillus penicilloïdes*.

Souvent la cause de crises d'asthme

Nos lits sont donc pleins de ces acariens qui mesurent en moyenne 4/10e de millimètre et que l'on retrouve bien sûr dans la poussière des matelas (2 000 à 15 000 acariens par gramme de poussière). Ils sont pleins aussi des prédateurs de ces amateurs de squames, en général un autre acarien, *Cheyletus eruditus*.

Savoir que nos lits les mieux tenus grouillent de microarthropodes n'est déjà pas très ragoûtant, même si ces petits animaux ne sont pas dangereux pour la majorité des êtres humains. Certains toutefois sont responsables de gros ennuis : ce sont les crottes de *Dermatophagoïdes pteronyssimus*, en effet, qui sont bien souvent la cause de crises d'asthme.

Les asthmatiques doivent donc dormir sur des matelas en mousse plastique recouverts d'alèse de coton, pulvériser sur leur lit des substances acaricides et bactéricides, éviter de laisser s'accumuler des nids de poussière, n'utiliser ni balai ni plumeau qui font voler ladite poussière et, dans la mesure du possible, habiter à une altitude supérieure à 1 300 mètres que ne supportent pas les acariens responsables des crises d'asthme.

La quatrième salle est réservée aux détails. Ainsi peut-on observer, sous un microscope à fort grossissement, un acarien de l'humus forestier *Labidostoma luteum*. On peut également y voir des images reconstituées à partir de photos prises au microscope électronique qui font découvrir l'équipement sensoriel sophistiqué et miniaturisé des antennes de *Polyxenus lagurus*, un mille-pattes minuscule (3 millimètres de long) qui vit sous l'écorce des platanes.

YVONNE REBEYROL

(1) Arthropodes : invertébrés à carapace et pattes articulées qui se divisent en arachnides à huit pattes (araignées, scorpions, pseudo-scorpions, acariens), insectes à six pattes, mille-pattes et crustacés à nombre de pattes variable.

(2) Conçu par le professeur Coineau et une équipe du Muséum avec l'aide de l'ANVAR les télémicros ont été réalisés par les Etablissements Microcontrole, division Nachet.

▶ **Jardin des Plantes, rotonde de la Ménagerie. Ouvert tous les jours de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 30 (17 h en hiver). Entrée de la ménagerie comprenant celle du microzoo : 22 francs. L'entrée du microzoo est interdite aux enfants âgés de moins de onze ans. Après la rentrée scolaire de septembre, le microzoo sera réservé, sur rendez-vous, aux élèves de l'enseignement secondaire, les lundi, mardi, jeudi et vendredi matin. Le microzoo sera ouvert au grand public le reste du temps.**

Peigner la girafe

La Rotonde de la ménagerie, construite pendant le Premier Empire, a la forme d'une croix de la légion d'honneur (à cinq branches). Elle a longtemps abrité les grands herbivores, dont la célèbre girafe offerte au roi Charles X par le vice-roi d'Egypte Méhémet Ali. Cette bête exotique, la première de son espèce à être introduite en France, était surveillée, nourrie et étrillée par un gardien soudanais, Atir, venu avec elle. Le bon peuple parisien, qui se pressait en foule pour voir cet animal bizarre, était fasciné par Atir qui, à longueur de journée, lustrait et « peignait la girafe ». Ainsi cette expression familière est-elle née.

La Rotonde a été restaurée et remise dans son état originel de 1987 à 1990 dans le cadre de la rénovation du Muséum (grands travaux de l'Etat). Dans le patio central, on a ajouté une statue de Japonaise, faite en 1878, qui trahit bien son époque.

Y. R.

Faire la pluie et le beau temps

La soufflerie atmosphérique de Nantes simule les colères du ciel

LA grande Arche de la Défense est en plexiglas et les tours qui la précèdent en mousse de polyuréthane. Le quartier, reconstitué à l'échelle du millième, tapi dans la veine de la soufflerie atmosphérique du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) de Nantes, respire le calme (1). Mais, tout à l'heure, un méchant petit vent d'ouest va le secouer.

Un vrai vent, de « ville » en l'occurrence, différent de celui qui souffle en mer ou à la campagne. Quelque chose de capricieux, tout en sautes d'humeur. Rien à voir avec les flux réguliers – mais souvent plus puissants – des souffleries utilisées en aéronautique. En fonctionnement depuis 1979, la soufflerie du CSTB est la seule du genre en France (2). Elle est pourtant complétée depuis peu par un équipement beaucoup plus impressionnant, unique au monde selon ses concepteurs : la soufflerie climatique Jules-Verne capable de recréer « en chambre » toutes les caractéristiques du gros temps, de la tempête de neige au vent de sable saharien, en passant par le cyclone tropical.

La première de ces installations a permis, par exemple, de mesurer à l'aide de capteurs ultrasensibles la force des courants d'air violents qui balaient les passages piétonniers de la Défense, la ventilation naturelle de l'aéroport de Fort-de-France ainsi que la dispersion du panache des cheminées de navire et des gaz polluants dans les tunnels routiers.

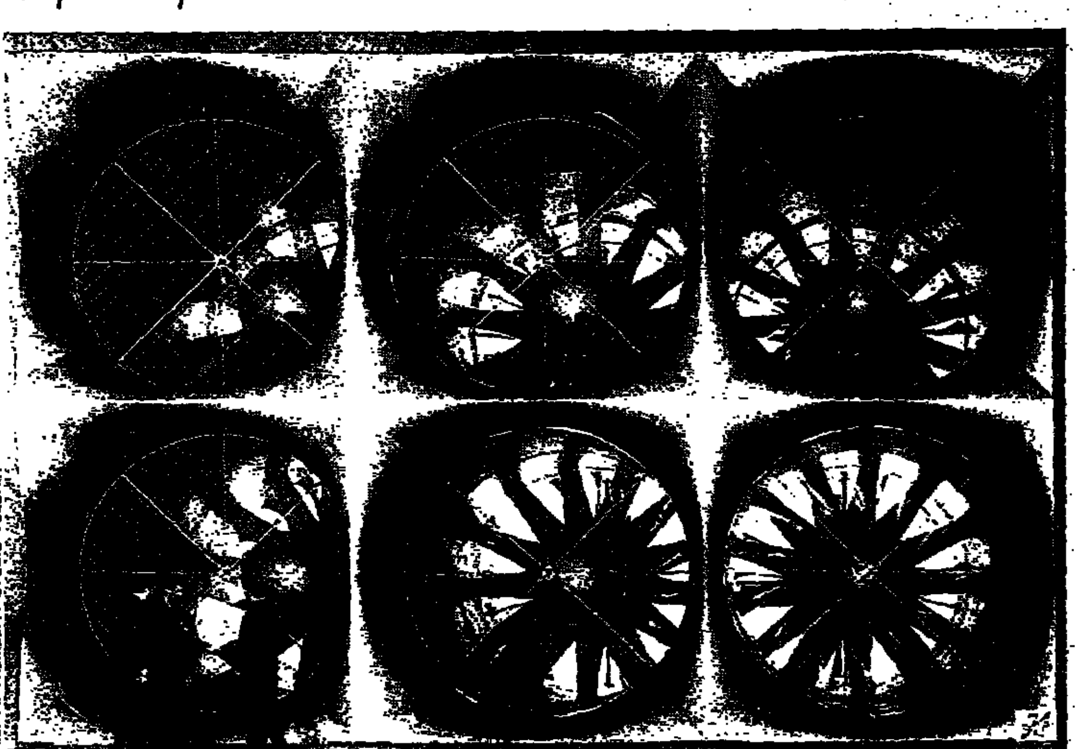
En construisant des maquettes avec des matériaux qui reproduisent à l'échelle les réactions mécaniques de leurs modèles, les techniciens du CSTB peuvent aussi tester la résistance ou le comportement vibratoire, sous l'effet des bourrasques, d'ouvrages d'art (tours, ponts suspendus), et celles d'objets plus inattendus comme la fusée Ariane. En effet, si les puissantes souffleries de l'Office national de recherches aérospatiales (ONERA) simulent parfaitement les conditions aérodynamiques des vols supersoniques de fusées et d'engins, elles sont parfaitement incapables de reproduire les assauts du vent guyanais sur le lanceur européen dressé sur son pas de tir (ou durant les toutes premières secondes de son vol).

Mais, s'il est relativement facile de simuler le vent, il est en revanche plus difficile de prendre en compte l'ensemble des facteurs climatiques comme la pluie, le soleil ou la neige. Certains essais, comme les bilans thermiques avec vent ou l'étanchéité de fenêtres, de toitures ou de bardages à la pluie ou à la neige poudreuse, ne peuvent en effet se faire qu'à échelle réelle. Certes, il est toujours possible de faire des maquettes de bâtiments ou de fusées, mais c'est impossible pour les éléments.

En réduisant au centième la taille des énormes gouttes d'eau d'une tempête tropicale, on obtient ... un crachin breton. Rien à voir quant aux résultats, même sur une maquette ! Le CSTB, qui possède un département de climatologie, a résolu partiellement le problème en truffant de capteurs des maisons soumises aux intempéries, mais il n'est pas vraiment pratique de devoir attendre l'arrivée d'une tornade pour boucler une étude.

De la brise au cyclone

C'est la raison pour laquelle les responsables du CSTB ont eu l'idée en 1982 de se doter d'un outil permettant de reproduire le climat à la carte. Mais les années passèrent, car les besoins des utilisateurs potentiels ne convergeaient guère. « *La SNCF et les industriels de l'aéronautique voulaient y tester leur matériel*, se souvient M. Jacques Gandemer, chef du service « aérodynamique et environnement climatique » au CSTB, responsable du projet. *Une telle soufflerie climatique, capable d'accueillir un hélicoptère lourd Puma, aurait nécessité une puissance électrique installée cinq fois supérieure à celle finalement retenue.* »



PHILIPPE TREMBLAY/STUDIO VULCAIN

Les six ventilateurs de la soufflerie climatique de Nantes

Le projet passa donc par diverses phases. Il prit même, un temps, une dimension telle qu'il fut envisagé d'en faire un laboratoire international avec, notamment, la participation du Canada. Le problème, explique M. Gandemer, était que les différentes parties intéressées étaient trop dissemblables. « *Un industriel de l'automobile ou de l'aéronautique qui développe un nouveau produit a des moyens, et surtout un mode de fonctionnement sans commune mesure avec ceux d'un fabricant de tuiles ou de fenêtres.* » La commission des grands équipements trancha finalement en 1987 en faveur du parti de la sagesse, pour un outil plus modeste placé sous la direction du CSTB.

Une soufflerie dont la taille est quand même respectable : une veine d'expérience de près de 100 mètres carrés de section (13 × 7,5 m.), capable d'accueillir une petite maison ; six ventilateurs de 3,3 mètres de diamètre chacun, d'une puissance totale de 3 200 kilowatts (la moitié de celle d'un TGV). Sept projets successifs ont été nécessaires pour mettre au point cet instrument doté des derniers perfectionnements techniques.

C'est ainsi que les différents types de vent sont créés directement en faisant varier, via un ordinateur, les pales des ventilateurs de la soufflerie. Les caractéristiques du vent choisi étant tirées de mesures faites sur le terrain ou de paramètres stockés dans une banque de données internationale. De la petite brise au cyclone de 310 km/h, les vents peuvent être accompagnés de pluie dont la taille des gouttes peut être réglée jusqu'à 4mm de diamètre (le débit est alors de 60 mètres cubes par heure). La rampe solaire – actuellement en cours de développement – pourra faire monter la température jusqu'à 50 degrés, avec un spectre reproduisant exactement la lumière du soleil. Coût total du projet, 88 millions de francs (3). Les premiers tours de pales ont été donnés en mai dernier. Mais, les rampes de pluies sont en cours de réglage et le « vent de sable » ne pourra être mis en route que l'an prochain. Quant à la construction de la seconde tranche, un autre anneau réservé au froid, elle ne sera terminée qu'en 1993. Pourtant, assure M. Gandemer, les demandes d'utilisation affluent déjà, des constructeurs de tuiles soucieux de tester la résistance de leurs produits aux cyclones jusqu'à EDF, désireuse d'étudier la tenue des câbles haute tension au givre et à la neige. Coût de fonctionnement : 60 000 francs par jour, personnel compris. Mais certains emplois restent sans doute à inventer. « *Il s'agit avant tout d'un instrument de recherche, mais c'est aussi un outil dont l'existence seule créera immanquablement des besoins* », estime M. Gandemer. Les gens de cinéma ou de publicité pourraient ainsi être intéressés.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) *Le CSTB*, établissement public de l'Etat, dépend du ministère de l'équipement et du logement.

(2) Une autre, beaucoup plus petite, est exploitée par le Centre d'étude du bâtiment et des travaux publics.

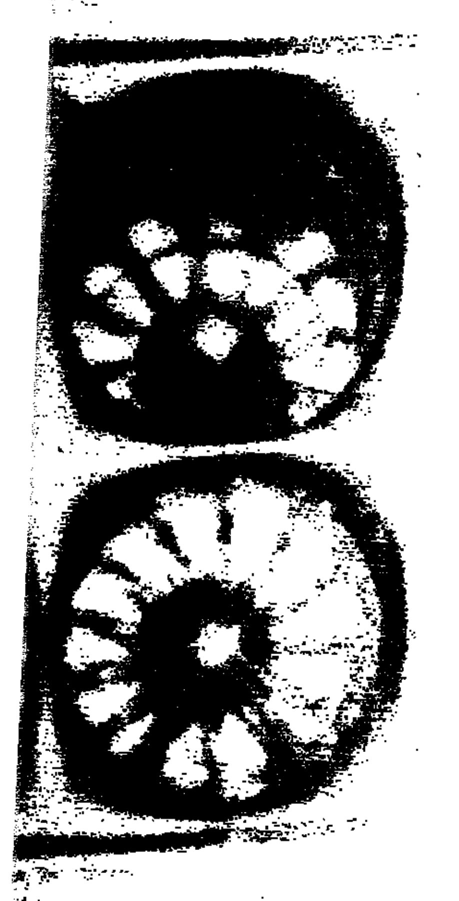
(3) 44 millions de francs (34,6 MF. de l'Etat, 2,7 MF. du conseil régional des pays de Loire, 2,7 MF. du conseil général de Loire-atlantique et 4 MF. du CSTB) pour la première tranche, 44 millions de francs (20 MF. de l'Etat, 20 MF. des collectivités territoriales et 4 MF. du CSTB) pour la seconde

ERRATUM. – Dans *le Monde* daté 11 juillet, nous avons écrit que le navire de forage léger *Nereis* actuellement à l'étude pourrait coûter 6 ou 7 millions de francs. Bien entendu, il s'agissait de 600 ou de 700 millions de francs.

les

Peigner la girafe

u temps



Avignon 90

CULTURE

de nos envoyés spéciaux

Les signes, les sons, les mots

Ils n'essaient pas d'imiter les subtils mouvements de poignets des danseurs orientaux. Ils « parlent », tout simplement. Dans leur langage des signes, ils disent « Festival d'Avignon ». Ce sont les acteurs sourds-muets de l'IVT, International Visual Theatre, venus du château de Vincennes, leur habituelle demeure, jusqu'à la chartreuse, où ils se sont associés avec la compagnie Beaux Quartiers pour jouer les Pierres, d'après Gertrud Stein. Ce qu'ils apportent au théâtre, leur grâce, leur intensité, seul Bob Wilson, dans son légendaire Regard du sourd, avait su le reconstituer. Le théâtre n'a pas toujours besoin de paroles prononcées. Znorko, jeune Polonais né à Tourcoing et qui travaille à Lyon, peuple ses images de sons insolites, de langages incompréhensibles, du mutisme de ceux qui n'osent pas dire. Elisabeth Wiener n'envisage pas de raconter sans musique ses histoires de femmes polyandres qui aiment bien les hommes, et les aiment au pluriel. Mais Avignon reste la ville de la parole, des débats, des colloques, des rencontres, du dialogue avec les hommes de théâtre européens qui viennent d'un Est sans rideau de fer, et cherchent comment survivre, comment vivre, comment se rééquilibrer.

C. G.

MARC ENGUERAND

Une énorme avidité de savoir

Des artistes de toutes les Europes se sont réunis pour parler du théâtre sans rideau de fer

Pendant trois jours, des artistes d'Europe centrale et orientale – le terme « Europe de l'Est » ne correspond plus à grand-chose – réunis par l'Académie expérimentale des théâtres, ont exposé leurs différentes situations, leurs difficultés, ont recherché de quelles manières ils pourraient coopérer avec leurs homologues occidentaux. Aucune décision définitive n'a été prise, là n'était pas le but de l'opération. Il s'agissait d'abord de se connaître, et pas seulement des deux côtés de l'ex-rideau de fer.

A Avignon, et après tout ce n'est pas étonnant, on a retrouvé les mêmes désirs et les mêmes revendications qu'à Berlin, au dernier Festival du cinéma, quand un colloque de même nature réunissait les cinéastes des mêmes pays. Les relations est-est sont à organiser autant que celles entre est et ouest. Avant les moyens financiers et techniques, ce qui manque le plus est l'information. A présent, les frontières sont des portes ouvertes, l'avidité de savoir est énorme. Pour la satisfaire, il faut d'abord prendre le temps d'écouter, et ce n'est pas le plus simple.

Des projets ont été proposés, comme des ateliers communs, des bureaux de traduction, des envois de matériel technique, des « semaines » consacrées à la lecture de pièces françaises à l'étranger, en Hongrie par exemple, sur le modèle de la Semaine du théâtre hongrois à Paris, qui s'est répétée à Avignon. Pour le reste, il faut attendre et voir, mais la question est : combien de temps les intellectuels et les artistes pourront-ils attendre ? Non qu'ils soient exagérément impatients, mais leur situation est précaire. D'une part, pratiquement partout la chute du rideau de fer a vidé les théâtres. D'autre part, le désarroi économique – plus ou moins accentué, mais général – ne favorise pas leurs activités. Enfin, bien qu'ils aient été parmi les premiers à lutter contre le totalitarisme, partout ou presque, ils ont formé une classe de privilégiés, qui pouvaient voyager, toucher des devises, acheter des voitures moins cher et sans attendre deux ans...

« Quoi faire et comment ? »

Ils étaient les favoris de gouvernements qui les tenaient en otage et dont, bon gré mal gré, ils servaient le prestige. Aujourd'hui ils font l'objet d'une chasse aux sorcières plus ou moins déclarée, plus ou moins acceptée, plus ou moins officielle. Mais de toute façon, elle existe et fait peur. Elle fait peur car elle accompagne les mouvements nationalistes, parfois fascisants, qui pour l'instant semblent plus actifs, plus forts, en tout cas plus bruyants que les élans démocratiques.

Chez les artistes, l'inquiétude est d'autant plus profonde que l'avenir n'est pas clair. « Quoi faire et comment ? », chacun se pose la question, à l'Est comme à l'Ouest, lui aussi complètement secoué par ce mur disparu. Et ce n'est qu'un début. Naturellement, une réunion d'hommes de théâtre ne peut pas se passer avec la sérénité que l'on pourrait attendre chez des scientifiques, mais toute dramatisation mise à part, on est bien obligé de constater une réalité qui ne porte pas à l'optimisme, tout au moins pour le futur immédiat.

On l'a ressenti nettement au cours de la rencontre organisée au Verger avec Gérard Desarthe – qui a fait part de son expérience, en Roumanie, le Printemps de la Liberté – et les participants au colloque, par *Libération* et Jean-Pierre Thibaudat. *« Nous avons cru que la vérité se trouvait entre l'Est et l'Ouest, et puis nous avons vu que ce milieu n'existe pas »*, a déclaré Ion Caramiscu, fameux acteur roumain. En Pologne, le niveau de vie a considérablement diminué, et les acteurs qui, après la proclamation de l'état de siège boycottaient la télévision, qui jouaient des *« spectacles bizarres baptisés répétitions pour échapper à la censure »*, se voient balayés par l'économie de marché qui produit un répertoire commercial. *« Pendant vingt ans, nous nous sommes battus pour sauvegarder une identité nationale et religieuse. A présent, nous entrons dans un monde nouveau, il nous faut trouver des solutions nouvelles »*.

Les solutions nouvelles ne semblent pas près, pour les Polonais, de passer par la laïcité. A quelques exceptions près pourtant – un Letton et un Ukrainien parlant russe mais furieusement nationalistes – les artistes ne sont évidemment pas chauvins. *« Mais si on veut se débarrasser d'un attachement exagéré à l'identité nationale, il faut d'abord la posséder, en faire l'expérience »*, a remarqué Milan Knazko, un Slovaque ayant vécu et étudié en France. Ce qui, tout en reconnaissant les préoccupations communes de tous les Européens, lui permet de cerner le décalage à combler entre l'Est et l'Ouest : *« Nous sommes en train d'apprendre le premier acte de la pièce, et vous en êtes déjà au troisième »*.

Plus libres, moins indépendants

Le témoignage le plus émouvant et sans doute le plus dur a été celui d'Eva Walch, dramaturge au Deutsches Theater de Berlin-Est, car si les autres pays renaissent, le sien aura cessé d'exister à la fin de l'année. *« Dans le premier traité entre les deux Allemagnes, les arts ont tout simplement été oubliés. Les subventions ont diminué, mais les théâtres ont continué leur travail. Ils sont à moitié vides, les gens voyagent le plus loin possible, ce qu'ils ne pouvaient pas faire. A Berlin, la situation est meilleure, parce que ceux de la partie Ouest font preuve d'une grande curiosité à notre égard et c'est une expérience nouvelle pour les comédiens de jouer devant des publics mélangés.*

» Nous devons répondre à deux questions : d'abord, comment survivre financièrement ? Nous avons appris ce qu'est le chômage. Nous ne savons pas d'où viendront les publics et comment ils pourront payer. Ensuite, quelles sont nos chances de survie artistique ? Nous voulons rester des troubl-fêtes. Nous n'avons pas réussi à construire un théâtre de la classe ouvrière, mais nous avions réussi à avoir des publics appartenant à cette classe. Il nous faut maintenir la tradition d'un répertoire socialement impliqué, politique au sens large. Il nous faut garder la précieuse complicité que la censure avait établie entre acteurs et spectateurs. L'Ouest a beaucoup envié notre art de slalomer entre les mots pour la contourner. Nous avons certes davantage de liberté, et moins d'indépendance ».

Anna Lucas a parlé de la Hongrie *« qui a avancé plus tôt et avance plus lentement »*. Jovan Cirilov, directeur artistique d'un théâtre national à Belgrade et du festival international BITEF, et qui, aujourd'hui, est en butte à des attaques de groupes ouvertement fascistes, s'est déclaré *« désolé que le maréchal Tito n'ait pas emprisonné les intellectuels et créé des martyrs. Il a accordé une totale liberté à la culture. On pouvait tout dire sauf le critiquer en personne... Je citerais les dernières répliques d'une paraphrase moderne des Bas-Fonds qui met en scène des petits trafiquants de toutes nationalités :* « Ceausescu est mort, Dracula n'est plus », *dit le Roumain. Et le Tchèque répond :* « Qui nous rendra ces quarante ans ? » *C'est la dernière phrase de la pièce »*.

COLETTE GODARD

Le fossé des cultures

Elisabeth Wiener et Ayse Emel Mesci donnent deux versions « off » de la guerre des sexes

Que veulent les femmes? *« Un homme, un seul »*, dit Zehra l'Anatolienne dans *l'Offrande* de Güngör Almen. *« Un homme ou plusieurs »*, clament avec plus d'appétit les héroïnes de *No Woman's Land*, Elisabeth Wiener et ses amies. A ce semi-consensus près, et malgré le melting-pot culturel du festival «off», les femmes d'Orient et d'Occident ne sont pas à la veille de se comprendre.

L'Offrande est le deuxième spectacle présenté en Avignon par le groupe turc Halk Oyunculari. L'année dernière, ces exilés politiques, réfugiés à Stockholm après le coup d'Etat de 1980, jouaient dans leur langue *l'Epopée de Mustafa Suphi*. Depuis, le groupe s'est installé à Paris. Il reprend en français une œuvre qu'il avait montée en Suède. Avec un peu plus de souffle, cette pièce contemporaine pourrait être une *Médée* moyen-orientale. Elle raconte les tribulations d'une paysanne anatolienne qui, sur le point de voir entrer au foyer la seconde épouse de son seigneur et maître, préfère s'immoler avec ses enfants. Le rôle principal est tenu par la directrice de la troupe, Ayse Emel Mesci, à la fois comédienne, chorégraphe et metteur en scène, qui a rattaché cette tragédie moderne aux racines de son pays.

Une messe chamanique qu'on nous assure *« authentique »* ouvre le prologue, et des danses rituelles s'opposent, tout au long du spectacle, aux rocks douteux de citadins fascinés par la soupe culturelle de l'Ouest. La critique de l'occidentalisation des Turcs s'ajoute ainsi à la réflexion sur les méfaits de la polygamie. Chaque type de société engendre ses tares: l'obscurantisme ou l'asservissement aux modes médiatiques. Ce propos est estimable. En revanche, la qualité artistique du spectacle laisse à désirer. Bien qu'Ayse Emel Mesci ait travaillé avec Yilmaz Güney, Peter Stein, Mikis Teodorakis et Dario Fo, son syncrétisme culturel s'appuie sur une pratique de théâtre amateur. Seule la partie folklorique du spectacle – les danses et chants anatoliens – est acceptable. Et la chaleur d'étuve de la Luna, nouveau lieu de spectacle associatif près des remparts, n'arrange rien.

Au Cinévox, heureusement, il fait frais, et les « 7 machine » du groupe Wiener (référence pieuse au *Sex Machine* du chanteur noir James Brown) crépitent de talent. Les anciennes combattantes du féminisme doivent se tenir à l'écart du spectacle si elles veulent éviter le coup de sang. Le héros de ce «music-hall fiction», c'est l'Homme, avec majuscule ou même sans : l'Homme remémoré, regretté, mythifié, éperdument revendiqué par sept nonnes exilées dans un couvent cosmique par un dieu mal inspiré.

La fable édifiante imaginée par l'explosive Elisabeth Wiener lui a permis de donner libre cours à son tempérament. Elle s'amuse comme une folle à parodier toutes sortes de musiques, du rock et du rap au chant baroque, en passant par quelque bourrée bien de chez nous (à chacune son folklore). Musicalement, cette traversée des styles est un bonheur; d'autant qu'il y a là des comédiennes-chanteuses de premier ordre, outre Elisabeth Wiener elle-même, comme Martine Irzenski. Erotiquement, ce n'est pas mal non plus car ces femmes sont superbes et leurs vêtures, conçues par Fiona Bourega, pas moins suggestives (en plus subtil dans le délire) que celles de Madonna.

Le seul point faible du spectacle est la construction dramatique. Un enchaînement de lyrics ne suffit pas à faire une comédie musicale, et la fin de *No Woman's Land* patine un peu en dépit (ou à cause?) du recrutement de quelques messieurs de la salle. A cela près, ces sept «bombes» tonifient le spectateur le plus épuisé. Avec elles, la femme occidentale – monogame ou non – a encore un bel avenir.

BERNADETTE BOST

▶ La Luna, jusqu'au 4 août, à 18 h 30. Et Cinévox, jusqu'au 1er août à 20 h 30.

□ **Les projets musicaux du Festival pour 1991 et 1992.** – Les sessions d'initiation à la théorie et à l'interprétation de la musique du Centre Acanthes seront dédiées au compositeur américain Eliott Carter. Le Festival d'Avignon présentera un opéra, commandé au Français Philippe Hersant, sur un livret de l'Allemand Heiner Muller, et le film muet de Pierre Merindon *Salambo* (1925), accompagné par la partition de Florent Schmitt. Le compositeur marocain Ahmed Essiad, en résidence pour deux ans au Centre de rencontres de la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, qui fonctionne toute l'année, sera rejoint en septembre par des jeunes compositeurs de Suisse, Italie, Espagne et France afin de composer de courts opéras d'une demi-heure.

Pavane pour une illusion défunte

« La Cité Cornu » : un terrain vague dans une ville que Znorko a reconstruite dans sa mémoire

Une cabane de planches entre deux voies ferrées. La gardienne du passage à niveau, une Soviétique, soliloque à voix haute dans sa langue. De temps à autre, un mot français émerge : *« Tourcoing »*, *« Dunkerque »*, c'est incongru, c'est comme une mini-explosion, une mini-étincelle, un clin d'œil aussi, et le public éclate de rire. Enorme succès du mot *« Kronenbourg »*. Puis la scène est jetée dans le noir.

Dans le noir, nous allons être soumis à un lavage de cerveau acoustique d'une incroyable violence, et prolongé. Jamais dû subir encore pareil bombardement de décibels dans une enceinte de théâtre. Hurlements de trains, d'avions, sirènes, bombes, foudres : tout y passe. Comme s'il s'agissait d'anéantir tout son naturel, toute parole, toute langue vivante ou morte, à commencer par le russe que vient de marmonner la gardienne du passage à niveau. Mais ce sont toutes les bouches qui, ainsi assourdies, ne pourront que rester closes, dorénavant. Nous allons avoir droit à un théâtre muet. A peine saisirons-nous, de temps à autre, au vol, une miette d'un mot italien, français... Et encore...

C'est donc quelque chose comme une pantomime, du théâtre de gestes, que cette pièce, *la Cité Cornu*, de Wladyslaw Znorko, Polonais né il y a trente ans à Roubaix. Une pantomime expressionniste, violente, rythmée, aussi onirique et sarcastique que celles de son compatriote Kantor, et qui, comme chez lui, envoie des coups de patte aux deux têtes de Turc des poètes polonais, l'Eglise et l'armée (alors que jamais, dans les films, ces deux jambes du fatum polonais ne sont touchées, grands publics obligent).

La Cité Cornu est un délire de gestes, de danses, de bricolages électriques et mécaniques divers, d'une rare richesse d'imagination. Huit comédiens – dont le personnage de Pinocchio, un soldat bleu horizon, une première communiante, des vagabonds non identifiés – si vifs et caméléons qu'ils figurent tout un monde.

Espérances éteintes

Un monde, semble-t-il, de pénurie, d'inexistence, sans vraie mémoire, sans avenir palpable non plus. Papillotements dérisoires d'ampoules électriques alimentées par une manivelle de fortune que tourne un clown squelettique, nu, que des passants ont jeté dans une mare boueuse. Mains ouvertes, tendues, d'une handicapée qui voudrait se faire embrasser, serrer, par les inconnus qui passent. Energumènes patibulaires sautant d'un wagon de marchandises, qui improvisent sur le talus des pavanes d'espérances éteintes – *s'agit-il d'un lointain rappel des trains de déportation?*

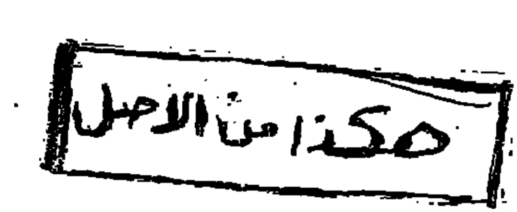
Il est regrettable que cette pièce soit si longue, car des fantasmagories, des inventions entières de cette nature excèdent les facultés aussi bien du créateur que du spectateur. Il y a un moment où ces fantômes déchaînés s'endorment sur les rails du chemin de fer, et ce serait assez. Mais non, ils se réveillent dans un point du jour glacial, et la ribouldingue reprend, et le charme a cessé, même s'il y a là, encore, des idées de *cartoons* pas bêtes, comme ce fantassin qui court à travers champs, à la recherche d'un bon coin pour le monument aux morts dont il coltine le socle.

Spectacle si étrange, si étranger, si surprenant, qu'il faut presque se pincer sauvagement l'oreille, le bras, pour admettre que les comédiens qui sont là devant nous sur les planches sont français : Bruno Boëglin, Patrice Goubier, Jean-Pierre Hollebecq, Elisabeth Legillon, Jacques Pabst, Florence Masure, Sylvie Bronsart. Il fallait les citer tous, car ils sont tous remarquables d'énergie spirituelle, de drôlerie gymnastique, de métamorphose. Seule étrangère est la gardienne du passage à niveau, l'actrice soviétique Irina Vavilova, mais avant le baisser du rideau elle ôte sa tenue des chemins de fer polonais, elle remet son fichu russe, son gros pardessus russe, et elle s'en va écœurée, à pied, en direction, semble-t-il, de Dniepropetrovsk ou de Marioupol, bleds peut-être plus sommaires encore, mais moins tordus.

Le décor de Wladyslaw Znorko, Chares Ageorges et Marius Faucher, un espace perdu d'une gare de triage, imite bien la vie.

MICHEL COURNOT

▶ Salle Benoît-XII, à 21 h 30. Jusqu'au 30 juillet.



CULTURE

MUSIQUES

Sur la tombe du Croisé inconnu

A Montpellier Martine Dupuy et Rockwell Blake réveillent un opéra italien de Meyerbeer

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

René Koering, directeur du Festival de Radio-France et de Montpellier, s'est fait une spécialité d'exhumer des œuvres depuis longtemps endormies. Sa pêche est parfois fructueuse, comme la semaine dernière avec le *Montezuma*, opéra anticolonialiste de Frédéric II, mis en musique par Carl-Heinrich Graun, émule de Haendel.

Mais, dans les bras morts de l'histoire musicale, on trouve aussi de vieilles godasses : ainsi *Il Crociato in Egitto* (le Croisé en Egypte), opéra italien du jeune Meyerbeer, joué en 1824 à la Fenice de Venise, avant que « Giacomo » ne vienne à Paris « recréer » l'opéra français *(lire l'article de Gérard Condé dans* le Monde radio-télévision *du 15 juillet)*.

C'est vraiment le degré zéro du bel canto, où le compositeur de trente-deux ans montre de façon éclatante son habileté de bon faiseur de notes et son absence d'originalité. Décalque besogneux des pyrotechnies rossiniennes, aride, hargneux, sans le moindre feu intérieur, ornementation délirante qui hâche menu la moindre ligne mélodique, platitude et monotonie rythmique, modulations rares ou rudimentaires, orchestrations bravaches ou d'une suavité écœurante, pour ne rien dire du livret aux rebondissements imbéciles, agencés pour redonner quelque prétexte à de nouveaux airs d'amour ou de vengeance.

Le public de la cour Jacques-Cœur n'en avait cure (comme ont pu en juger les auditeurs de France-Musique restés à l'écoute jusqu'à 1 h 30, vendredi 20 juillet), n'ayant heureusement d'oreilles que pour les voix exceptionnelles réunies par René Koering.

D'abord la fantastique Martine Dupuy dans le rôle d'Armando (composé pour un castrat, le dernier, Velluti). Il faut un appétit d'ogresse pour soutenir cette terrifiante succession d'airs d'une virtuosité aussi acrobatique que creuse, et Martine Dupuy y joint la générosité de son mezzo admirablement étoffé, et un don d'elle-même d'une intensité prodigieuse.

Rockwell Blake n'est pas moins fabuleux en Adriano (grand-maître des chevaliers de Rhodes), ténor au timbre radieux, alliant puissance et distinction, vélocité transcendante et décontraction, jusque dans la voix de tête d'une rondeur et d'une chaleur rares.

Ils étaient fort bien entourés par Michele Pertusi (le Sultan), Caterina Calvi (Felicia) et surtout la soprano Denia Mazzola (Palmide, femme d'Armando), bien que la violence des exercices casse-voix de Meyerbeer mette cette dernière en grand péril. Le jeu en valait-il la chandelle ?

Le chef italien Massimo De Bernart a déployé une fougue spectaculaire et une foi qui se voulait contagieuse en cette résurrection, mais l'Orchestre philharmonique de Montpellier n'a pas semblé toujours en sécurité dans cette œuvre inconnue qu'il n'a pas eu le temps d'assimiler.

JACQUES LONCHAMPT

▶ Prochaines « découvertes » de René Koering présentées au Festival de Montpellier : la version originale d'*Ariane à Naxos*, de Strauss, précédée de la musique de scène du *Bourgeois gentilhomme*, le 28 juillet ; *Bérénice*, d'Albéric Magnard, le 30 juillet ; l'*Ebreo* (1855), de Giuseppe Apolloni, le 31 juillet.

Bassin blues

A Andernos-les-Bains, Stan Getz et Astrud Gilberto se croisent sur la même scène

ANDERNOS-LES-BAINS

de notre envoyée spéciale

Et la rencontre n'eut pas lieu. Ni la curiosité avisée des trois mille cinq cents spectateurs de la soirée de clôture du 19e Festival de jazz d'Andernos, dimanche 22 juillet, ni les efforts des organisateurs n'y suffirent. Stan Getz évita Astrud Gilberto que les hasards de l'été avaient placé sur sa route pour la première fois depuis presque vingt ans. Ils se faisaient la tête, lui pour ne pas revenir en arrière, elle pour tenter encore une fois de voler de ses propres ailes. Un succès commun, dès lors qu'il franchit la barre du mythe (l'album Getz-Gilberto, 1963), n'écorne-t-il pas les carrières les plus brillantes?

Au hasard toujours (la grève d'Air Inter) on devait l'ordre inversé de la programmation. Il permit de déguster en première partie, sous les pins, un Stan Getz tout entier dévoué à sa musique et au saxophone. Astrud Gilberto et son sextet fit pâle figure.

Mais Andernos ne prit guère ombrage de ce rendez-vous manqué. La traditionnelle fête de l'huître battait son plein dans le port ostréicole tout proche. Aussi blanche que son prestigieux vis-à-vis, Arcachon, la petite ville de fond de bassin avait sombré la veille dans l'exotisme et dansé avec les Touré Kunda jusqu'à plus soif. L'avant-veille, elle avait fredonné avec Paolo Conte, chic, linéaire et créatif une fois pour toutes. Le jazz avait régné sur les premières parties, avec brio (Aldo Romano trio avec Henri Texier et Louis Sclavis, puis Eddy Louiss). Car il faut bien, à Andernos, comme ailleurs, mettre des noms en avant, faute de quoi le public – souvent local, on l'oublie trop – déserte les chapiteaux. Il faut, dès lors, puiser dans la manne des tournées d'été au risque d'y perdre son originalité. Patrick Duval, l'organisateur, a un souvenir cuisant de l'édition 1989, où des noms aussi connus des amateurs de jazz que Michel Petrucciani n'attirèrent pas plus de deux mille personnes en trois jours (environ 7 500 cette année), au grand dam de M. Pérusat, maire (RPR) d'Andernos-les-Bains, et du conseil général (PS) de la Gironde, principaux bailleurs de fonds.

Depuis quatre ans, le Festival d'Andernos, créé en 1971 par des amateurs à l'esprit très « hot club », et après quelques avatars financiers, a rejoint les rangs de l'Eté girondin, vague culturelle estivale qui prend son élan avec le jazz à Cussac, en juillet, pour s'éteindre à Blaye, fin août, par du théâtre. En tout, cinq festivals, un budget de 10 millions de francs, une vingtaine de spectacles et concerts. Ainsi, la commune de Biganos se transformera, du 26 au 28 juillet, en « Golf Drouot girondin » en accueillant les meilleurs espoirs du rock de la région.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

▶ Stan Getz sera à Antibes – Juan-les-Pins le 25 juillet.

▶ Prochain Festival de l'été girondin : le très original Uzeste Musical, dédié cette année à Dexter Gordon et mené par la Compagnie Lubat, du 16 au 19 août.



CARNET DU Monde

Naissances

Elsa

a la joie d'annoncer la naissance de

Charlotte,

le 18 juillet 1990.

Françoise et Pascal VOEGELEIN,

19, avenue de Frileuse,
91940 Gometz-le-Châtel.

– *Robert* **STÉPHANE**
et
Janine MAYERES

ont le très grand bonheur d'annoncer la naissance de

Julie,

le 3 juillet 1990.

48, boulevard Piercot,
Liège (Belgique).

– **Hélène et Guillaume TOURNIER**
ont la joie d'annoncer la naissance de

Louis,

le 14 juillet 1990, à Paris.

53, rue Pigalle,
75009 Paris.

– Nous sommes heureux d'annoncer la naissance de

Perle,

à Paris, le 16 juillet 1990.

Claude-Agnès REYNAUD,
Zoé et Thierry VAN DE WYNGAERT.

25, boulevard Arago,
75013 Paris.

Décès

– Mme Grégoria Carasco,
son épouse,
Raymonde, Marie-José, Monique, Alain Carasco,
ses enfants,
Les familles Hebraud, Dutheil,
ont la douleur de faire part du décès de

Julien CARASCO,
auteur du *Livre de Julien*,
personnage central
des films de Raymonde Carasco :
Julien, Portrait d'un voyant,
Julien, Les rayons jaunes.

survenu le 13 juillet 1990, à Carcassonne.

630, chemin de la Delvèze,
11620 Villemoustaussou.

– *Paris - Nérac - Fabrègues.*

Mme Chaland Beaumenay-Joannet,
Mme François Chaland,
M. et Mme Jean-Marie Chaland,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Pierre Beaumenay-Joannet,
ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Yves CHALAND,

à trente-trois ans,

et de sa fille

Samantha,

âgée de cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée *le 27 juillet 1990, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Gare*, place Jeanne-d'Arc, 75013 Paris.

L'incinération aura lieu dans l'intimité familiale.

Prière de n'envoyer ni fleurs ni couronnes.

– Mathilde Corrales,
son épouse,
Marie-Louise et Stéphane Vignes,
Isabelle Corrales,
ses enfants,
ont la douleur d'informer du décès de

Don José CORRALES EGEA,
écrivain,
ancien maître-assistant
à l'UER d'espagnol
(université Paris-III),

survenu à Madrid, le 27 juin 1990.

29/4, rue Gallieni,
92240 Malakoff.

– Mme Décisier,
Sa famille,
ont part du décès de

Maurice DÉCISIER,
administrateur en chef de la FOM,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
officier dans l'ordre du Mérite,

survenu le 21 juillet 1990, à Annecy.

– Gérard Dahan,
président-directeur général,
Les administrateurs,
Et tous ses collègues des sociétés Act Systèmes et Act Informatique,
ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

***Mme* Miganouche Victoria DÉRIAN,**

survenu dans sa trente-sixième année, le 17 juillet 1990, à Paris.

– Mme Raymonde Dolisy,
M. et Mme Jacques Fournier,
M. et Mme Thierry Bonnetaud,
M. et Mme Luc Dolisy,
M. et Mme Denis Fournier,
MM. Gilles et Pascal Fournier,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Ida FOURNIER,
née Rudmann,

survenu le 17 juillet 1990, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Les obsèques ont eu *lieu dans l'intimité le 19 juillet, en l'église Sainte-Thérèse de Boulogne-sur-Seine.*

– Dominique Chatillon,
président de l'Association française des banques,
Et les membres du conseil
ont le regret de faire part du décès, survenu le 15 juillet 1990, de

M. André GRAVEREAU,
officier de la Légion d'honneur,
ancien trésorier
de l'Association française des banques.

18, rue La Fayette,
75009 Paris.

– *Marie-Agnès Dott-de-Greef,*
Eléonore de Greef,
Renaud de Greef,
Gilda Boin,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part de la mort de

Roland de GREEF,
marin et photographe.

Une cérémonie religieuse nous réunira ultérieurement en l'église de la Trinité, Paris-9e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15 bis, rue Moncey,
75009 Paris.

– Sa famille
a le chagrin de faire part du décès de

M. Georges LONGUEVILLE,

survenu en Normandie, le 21 juillet 1990, dans sa soixante-quatorzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Marie des Batignolles, 77, place du Docteur-Félix-Lobligeois, à Paris-17e, le vendredi 27 juillet, à 14 heures, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière des Batignolles, dans le caveau de famille.

11, rue Brochant,
75017 Paris.
11, rue Servandoni,
75006 Paris.
26, quai du Quatre-Septembre,
92100 Boulogne-Billancourt.

– Mme Dorothée Mantel,
son épouse,
a la douleur de faire part du décès de

Feliks MANTEL,
socialiste,
ancien ministre,
ambassadeur,
député de Pologne,
docteur en droit,
conférencier de l'université PUNO,
homme de lettres,
ancien prisonnier du goulag,

à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, survenu le 13 juillet 1990.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– La famille,
Et les amis de

M. Sacha PITOËFF,
commandeur des Arts et Lettres,

ont la douleur de faire part de son décès, survenu le 21 juillet 1990, à Paris.

Priez pour lui.

Le service religieux sera célébré le jeudi 26 juillet, à 10 h 30, en l'église orthodoxe, 12, rue Daru, Paris-8e.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Thiais, dans la sépulture de famille.

114, boulevard Arago,
75014 Paris.

(Le Monde du 24 juillet.)

– Les Pères maristes,
Mme Philippe Sénéclauze,
Mme Georges Sénéclauze,
Le Père Jean Sénéclauze, mariste,
M. et Mme Albert Duplay,
M. et Mme Régis Sénéclauze,
Mlle Marie-Thérèse Sénéclauze,
Les familles Blanc de Viviés, Sénéclauze et Duplay,
Ses neveux,
invitent ses nombreux amis à rencontrer Dieu à la cérémonie eucharistique du

Père Joseph SÉNÉCLAUZE,

décédé le 22 juillet 1990.

La célébration eucharistique aura lieu en l'église Sainte-Bernadette-du-Banlay, à Nevers, ce mardi 24 juillet, à 16 heures.

13, rue de l'Oratoire,
58000 Nevers.

– Savasse.

M. et Mme Jacques Sixtus
et Isabelle,
La comtesse François de Geoffre de Chabrignac,
Toute la famille,
Parents, alliés
Et amis,
ont la grande douleur de faire part du décès accidentel, survenu le 22 juillet 1990, de

Benoit Charles SIXTUS,

à l'âge de trente et un ans.

Ses obsèques religieuses ont eu lieu le mardi 24 juillet, en l'église de Savasse (Drôme).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

– *Soings-en-Sologne.*

M. Paul Vitali et sa famille remercient avec émotion toutes les personnes ayant assisté aux obsèques de

Mariette
VITALI-BRACONNIER,

et toutes celles qui, par leurs messages lointains, ont manifesté leur sympathie.

Anniversaires

– Il y a trois ans, le 25 juillet 1987,

Jean DELBÈQUE,
président de tribunal administratif,

entrait dans la paix du Seigneur.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

– Il y a dix ans, le 25 juillet 1980,

Olivier DURRLEMAN

nous quittait.

Ceux qui l'ont connu et aimé pourront penser plus particulièrement *à lui.*

– Pour le premier anniversaire de la mort de

François PIGEAUD,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

– **Simone POGU-ROCOULE**

nous a quittés le 21 juillet 1988.

« De mémoire
Elle brille encore
Comme un bateau à quai. »
Marcelin Pleynet.

Services religieux

– Mme Fanny Cassorla,
José et Glynn Cassorla,
Danielle Cassorla,
demandent à leurs amis de s'unir dans la prière du mois qui suit le décès du

rabbin Maurice CASSORLA,

survenu le 24 juin 1990.

22, rue Pinsker,
Jérusalem (Israël).

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques .... 87 F
Abonnés et actionnaires .. 77 F
Communicat. diverses ..... 90 F

PRESSE

Successeur de l'ancienne ACP

ACP-Communication va reprendre ses activités à l'automne

L'Agence centrale de presse (ACP), mise en liquidation judiciaire le 29 mars, va diffuser à nouveau ses informations à l'automne. Une ordonnance du juge-commissaire s'occupant du dossier de l'agence vient en effet d'entériner le plan de reprise présenté en juin par MM. René Tendron, gérant du groupe Tel-Presse, Charles-Emile Loo, PDG de la Socoma et maire du cinquième arrondissement de Marseille et Robert Maxwell, ancien actionnaire majoritaire de l'ACP.

Le groupe d'informations économiques, financières et boursières Tel-Presse contrôlera 51 % de la nouvelle agence, les deux autres actionnaires 34 % et 15 % (*le Monde* du 15 juin). La nouvelle agence, baptisée ACP-Communication, dont le siège social sera à Marseille et le siège de la rédaction et de l'administration à Paris, proposera à ses *« clients présents et potentiels un fil général d'informations, un fil économique composé de rendez-vous d'informations, synthèses, enquêtes, interviews, articles magazines, ainsi que des articles clef en main »*. ACP-Communication pourrait réembaucher vingt des soixante-dix journalistes de l'ancienne ACP.

AGENDA

CINÉMA

Programmes du mercredi 25 au mardi 31 juillet

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI

La Nuit du treize (1921), d'Henri Fescourt, 16 h ; Cinéma d'horreur et d'angoisse : Dracula prince des ténèbres (1965), de Terence Fisher, 19 h ; Cinéma d'horreur et d'angoisse : Evil Dead (1982), de Samuel Raimi, 21 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI

Le Cinéma des pays nordiques : la Semaine bleue (1954, v.o. s.t.f.), de Matti Kassila, 14 h 30 ; les Epoux (1955, v.o. s.t. anglais -traduction simultanée), d'Anders Henriksson, 17 h 30 ; le Quartier du corbeau (1963, v.o. s.t.f.), de Bo Widerbreg, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

(40-26-34-30)

MERCREDI

Si vous avez manqué le début : les Métiers de Paris : les Concierges au tricot (1966) de Luc Favory, l'Impossible Monsieur Pipelet (1955) d'André Hunebelle, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 16 h 30 ; Au-delà du périph' : Aubervilliers (1945) de E. Lotar, le Jour se lève (1939) de Marcel Carné, 18 h 30 ; Montparnasse 1919-1989 : Sous la coupole (1985) de M.-A. Poyet, les Clowns de Dieu (1986) de Jean Schmidt, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AFFAIRES PRIVÉES (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8• (45-63-16-16).

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Reflet Logos I, 5• (43-54-42-34).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8• (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95).

ALWAYS (A., v.f.) : Miramar, 14• (43-20-89-52).

L'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6• (46-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6• (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6• (45-74-94-94) ; La Pagode, 7• (47-05-12-15) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81) ; Escurial, 13• (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5• (43-37-57-47).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

BEST OF THE BEST (A., v.o.) : George V, 8• (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31).

BLACK RAINBOW (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8• (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2• (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11• (43-57-51-55) ; Denfert, 14• (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15• (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11• (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15• (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6• (45-44-57-34) ; George V, 8• (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6• (46-33-97-77).

CONTRE-ENQUÊTE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6• (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6• (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8• (45-62-20-40) ; Mistral, 14• (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17• (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; UGC Convention, 15• (45-74-93-40).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5• (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8• (45-74-93-50).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6• (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8• (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Mistral, 14• (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17• (40-68-00-16) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

DÉLIT D'INNOCENCE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8• (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Miramar, 14• (43-20-89-52) ; UGC Convention, 15• (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14• (45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

EINSTEIN JUNIOR (Austr., v.o.) : George V, 8• (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9• (47-70-10-41).

EXTRÊMES LIMITES (A., v.f.) : La Géode, 19• (46-42-13-13).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5• (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5• (43-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8• (43-59-36-14).

HISTOIRE DE GAR,ONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latina, 4• (42-78-47-86) ; Utopia Champollion, 5• (43-26-84-65).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8• (45-62-41-46).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

JE T'AIME A TE TUER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8• (45-63-16-16).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83) ; Bretagne, 6• (42-22-57-97) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50).

> **Nous publions désormais le *mardi* les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du *mercredi*.**
> **Les commentaires concernant les *films nouveaux* ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).**

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Utopia Champollion, 5• (43-26-84-65) ; Studio 28, 18• (46-06-36-07).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82) ; Denfert, 14• (43-21-41-01).

MANIAC COP 2 (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8• (45-74-93-50) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18• (45-22-47-94).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5• (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5• (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6• (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8• (43-59-04-67) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15• (45-44-25-02) ; v.f. : UGC Opéra, 9• (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18• (45-22-46-01).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82) ; Les Trois Balzac, 8• (45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15• (45-44-25-02).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6• (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5• (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15• (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; Miramar, 14• (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27).

LES NOCES DE PAPIER (Can.) : La Pagode, 7• (47-05-12-15).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis., v.o.) : Studio 28, 18• (46-06-36-07) ; Elysées Lincoln, 8• (43-59-36-14).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8• (45-63-16-16) ; UGC Maillot, 17• (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8• (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31) ; Les Nation, 12• (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Mistral, 14• (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15• (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

LES P'TITS VÉLOS (It., v.o.) : Latina, 4• (42-78-47-86).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

LE PROVINCIAL (Fr.) : UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8• (43-59-36-14).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50).

LE RETOUR DE FLESH GORDON (*) (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10• (47-70-21-71).

RETOUR VERS LE FUTUR 3• PARTIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6• (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6• (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8• (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15• (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17• (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; Bretagne, 6• (42-22-57-97) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8• (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31) ; Les Nation, 12• (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18• (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

COUPABLE RESSEMBLANCE. Film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6• (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8• (43-59-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9• (47-70-33-88) ; Les Nation, 12• (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13• (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASET. Film franco-algérien de Mahmoud Zemmouri, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Elysées, 8• (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40).

DOUBLE JEU. Film américain de Sondra Locke, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6• (42-25-10-30) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9• (47-70-33-88) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14• (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

MEURTRES EN NOCTURNE. Film américain de Peter Masterson, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2• (47-42-72-52) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18• (45-22-47-94).

LA NURSE. (*) Film américain de William Friedkin, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Mistral, 14• (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15• (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18• (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

UN ANGE DE TROP. Film américain de James D. Parriott, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; v.f. : Les Montparnos, 14• (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27).

VOYAGEURS SANS PERMIS. Film américain d'Andrei Konchalovski, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6• (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8• (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8• (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9• (47-70-33-88) ; Les Nation, 12• (43-43-04-67) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86) ; Mistral, 14• (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01).

RÊVES (Jap., v.o.) : Pathé Impérial, 2• (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) ; v.f. : Les Montparnos, 14• (43-27-52-37).

LA SERVANTE ÉCARLATE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6• (42-25-10-30).

SIDEWALK STORIES (A.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

SUPERSTAR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14• (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6• (45-44-57-34).

THE KING OF NEW YORK (**) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6• (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8• (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9• (47-70-33-88) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5• (43-54-15-04) ; Grand Pavois, 15• (45-54-46-85).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5• (43-37-57-47).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8• (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9• (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13• (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06) ; Pathé Wepler, 18• (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

TU MI TURBI (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40).

TUMULTES (Fr.-Bel.) : Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Latina, 4• (42-78-47-86) ; UGC Rotonde, 6• (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8• (45-74-93-50).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Reflet Logos I, 5• (43-54-42-34).

LES SÉANCES SPÉCIALES

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15• (45-54-46-85) 21 h 30.

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.o.) : Grand Pavois, 15• (45-54-46-85) 21 h 30.

BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71) 14 h.

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) 15 h 15.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71) 20 h.

CHASSEUR BLANC, CUR NOIR (A., v.o.) : Denfert, 14• (43-21-41-01) 18 h.

COUP DE CUR (A., v.o.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71) 18 h.

CRUISING (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) 11 h 35.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5• (43-26-19-09) 20 h.

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) 18 h 30.

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) 13 h 40

ELEMENT OF CRIME (Dan., v.o.) : Studio des Ursulines, 5• (43-26-19-09) 18 h.

L'EVANGILE SELON SAINT MATTHIEU (It., v.o.) : Accatone, 5• (46-33-86-86) 17 h 30.

LA FEMME FLAMBÉE (**) (All., v.o.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71) 22 h 30.

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5• (43-26-19-09) 14 h 15.

HOTEL DU NORD (Fr.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) 21 h.

JÉSUS DE MONTRÉAL (Can.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) 11 h 40.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6• (46-33-97-77) 12 h.

LADYHAWKE LA FEMME DE LA NUIT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15• (45-54-46-85) 19 h 30.

LOLITA (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11• (48-05-51-33) 21 h 10.

MARY POPPINS (A., v.f.) : Denfert, 14• (43-21-41-01) 15 h 30.

MAURICE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) 11 h.

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) 15 h 15.

MILOU EN MAI (Fr.) : Denfert, 14• (43-21-41-01) 19 h 50.

LE MIROIR (Sov., v.o.) : Républic Cinémas, 11• (48-05-51-33) 17 h 20.

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15• (45-54-46-85) 17 h 20.

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5• (43-26-19-09) 22 h 15.

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) 11 h.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15• (45-54-46-85) 15 h 45.

POURQUOI BODHI-DHARMA EST-IL PARTI VERS L'ORIENT ? (coréen, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) 13 h 40, 16 h 15, 19 h 15.

LE PROCÈS (Fr., v.o.) : Reflet Logos II, 5• (43-54-42-34) 12 h 10.

RASHOMON (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) 18 h 45.

ROGER ET MOI (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11• (48-05-51-33) 19 h 20.

SEPTEMBER (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5• (43-54-42-34) 12 h 05.

STAND BY ME (A., v.o.) : Grand Pavois, 15• (45-54-46-85) 17 h.

TAMPOPO (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) 11 h 10.

TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) 17 h.

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand Pavois, 15• (45-54-46-85) 13 h 45.

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68) 17 h.

LA VILLE DORÉE (All., v.o.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71) 16 h.

WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Grand Pavois, 15• (45-54-46-85) 19 h.

WITHNAIL AND I (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) 11 h 15.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 25 JUILLET

« L'architecture nouvelle du quartier Montparnasse, du siège du journal *le Monde* à la place de Catalogne, de Bofill », 14 h 30, métro Falguière (P.-Y. Jaslet).

« Des Buttes-Chaumont au bassin de La Villette », 14 h 30, métro Botzaris (Paris pittoresque et insolite).

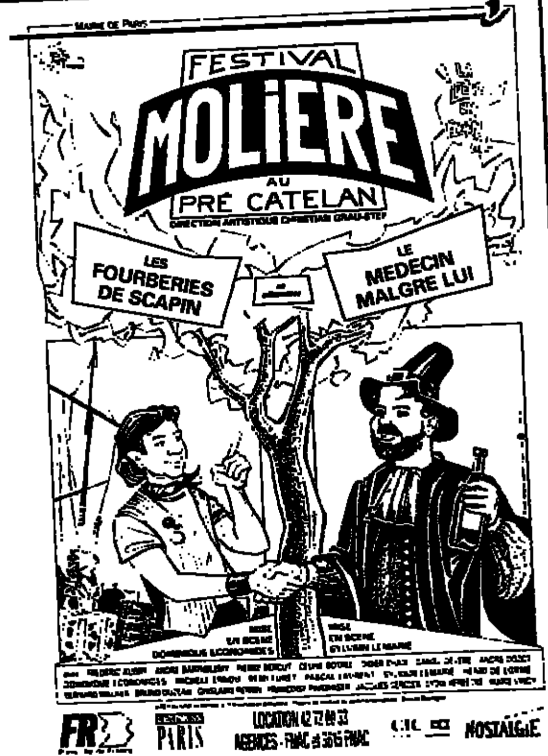
« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Panthéon », 15 heures, devant la façade principale, place du Panthéon.

« De la butte aux Cailles à la cité florale : la campagne à Paris », 15 heures, métro Corvisart (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

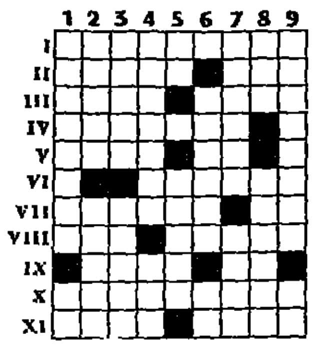
11 *bis*, rue Keppler, 19 h 30 : « La théosophie et l'expérience des mourants ». Entrée gratuite (Loge unie des théosophes).



AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5310



HORIZONTALEMENT

I. Employés pour tirer. – II. On ne comprend pas toujours ce qu'il dit. Prend sur lui. – III. Un qui s'est mis à l'eau. Est à l'ouvrage. – IV. Qui ont la côte. – V. Ancienne colonie. Certains furent très nombreux à lui devoir la vie. – VI. Evolue dans le ciel australien. – VII. N'a pas une bonne situation. Note. – VIII. Reste souvent en carafe. Vidas peut-être ton sac. – IX. Est à la porte. Préfixe. – X. Est plongée dans l'eau salée. – XI. On le dit pauvre. Qui ont donc fait perdre du poids.

VERTICALEMENT

1. Où ce n'est pas parce que l'on a de la galette que la fortune nous est acquise. Interjection. – 2. Homme de raison. Se met sous les couverts. – 3. Est connue pour sa noirceur. Cherche à liquider. – 4. Assure la récolte. Ne se charge pas. – 5. Sont faits pour durer. Servent à manœuvrer. – 6. Dans une mythologie. Adverbe. – 7. Qui se montre donc large. Mieux vaut qu'elle ne soit pas au placard. – 8. Est complètement inculte. Qui est cause d'usure. – 9. Leurs œufs sont très goûtés. Préposition.

Solution du problème n° 5309

Horizontalement

I. Arroseuse. – II. Courantes. – III. Ustensile. – IV. Pé. Saler. – V. Urée. Béni. – VI. Narval. In. – VII. Cigarette. – VIII. Te. Stère. – IX. Este. Suse. – X. Reg. – XI. Rois. Skye.

Verticalement

1. Acupuncteur. – 2. Roseraies. – 3. Rut. Erg ; tri. – 4. Ore. Évasées. – 5. Sans. Art. – 6. Ensablées. – 7. Utile. Truck. – 8. Sélénites. – 9. Esérine. Été.

GUY BROUTY

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

Hautes études commerciales (HEC)

(par ordre alphabétique)

MM. et Mmes Emmanuel Abadie (39e), Thibaut Adam (246e), Sabine Adamo (34e), Xavier Afota (4e), Jean-Marc Agostini (98e), David Albrecht (270e), Véronique Alin (252e), Bruno Alves (142e), Jean-Vasken Alyanakian (235e), Séverine Andre (207e), Brigitte Andreolis (155e), Thomas Aragnetti (19e), Gwenola Artur (161e), Hélène Auzepy (158e), Denis Barat (253e), Jérome Barbaron (162e), Joël Barbier (177e), Nicolas Baretzki (123e), Antoine Baron (201e), Emmanuel Barthelemy (151e), Christophe-Marie Bataille (99e), Nathalie Batut (236e), Xavier Baudouin (286e), Eric Baugas (104e), Arnaud Baynast de Septfontaine (63e), Virginie Beck (152e), Laurie Beigbeder (76e), Marc Bellitto (108e), Stephane Bellon (66e), Nasr-Eddive Benaïssa (160e), Nicolas Bequaert (55e), Sonia Bergia (280e), Axelle Bernut (233e), Fabrice Berrebi (250e), Katell Berthelot (23e), Edouard Biasi (de) (255e), Pierre-Nicolas Bochet (112e), Antoine Boissieu (de) (6e), Jean-Philippe Bonardi (178e), Nicolas Bonleux (211e), Karine Bonnetère (191e), Claire Bonnin (41e), Véronique Bonny (83e), Carina Boschi (217e), Frédéric Boublil (173e), Bénédicte Bourcier (229e), David Bourdier (289e), Marie Bourgeois (29e), Christophe Bourrilly (53e), Philippe Brifault (20e), Severin Brizay (61e), Eric Broet (199e), Doan Bui-Xuan (215e), Corinne Bussac (239e), Cyril Buzut (135e).

Marie-Laure Cabarat (149e), Cyrille Cabrol (197e), Philippe Carasso (49e), Laurence Caron (28e), Hadrien Carre (140e), Severine Cayet (15e), Constance Chalchat (209e), Vincent Chamley (48e), Renaud Champion (203e), Anne Chanier (18e), Marie-Pierre Chanlot (8e), François Chardon (278e), Laurence Chareyron (220e), Marianne Charlas (148e), Jean-Baptiste Charlet (120e), Renajd Chastagnaret (68e), Olivier Colleau (33e), Michel Collin de La Bellière (78e), Yvan Cordier (65e), Juliette Coutière (266e), Sylvie Danilo (195e), Romain Darcos (269e), Anne Daunois (145e), Pierre David (22e), Benoît Defaysse (219e), Christine Dejean (222e), Maria Del Peso (221e), Christophe Delrieu (80e), Stéphanie Deporcq (97e), Laurence Desverchère (198e), Anne Deweer (84e), Stéphane Dion (122e), Jean Donnadieu (205e), Jean-François Doue (283e), Louis Dreyfus (73e), Valérie Driot (183e), Marc Drozdz (147e), Frédéric du Roc (192e), Florence Dugelay (96e), Florian Dumas (171e) Jean-Marc Duplaix (181e), Rodolphe Durand (251e), Laurence Durand La Villejugu (240e), Sonia Dussart (52e), Sandra Dusson (67e), Leila El Hafi (132e), Hélène Elkaim (25e), Pierre Escoffier (274e), Maguelonne Faljot (172e), Thomas Farkas (167e), Jean Fau (200e), Matthieu Faury (119e), Nicolas-Lucien Favre (176e), Mathias Fegyveres (254e), Axelle Ferey (129e), Sadia Fevrier (60e), Hervé Flammier (186e), Laurent Floquet (64e), Ambroise Fondeur (3e), Alexandre Fourneau (216e), Eric Fournel (242e), Stéphane Franchaud (154e), Anne François (232e), Laurent Fugit (62e).

Marie-Pierre Garnier (113e), Laurent Gaudy (237e), Jean-François Gavanou (54e), Alexis Gemini (100e), Delphine Genermont (276e), Virginie Ghesquière (245e), Nicolas Giauque (168e), Christian Ginot (206e), Philippe Ginouillac (189e), Anthony Giron (226e), Jérôme Girszyn (24e), Robert Glaesener (153e), Léonard Glowinski (106e), Martial Godet (261e), Markus Golser (130e), Anne-Claire Gonin (184e), Jean-Christophe Goudard (272e), Jean-Étienne Gourgues (291e), Armelle Gretry (de) (88e), Vincent Grimaud (37e), François Xavier Guchet (70e), Anne-Laure Gueit (124e), Olivier Hache (204e), Raphaël Hamoudi (193e), Sébastien Hannebert (107e), Cyrille Harfouche (5e), Arnaud Heurard de Fontgallan (170e), Gaël Hornebeck (58e), Jean-Marc Humbert (51e), Armelle Isautier (244e), Emery Jacquillat (248e), Nicolas Jacquot (38e), Philippe Jaton (45e), Cédric Javary (1er), Romain Jegou (227e), Thomas Jonas (91e), Stephen Jourdain (9e), Christine Jouret (102e), Raphaëlle Jouve (146e), Jérôme Julia (223e), Guillaume Jullienne (208e), Stéphane Jupin (213e), Maan Kantar (285e), May Kassis (166e), David Krist (133e), Joëlle La Taille (de) (2e), Carole Labarre (284e), Pierre Lafourcade (71e), Florence Lagoguez (243e), Jeanne Lamant (179e), Fabrice Laquenan (188e), Cécile Larvor (17e), Florent Latour (159e), Christine Laurens (182e), Anne-Frédérique Laurent (126e), Clément Lavallard (111e), Thibault Lavigne (185e), Richard Le Cour-Grand-Maison (281e), Gwenaël Le Coustumer (273e), Caroline Lejeune (230e), Arnaud Lemant (268e), Jérôme Le Mierre (249e), Antoine Lencou-Bareme (93e), Christian Lengelle (224e), Frédéric Leroy (218e), Céline Lion (92e), Alice Louis (290e), Xavier Lustrac (de) (277e).

Bénédicte Maillant (86e), Olivier Maiza (136e), Sophie Mallard (89e), Jean-Marc Mangiavellane (196e), Marie-France Marchal (14e), Pierre Marin (110e), Luis Marini-Portugal (43e), Thibault Martin du Tyrac (de) (7e), Constance Mathieu (114e), Nathalie Maugey (50e), Jérôme Méric (36e), Lucile Merlin (143e), Frédéric Mermaz (35e), Thierry Mermet (115e), Vincent Mialet (141e), Gaëlle Michelier (174e), Christophe Mitteaux (282e), Florence Montel (287e), Sylvie Emmanuel Moreau (263e), Arnaud Morin (109e), Jérôme Morisseau (144e), Fabrice Mouchel (275e), Delphine Mousseau (228e), Nicolas Mugnier (278e), Quang-Tuan Nguyen (187e), Irène Nouailhac (190e), Agnès Nups (163e), Sébastien Olléon (210e), Daniel Pacthod (116e), Diane Paltier (156e), Olivier Panafieu (de) (40e), Frédéric Pannecière (258e), Christine Peccolo (26e), Alexis Perakis (13e), Xavier Pernée (72e), Mélanie Perrin (139e), Cyrille Petit (174e), Emmanuelle Peyraud (30e), Laurent Piazza (262e), Antoine Pin (138e), Henrik Piper (180e), Stéphanie Pirault (128e), Geneviève Pouliquen (32e), Severine Pronost (21e), Guillaume Quentin de Coupigny (231e).

Lionel Rabilloud (57e), Alice Renaud (165e), Laurent Renaud (95e), Jean Revis (134e), Sophie Rey (79e), Sophie Reynal (42e), Karine Ribe (94e), Stéphanie Laure Robert (164e), Véronique Robin (267e), Philippe Roca (125e), Antoine Rocquigny du Favel (de) (157e), Xavier Rossignol (238e), Robin Rousseau (69e), Philippe Roux (118e), Virginie Rubio (288e), Cécile Ruffat (259e), Antoine Sahler (44e), Marie Sallois (81e), Simone Sampieri (87e), David Sanson (82e), Steeve Sarfati (121e), Alexandre Sautour (212e), Anne-Lise Scaillierez (117e), Stéphane Schiller (150e), Eddy Schmitt (257e), Rebecca Scholl (271e), François-Xavier Schultz (131e), Karine Seguin (46e), Benoist Seimandi (225e), Valérie Senghor (293e), Guillaume Simon (264e), Alexandra Sirot (105e), Virginie Smague (137e), Dan Soudry (90e), Benoît Tanguy (292e), Denis Tassel (127e), Muriel Tek (74e), Jean-Benoît Terrasse (11e), Julien Theves (77e), Olivier Thoral (256e), Jean-Michel Tourne (12e), Tuan Tran (169e), Roland Tripard (10e), Eric Vallat (16e), Amaury Vallois (de) (30e), Philippe Van Mastrigt (75e), Isabelle Vanara (194e), Aurelia Vartanian (47e), Frédéric Ventre (103e), Gaspard Verdier (241e), Damien Vernet (101e), Paul Vernhes (27e), Laurence Vernon (59e), Nathalie Vidal (214e), Olivier Vimard (202e), Sophie Vimeux (260e), Pierre Warin (55e), Valérie Weber (85e), Susanne Werblow (264e), Raphaël Wisniewski (247e), Hugo Wong (234e).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiées au Journal officiel du dimanche 22 juillet 1990 :

DES DÉCISIONS

N° 90-240 du 17 juillet 1990 autorisant la Société pour l'étude et l'exploitation de télévisions par satellites à utiliser des fréquences pour l'exploitation d'un service de télévision privé provisoirement dénommé Canal Enfants diffusé en crypté par voie hertzienne terrestre.

N° 90-241 du 17 juillet 1990 modifiant la décision n° 89-44 du 20 avril 1989 autorisant la Société pour l'étude et l'exploitation de télévisions par satellites à exploiter un service de télévision diffusé par satellite provisoirement dénommé Canal Enfants.

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans *le Monde radio-télévision* ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 24 juillet

TF 1

20.30 Cinéma : C'est pas moi... c'est lui. □ Film français de Pierre Richard (1979). Avec Pierre Richard, Aldo Maccione, Valérie Mairesse.
22.15 Documentaire : Histoires naturelles. Un grand pas vers... la Louisiane.
23.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
0.05 Journal, Météo et Bourse.
0.25 Série : Mésaventures.
0.55 Série : Passions.
1.20 TF 1 nuit.
1.55 Feuilleton : C'est déjà demain.
2.15 Info revue.

A 2

20.40 Les dossiers de l'écran : Manon des sources. ■■ Film français de Claude Berri (1985-1986). Avec Emmanuelle Béart, Yves Montand, Daniel Auteuil.
22.30 Débat : Le petit monde de Marcel Pagnol. Avec Lucien Grimault, élève de Marcel Pagnol en 1924, Pierrette Bruno, comédienne, Robert Bouvier, journaliste-écrivain, Claude-Jean Philippe, journaliste-écrivain, Jean-Pierre Chabrol, écrivain, Pierre Cordelier, écrivain-journaliste.
23.35 Informations : 24 heures sur la 2.
23.45 Météo.
23.50 Histoires courtes.
0.15 Lancement de la fusée Ariane.

FR 3

20.35 Soirée spéciale : Les grands voiliers de Bordeaux. En direct de Pauillac, parade sur la Garonne et la Gironde.
22.05 Journal et Météo.
22.30 ► Documentaire : Pierres d'étoiles. De Gérard Reynal. L'art roman sur les chemins de pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle.
23.25 Documentaire : Histoire de l'art. D'Alain Ferrari. 2. « Le concert champêtre », du Titien.
23.40 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : MAL - Mutant aquatique en liberté. □ Film américain de Sean S. Cunningham (1988). Avec Taureen Blacque, Nancy Everhard, Greg Evigan.
22.05 Flash d'informations.
22.10 Cinéma : Air Force-Bat 21. ■ Film américain de Peter Markle (1988). Avec Gene Hackman, Danny Glover, Jerry Reed (v.o.).
23.50 Sport : Les Goodwill Games. Athlétisme, natation, basket.

LA 5

20.40 Téléfilm : Projet A force 10. De Jackie Chan, avec Jackie Chan, Maggie Cheung.
22.20 Divertissement : Les mordus de la vidéo.
22.30 Cinéma : Catherine et Cie. ■ Film français de Michel Boisrond (1975). Avec Jane Birkin, Patrick Dewaere, Jean-Claude Brialy.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Catherine et Cie (suite).
0.25 Rediffusions.

M 6

20.35 Téléfilm : Safari pour un diamant. De Kevin Connor, avec Brian Dennehy, Brooke Adams.
22.20 Documentaire : Chasseurs d'images. Samburu.
22.30 Cinéma : Le boulanger de Valorgue. ■ Film français de Henri Verneuil (1952). Avec Fernandel, Pierrette Bruno, Francis Linel.
0.15 Six minutes d'informations.
0.20 Magazine : Ciné 6.
0.35 Musique : Boulvrock and hard.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

21.00 Documentaire : Ceux qui appellent les requins. De Dennis O'Rourke.
22.00 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films (7). De Denis Derrien.
22.30 Magazine : Imagine.
23.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Didier Deleskiewicz.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Le ciel des vacances.
21.30 Débat. Les prêtres ouvriers (rediff.).
22.40 Nuits magnétiques. Quatre villes : Nantes.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Mémoires croisées. Le Festival d'Aix-en-Provence, hier et aujourd'hui.
21.30 Avant-concert.
22.00 Concert (en direct du Festival de Radio-France et de Montpellier) : L'oiseau de feu, de Stravinski ; Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny, de Weill, par l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Kent Nagano ; sol. : Ute Lemper (soprano).
0.00 Jazz. En direct de Montpellier : le groupe Data Error.

Mercredi 25 juillet

TF 1

13.35 Feuilleton : Les feux de l'amour.
14.25 Série : Tribunal.
14.55 Club Dorothée vacances.
17.00 Série : Chips.
17.45 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.30 Jeu : Une famille en or.
19.00 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.55 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.
20.35 Téléfilm : Condorcet. De Michel Soutter, avec Pierre Arditi, Pascale Rocard (2e partie).
22.00 Feuilleton : Le gerfaut (5e épisode).
23.20 Feuilleton : Le rire de Caïn.
0.15 Journal, Météo et Bourse.
0.35 Série : Intrigues.
1.05 Feuilleton : C'est déjà demain.
1.25 Info revue.
2.10 Téléfilm : L'année noire (2e partie).

A 2

13.40 Série : Falcon Crest.
14.05 Magazine : Eté show.
14.10 Série : Larry et Balki.
14.35 Magazine : Eté show (suite).
14.40 Feuilleton : Au plaisir de Dieu.
16.10 Magazine : Eté show (suite).
17.35 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18.00 Magazine : Giga.
19.05 Série : Mac Gyver.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Carte blanche à Bernard Rapp. Et vous trouvez ça drôle ? Avec Jean-Loup Dabadie, Claire Nadeau, Sylvie Joly, Philippe Castelli, Marianne Sergent, Didier Kaminka, Philippe Meyer, Jean-Marie Bigard, Cabu, Les Inconnus, Françoise Dorin, Smaïn.
21.40 Histoires courtes d'été.
23.30 Informations : 24 heures sur la 2.
23.40 Météo.
23.45 Magazine : Du côté de chez Fred.

FR 3

13.30 Magazine : Montagne (rediff.).
14.00 Chut, les parents se reposent.
15.00 Série : L'homme de Vienne.
15.55 Magazine : Une pêche d'enfer.
16.30 Jeu : Objectif Tintin.
18.00 Feuilleton : Sixième gauche.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.00 Jeux : La classe.
20.35 Variétés : Numéro 1 Gérard Depardieu. Emission de Maritie et Gilbert Carpentier. Avec Diane Dufresne, Alain Souchon, Sapho, Serge Gainsbourg, Claude Nougaro, Johnny Hallyday, Catherine Deneuve, Elisabeth Depardieu.
21.30 Divertissement : Les grands enfants. Emission de Maritie et Gilbert Carpentier. Avec Jacqueline Maillan, Francis Blanche, Jean Yanne, Roger Pierre, Jean-Marc Thibaut, Sophie Desmarets.
22.05 Journal.
22.25 ► Concert : Miles Davis. Spectacle enregistré lors du 10e Festival de jazz de Paris, filmé par Frank Cassenti. Diffusé en simultané et en stéréo sur France-Inter.
23.45 Documentaire : Histoire de l'art.
0.00 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

13.35 Téléfilm : Une taupe au Pentagone. De David Drury, avec Scott Glenn, Robert Loggia.
15.15 Téléfilm : L'année du championnat. De Jason Miller, avec Bruce Dern, Stacy Keach.
17.00 Série : Allô ! Allô !
17.25 Documentaire : Sur la piste de l'animal le plus secret. 8. Amérique du Sud.
17.55 Contes à dormir debout.
17.58 Cabou cadin. Je veux savoir ; Babar.

— En clair jusqu'à 21.00 —

18.30 Cabou cadin.
19.20 Top album.
19.55 Flash d'informations.
20.00 Magazine : Scrupules.
20.29 Flash d'informations.
20.30 Cinéma dans les salles.
21.00 Cinéma : Périgord noir. ■ Film français de Nicolas Ribowski (1989). Avec Roland Giraud, Jean Carmet, Lydia Galin.
22.35 Flash d'informations.
22.40 Série : Deux solistes en duo.
23.30 Sport : Les Goodwill Games. Athlétisme, basket.

LA 5

13.35 Téléfilm : Pour la peau d'un pourri. De Wolfgang Petersen, avec Klaus Schwarzkopf, Wolf Roth.
15.05 Les enquêtes du commissaire Maigret.
16.30 Docteurs en folie (rediff.).
17.00 Papa et moi (rediff.).
17.30 Dessins animés.
18.50 Journal images.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Histoires vraies. Les visions de la nuit, téléfilm de Lee Katzin, avec Monte Markham.
22.05 Débat : La parapsychologie.
23.15 Spécial Tour de France à la voile.
23.20 Pour la peau d'un pourri (rediff.).
0.00 Journal de minuit.
0.10 Pour la peau d'un pourri (suite).
0.55 Rediffusions.
3.05 Le journal de la nuit.

M 6

13.50 Série : Docteur Marcus Welby.
14.40 Téléfilm : Argon 01, dernière victoire. De George McCowan, avec Angie Dickinson, Lloyd Bridges.
15.50 Jeu : Match music.
17.15 Informations : M 6 info.
17.20 Série : Laredo.
18.10 Série : Cher oncle Bill.
18.35 Feuilleton : Paul et Virginie (1er épisode).
19.00 Série : Chacun chez soi.
19.25 Série : Dis donc papa.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Les silences du cœur. De Richard Michaels, avec Chad Lowe, Mariette Hartley.
22.05 Série : Les jupons de la Révolution. Madame Tallien, de Didier Grousset, avec Jean-Claude Adelin, Catherine Wilkening.
23.25 Six minutes d'informations.
23.30 Série : Portraits crachés.
0.00 Documentaire : Portraits d'artistes.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (conclusion).
15.00 Hommage à Vitez.
15.15 Théâtre : Electre. Pièce de Sophocle.
17.00 Documentaire : Dossard.
18.00 Documentaire : Du pôle à l'équateur.
19.35 Documentaire : Les galets gravés aziliens. De H. Lièvre.
20.00 Cinéma d'animation : Images.
20.20 Documentaire : Ateliers contemporains (Richard Long).
21.00 Feuilleton : L'or du diable (2e épisode).
21.50 Court métrage : Les pinsons.
22.05 Série : C'est notre univers.
22.35 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire.
23.05 Documentaire : Propaganda, l'image et son pouvoir (4).

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Du latin au français ou du plaisir des sources.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Mémoires croisées. Le Festival d'Aix-en-Provence hier et aujourd'hui.
21.30 Concert (en direct du Festival de Radio-France et de Montpellier) : Le Mystère des voix bulgares.
0.00 Jazz. En direct de Montpellier : le quartet du flûtiste Michel Edelin.

Audience TV du 23 juillet 1990

Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	34,7	Santa-Barbara 13,9	Mac Gyver 5,0	Actual. rég. 11,4	Top 50 0,8	Enfer devoir 2,2	Chacun chez.. 1,4
19 h 45	37,9	Roue fortune 17,5	Mac Gyver 7,9	19-20 infos 8,0	Top 50 1,1	Journal 1,8	Dis papa 1,6
20 h 16	45,5	Journal 20,9	Journal 10,6	La classe 5,8	Scrupules 0,9	Journal 2,6	Pub 4,4
20 h 55	50,1	Scandales... 16,1	Face cachée 8,4	Bataille... 13,9	Cow-boys 1,4	Cléo et Léo 6,1	Dernière... 4,2
22 h 08	50,0	Scandales... 19,9	Pub 3,6	Bataille... 16,4	Cow-boys 1,9	Le voyageur 3,5	Dernière 5,0
22 h 44	26,5	Salut les 60 12,3	Clérambard 3,1	Soir 3 5,0	Corrida 1,3	Invasions... 2,9	T'inquiète... 1,8

BILLET

De Marseille à Valenciennes

Encouragé par un projet de budget *« volontariste »*, Jacques Chérèque est bien décidé à faire prendre en compte les priorités d'aménagement du territoire dans les grands dossiers du moment. Pour 1991, ses crédits s'accroissent de 34 % en autorisations de programme, par rapport à la maigre loi de finances initiale de 1990 qui avait, d'ailleurs, provoqué une fronde chez les députés, socialistes en tête. Jacques Chérèque disposera de 1,935 milliard de francs, avec notamment 700 à 800 millions au titre des primes, qui permettent d'attirer des firmes multinationales.

Autre *« victoire »* sur le ministère des finances : quelque 100 millions seront réservés pour la création de petits ateliers de dix ou vingt personnes, qui font le pari de l'industrie ou de l'artisanat dans les campagnes les plus reculées. Le député centriste et ex-ministre Georges Chavanes, défenseur acharné de cette politique et ancien PDG de Leroy Somer, pourra dire grand merci à l'ancien leader de la CFDT.

Sur les questions *« chaudes »* des transports, de la politique urbaine, de la solidarité sociale et de l'Ile-de-France, le ministre, fort de l'appui de Michel Rocard, prévient ses collègues qu'il jouera dans la cour des grands. Quand les régions auront donné, à l'automne, leur avis sur les schémas d'infrastructure, la décision finale du gouvernement sera avalisée par un comité interministériel d'aménagement du territoire. Avec le Commissariat au plan, la Datar est d'ailleurs chargée de préparer pour la fin de l'année un rapport sur les priorités géographiques dans les domaines des TGV et des autoroutes. Quant aux villes, Marseille, dont la situation économique empire (alors qu'Aix-en-Provence caracole) va faire l'objet d'un plan d'urgence : les élus viennent à Paris pour en discuter. Autre région pour laquelle il faut un traitement de choc, avec l'aide de la CEE : Valenciennes et le bassin de la Sambre, où le chômage et la pauvreté n'en finissent pas de s'étendre.

Et l'Ile-de-France ? Réfléchissons plutôt au *« grand Bassin parisien »*, dit Jacques Chérèque. Il va faire rédiger un *Livre Blanc bis*, dont il dévoilera les principales lignes fin septembre à Orléans.

F. Gr

Face au vieillissement de la population

L'INSEE préconise une réforme urgente du système des retraites

Le système de retraite français est en danger. Il y a urgence à le réformer. Telles sont les conclusions de l'important dossier que consacre l'INSEE à l'avenir des retraites, dans un numéro spécial d'*Economie et Statistique* publié mardi 24 juillet. Faute de décisions rapides, le taux de cotisation (la part du revenu) devrait être porté de 16,3 % actuellement à 40 % en l'an 2040.

Tout est connu. La population d'âge actif vieillit. Les femmes, qui travaillent de plus en plus, vont avoir plus droit que par le passé à des retraites complètes. La génération du *baby boom* va arriver à l'âge de la retraite à partir de 2005. Et, à cette époque, le rapport entre le nombre d'actifs et le nombre d'inactifs sera plus faible qu'en 1985, où l'on comptait 2,5 actifs par retraité.

Tout cela alimente les inquiétudes sur le lendemain, mais, jusqu'à présent, le diagnostic n'avait peut-être pas la cruelle précision du dossier que l'INSEE vient de consacrer au sujet (1). Jamais, en tout cas, l'Institut national de la statistique n'avait à ce point pris parti. Non seulement il se prononce pour une *« réforme en profondeur du système de retraite »*, mais réclame des mesures urgentes, quasi immédiates, tant le risque de dérapage est devenu grand. Le *« laisser-faire social »*, écrivent les auteurs de l'étude, provoquerait des *« déséquilibres macro-économiques majeurs »*. A moyen terme, les jeunes générations supporteraient *« un fardeau parafiscal exceptionnel »*. Il faut faire d'autant plus vite que le moindre retard alourdira la facture, le rendez-vous avec les difficultés devant survenir aux alentours de 2005 et se prolonger jusqu'en 2040. A cette date, si rien ne changeait, le taux de cotisation pourrait atteindre 40 %, dans le scénario le plus défavorable, pour 16,3 % actuellement...

Un avenir sombre

Chaque série de chiffres apporte sa moisson de mauvaises nouvelles, alors que, pour la première fois dans l'histoire contemporaine, les retraites connaissent un âge d'or *(voir encadré)* qui rend les choix encore plus difficiles et le réveil douloureux. Le taux de dépendance (le rapport entre le nombre d'actifs et le nombre de retraités), de 42,4 % en 1985, va passer à 48,5 % en 2005, et le taux de cotisation sera alors de 23,7 %. En fonction de l'évolution démographique vers 2040, ce même taux de dépendance pourra varier de 90 %, dans l'hypothèse d'une chute de la natalité, à 65 %, si les naissances reprenaient, en passant par 80 %, si la fécondité devait demeurer inchangée.

En conséquence, l'avenir du système de retraite est sombre, son financement sera un problème aigu et le rendement des régimes de retraite ira en se dégradant fortement. Selon les extrapolations, les taux de cotisations augmenteraient rapidement d'ici à l'an 2005 et s'envoleraient ensuite, jusqu'à 25 % en 2040 dans le meilleur des cas et 40 % dans le pire.

L'enjeu est énorme, puisque, par ses calculs, l'INSEE démontre que l'équivalent patrimonial des retraites (la valeur actuelle des pensions à percevoir, diminuée de la valeur actuelle des cotisations restant à verser) se chiffrait, en 1985, à 8 901,7 milliards de francs (de 1980). C'est-à-dire qu'il représentait plus de deux fois le produit intérieur brut et était plus de deux fois et demi supérieur au patrimoine financier des Français. Pour un individu actif, ce patrimoine est passé de 114 000 francs en 1960 à 134 000 francs en 1985. Pour un retraité de plus de soixante ans, la valeur de ses droits a même été multipliée par trois en vingt-cinq ans, s'élevant de 140 000 francs à 443 000 francs.

Ainsi que le rappelle M. Denis Kessler, qui a réalisé cette enquête avec les experts de la direction de la prévision au ministère des finances, trois voies seulement sont possibles, qui recèlent toutes des inconvénients et ne sont pas sans conséquences sur l'activité économique. *« Le triangle maudit »*, écrit-il, est constitué de la hausse des cotisations, de la diminution de la valeur des prestations servies aux retraités et, enfin, du relèvement de l'âge de fin d'activité. Il faudra certainement jouer de chacune *« dans des solutions mixtes »*, et il est certain que l' *« on n'échappera pas à une hausse significative des cotisations »*. Mais il est surtout nécessaire d'engager dès maintenant une réforme.

« La France apparaît un peu en retard » par rapport aux autres pays pour régler ce problème, et, insiste l'INSEE, *« plus les mesures seront prises tardivement, plus elles seront douloureuses »*. Une opération en profondeur comprendrait le *« recours souhaitable et nécessaire à la capitalisation »*, par opposition au principe de répartition actuellement utilisé. Cette capitalisation devra être individuelle ou favorisée par les entreprises. Mais, pour parer au plus urgent, l'INSEE préconise aussi la constitution, dès 1990, de réserves temporaires. En acceptant la hausse des taux actuels, on pourrait accumuler des fonds qui seraient ensuite utilisés pour tempérer les futures augmentations des cotisations. D'après les estimations, on commencerait à puiser dans ces réserves à partir de 2005, et celles-ci seraient épuisées en 2040. Sinon, prévient encore une fois l'INSEE, le taux de cotisation sera multiplié par 1,7 en cinquante ans.

ALAIN LEBAUBE

(1) Dossier « L'avenir des retraites », *Economie et Statistique*, n° 233, juin 1990.

6 500 francs par mois en 1988

« Jamais dans l'histoire contemporaine, les personnes [à la retraite] *n'avaient joui d'un niveau de vie relatif aussi élevé »*, écrit M. Denis Kessler, le coordonnateur du numéro spécial d'*Economie et Statistique*, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, dans sa présentation du dossier. La période actuelle correspond à un *« âge d'or des retraites »*. Les 9 millions de bénéficiaires captent 11,3 % de la richesse produite et se sont vu verser, en 1988, quelque 645 milliards de francs.

Avec l'allongement des périodes de cotisation au cours de leur vie professionnelle, trois hommes sur quatre et une femme sur trois ont eu une carrière pleine qui leur permet, en moyenne, de toucher 5 980 francs par mois en 1988, la moitié d'entre eux recevant plus de 5 280 francs. La perte de rémunération se limite à 25 % du salaire antérieur pour les hommes, et à 35 % pour les femmes. Tant et si bien que leur situation est voisine de celle de l'ensemble des ménages de salariés et plus favorable que celle des ménages actifs avec un seul salarié.

En général, les hommes sont mieux pris en charge que les femmes, la différence étant de 36 %, en raison des durées de vie active plus courtes dans un cas que dans l'autre. De même, les jeunes retraités perçoivent des retraites d'un niveau largement supérieur à celles qu'obtiennent les octogénaires.

Ce sont les anciens exploitants agricoles (1 720 francs en moyenne), suivis des artisans et commerçants (2 860 francs) qui sont les moins bien lotis, tandis que le régime profite davantage aux salariés du secteur privé (7 150 francs) et aux fonctionnaires (10 000 francs). Les hauts fonctionnaires et les cadres dominent, avec environ 13 000 francs par mois.

Le fait d'avoir été mobile et d'avoir cotisé à plusieurs caisses (2,8 en moyenne) agit favorablement et l'effet des retraites complémentaires est très sensible, notamment pour les hommes. En revanche, les autres avantages ne jouent que sur 10 % des retraites, sauf pour les femmes qui sont 23 % à cumuler leur retraite et la pension de reversion de leur époux décédé. Au total, la moyenne des prestations s'établissait donc à 6470 francs en 1988.

A. Le.

Passant des entrepôts au luxe

Le groupe de M. Alain Mallart rachète Ted Lapidus

Finances et paillettes : avec l'annonce quelques heures avant son défilé de haute couture d'un changement d'actionnaire, la maison Lapidus illustre une nouvelle fois cette alliance devenue classique dans le monde des affaires.

La Compagnie financière Alain Mallart a annoncé le 23 juillet qu'elle prenait le contrôle de Lapidus par l'intermédiaire de HAMLET (Holding Alain Mallart luxe esprit et tradition), déjà propriétaire avec un château à Listrac de 63 hectares de vignoble bordelais. Mais pour cette incursion dans le monde du luxe, M. Alain Mallart n'avait pas jugé bon d'interrompre sa cure de thalassothérapie à Biarritz pour participer aux mondanités que constituait le défilé des modèles créés par M. Olivier Lapidus au palais de Chaillot.

Ce personnage quadragénaire, féru de sociologie, a, il est vrai, une réputation d'atypique. *« Il fait partie de ces jeunes entrepreneurs doués pour la finance sur lesquels les avis sont partagés. Il agit vite et quelquefois sans consulter ses conseillers. Comme tous les fonceurs, il prend des risques »*, résume un banquier.

La constitution de son groupe est une illustration de sa rapidité. Le chiffre d'affaires géré par Novalliance, créé en 1983, est passé de 3 milliards de francs en 1988 à 8 milliards en 1989. Il ambitionne 10 milliards de francs en 1992. Le résultat net atteint 250 millions de francs. Se voulant *« un des acteurs essentiels des mutations qui s'amorcent dans le domaine des services »*, M. Alain Mallart construit *« un grand ensemble dans le domaine des services du tertiaire supérieur »*, dans les secteurs des transports, de la distribution et de l'emballage.

« Des choses folles avec des gens raisonnables »

Au cours des derniers mois, M. Alain Mallart a réalisé deux grosses acquisitions : prise de contrôle de Garonor (83 hectares de terrains en région parisienne et 400 000 m² d'entrepôts) et du transporteur Mory (5 milliards de francs de chiffre d'affaires). Pour cette dernière société, il a déboursé seulement 250 millions de francs pour l'acquisition de 23 % du capital. Mais il s'est assuré une option ferme sur la majorité de Mory valable jusqu'en janvier 1992.

« Je fais des choses folles avec des gens raisonnables », dit M. Mallart pour justifier les 80 millions de francs que lui coûte son entrée dans Lapidus. Cette acquisition est le résultat d'une rencontre entre lui-même et M. Frantz Braha, PDG de Paris Eco, qui avait entrepris la relance de la maison Lapidus rachetée en mars 1989.

Depuis cette date, M. Braha a *réconcilié* Ted et Olivier, un père et un fils aux relations orageuses *(le Monde du 28 mars 1989)*, restauré l'image de Ted et lancé Olivier dans le club prestigieux de la haute couture. Résultats : de 88 millions de francs de pertes en 1988, Lapidus est passé à 1,4 million de francs de bénéfices en 1989 pour un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs avec le produit des licences.

Le chiffre d'affaires de la boutique parisienne de la rue François-Iᵉʳ est passé de 3,8 millions de francs à 8,7 millions de francs. Il n'empêche que M. Frantz Braha, qui s'était fortement endetté pour réaliser cette acquisition, avait besoin d'argent frais pour poursuivre ce développement. Avec les 80 millions de francs qu'il apporte, M. Mallart y pourvoit. Et le jeune loup des affaires saisit ainsi l'occasion de montrer qu'il pourrait bien être un nouvel intervenant sur la scène du luxe.

FRANÇOISE CHIROT

Les travaux des ministres européens des finances

Les Douze débattent des disciplines budgétaires imposées par l'union monétaire

Les ministres des finances des Douze se sont réunis, lundi 23 juillet à Bruxelles, pour poursuivre leur travaux sur l'union économique et monétaire (UEM). Il y a désormais *« un large degré d'accord sur toutes les questions importantes »*, estime M. Sarcinelli, le président du comité monétaire, à l'issue du conseil.

BRUXELLES

(Communautés européennes)
de notre correspondant

La réunion des ministres des finances des Douze, qui s'est tenue lundi à Bruxelles, l'a démontré : le consensus, au moins à onze – le Royaume-Uni maintenant une réserve générale, – se précise et s'étoffe progressivement, illustrant une évolution des mentalités spectaculaire en un an. La position britannique reste incertaine. La proposition alternative présentée par M. John Major de créer un écu fort qui circulerait à côté des monnaies nationales sera étudiée au cours des prochaines semaines. Mais, selon M. Jean-Claude Trichet, le directeur français du Trésor, les montages du chancelier de l'Echiquier ne doivent pas faire perdre de vue l'objectif principal du programme, qui est de créer une politique monétaire unique et une monnaie unique, deux objectifs que M. Major continue à récuser.

Les débats ont porté, ce lundi, sur la convergence des politiques économiques. M. Théo Waigel, le ministre allemand, est revenu à la charge pour que les Douze s'engagent sur une stricte discipline budgétaire en souscrivant à des règles comparables à celles en vigueur en RFA. Cette question du degré exact des engagements à souscrire en matière budgétaire apparaît assurément comme un des points-clés. M. Jacques Delors a approuvé M. Waigel. M. Pierre Bérégovoy a souligné que la convergence ne pourrait se limiter à la discipline budgétaire et supposerait notamment une large harmonisation fiscale, un point de vue appuyé par le président de la Commission européenne.

Les ministres ont estimé, avec le comité monétaire, qu'une deuxième étape serait utile pour mettre en place les institutions de l'UEM, en particulier le système européen de banque centrale, ou Eurofed, dont le profil, de réunion en réunion, se dessine de façon plus précise. Cette deuxième étape – que plusieurs Etats membres verraient plutôt brève – débuterait dès qu'un degré suffisant de convergence économique serait atteint. M. Bérégovoy a proposé de retenir le 1ᵉʳ janvier 1993 comme hypothèse de travail. Il a souligné que le vrai critère pour le passage à la deuxième étape, nécessaire et suffisant, devrait être la participation de toutes les monnaies de la CEE aux mécanismes de change du SME, éventuellement pour certaines d'entre elles avec des marges élargies.

PHILIPPE LEMAITRE

Echec pour l'Aérospatiale et Alcatel

Ford vend sa filiale « espace » à Loral

Ford, deuxième constructeur d'automobiles américain, a annoncé, lundi 23 juillet, qu'il vendait sa filiale Ford Aerospace (satellites, logiciels, systèmes d'armes, etc.) à la firme américaine d'électronique Loral, de préférence aux deux consortiums candidats (formés, l'un par Westinghouse Electric, l'Aérospatiale et Carlyle Group ; l'autre par GM Hughes et Alcatel, une autre firme française) *(le Monde* du 20 juillet).

Selon le président de Ford, M. Harold Poling, l'offre de Loral était *« la meilleure »* sur le plan financier. Elle portait sur l'ensemble de la filiale. Elle n'impliquait pas, en outre, de partenaire étranger. Ford va maintenant discuter les conditions de la cession. Selon le *Los Angeles Times*, la firme souhaiterait obtenir le versement de 1,2 milliard de dollars (6,6 milliards de francs environ), alors que Loral a offert 800 millions de dollars et la reprise des dettes de Ford Aerospace, qui s'élèveraient à 500 millions.

Baisse des bénéfices de la compagnie aérienne KLM

La compagnie aérienne néerlandaise KLM a vu baisser ses bénéfices nets (de 9 %) au cours de l'exercice terminé le 31 mars dernier, pour revenir à 340 millions de florins (soit environ 1 milliard de francs). Le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 8 %, atteignant 6,46 milliards de florins, mais les dépenses ont augmenté, elles, de 10 %, atteignant 6,15 milliards de florins.

Cette progression des coûts est due notamment à des raisons conjoncturelles : la hausse importante des prix du carburant (+ 16 % pendant cette période), le retard dans la livraison de nouveaux Boeing 740-400 long-courriers, alors que KLM a décidé d'importants investissements (5,5 milliards de florins) pour la modernisation de sa flotte *(le Monde* daté 11-12 février), les retards occasionnés par une congestion croissante des aéroports, l'évolution des cours de change enfin.

Mais des facteurs plus « structurels » interviennent aussi, comme la croissance de 8 % de la masse salariale, en raison notamment de l'augmentation des effectifs (+7 %).

Le développement de KLM risque d'être gêné dans les années à venir par la faiblesse de son « marché intérieur » : c'est ce qui explique ses importantes prises de participation au cours de l'année écoulée : dans Wings Holdings (participation portée à 20 % le 20 mars dernier), qui a racheté Northwest Airlines, quatrième compagnie aérienne américaine ; dans Sabena World Airlines, formée avec le belge Sabena et le britannique British Airways.

Dans son rapport mensuel

La Bundesbank s'inquiète des divergences économiques en Europe

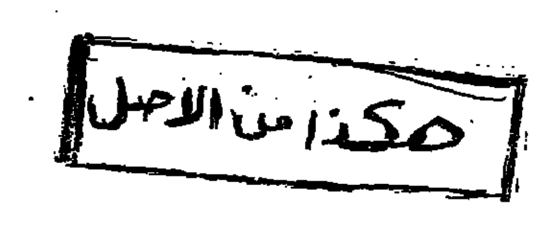
FRANCFORT

correspondance

La coopération économique entre certains pays de la CEE *« semble à nouveau être menacée »*, estime la Bundesbank dans son rapport mensuel paru lundi 23 juillet. L'augmentation du déficit budgétaire et l'existence de taux d'inflation supérieurs à 5 %, voire à 10 % dans certains pays, sont interprétées comme des signes inquiétants par la Bundesbank. *« La réduction de ces divergences dans les objectifs économiques est le seul moyen pour parvenir à une zone unifiée en Europe »* qui soit aussi une Communauté de la stabilité, précise le rapport qui déplore, par ailleurs, l'existence de taux d'intérêt *« contre nature »* dans certains pays. Dans la plupart des cas, d'importants ajustements seront donc nécessaires avant qu'une adhésion au système de change européen soit possible, précise la « Buba ».

Concernant l'union économique et monétaire avec la RDA, la Bundesbank met en garde contre des augmentations de salaires trop importantes dans l'autre Allemagne, particulièrement si elle ne s'accompagne pas d'augmentation parallèle de la productivité. Prenant le contrepied des revendications actuelles, la Bundesbank préconise le maintien de différences salariales importantes en RDA, au moins pendant une période transitoire, afin de préserver la compétitivité des entreprises est-allemandes et de réduire le chômage.

Ch. HOLZBAUER-MADISON



مكذا من الاجل

ÉCONOMIE

Les velléités d'indépendance du Kazakhstan

Suite de la première page

Les mêmes réunions se succèdent dans les mêmes bureaux qu'à Moscou. Une différence, générosité du climat oblige, des coupes de fruits abondent sur les tables, en plus des traditionnelles bouteilles d'eau minérale.

L'histoire de l'URSS marque profondément celle du kazakhstan. La collectivisation des années 1930 a pris ici la forme d'une sédentarisation forcée des nomades Kazakhs. Elle devait coûter la vie, dit-on, à un tiers des habitants de la région. C'est ici, à Karaganda, que Soljenitsyne a été interné. C'est ici, encore, sur ce territoire cinq fois plus grand que la France, que se sont concrétisés des projets économiques mégalomanes, comme la célèbre conquête des terres vierges lancée par Khrouchtchev après 1954, avec un premier secrétaire qui localement n'était autre que Leonid Brejnev. Après des succès éphémères, cette conquête tourna au désastre écologique. C'est ici, toujours, que l'on a détourné des fleuves pour cultiver le coton, contribuant à rayer de la carte la mer d'Aral. Le Kazakhstan apporte sa contribution à la politique nucléaire du pays en abritant le principal site d'essai des bombes. Après les accords de réduction des armements, c'est ici que les missiles SS 20 ont été détruits.

Aujourd'hui, *« trop c'est trop »*, entend-on couramment dans la bouche des Kazakhs. La république en a assez de voir Moscou exploiter sans précaution ni dédommagement ses ressources naturelles: elle entend jouir enfin entièrement de ses biens. Les statistiques centrales affirment que le Kazakhstan reçoit une dotation annuelle de Moscou de 2 milliards de roubles. Si sa production était calculée aux prix mondiaux, elle devrait en recevoir 6 à 7 milliards. Sur les ressources totales de l'URSS, *« de 30 % à 65 % des métaux non ferreux, 20 % de la houille et du charbon, 30 % de la viande de mouton et de la laine, 20 % du minerai de fer proviennent de notre république »*, énumère M. Nazarbaev, le président de la République. *« Avec de telles richesses, nous devons assurer le bien-être de ceux qui vivent ici ! »* Les réserves de pétrole – 1 milliard de tonnes à Tenguiz, et de nombreux sites géologiques intéressants – suscitent un grand espoir pour les étrangers et surtout pour la population locale.

« Notre patience a des limites »

Mais la route vers la prospérité est longue. Il faut à la fois obtenir l'autonomie, réparer les dégâts de la gestion moscovite et lancer les bases d'une économie de marché. Les responsables locaux ne reculent pas devant la tâche. Le Kazakhstan a été l'une des premières républiques à adopter un projet de loi sur l'indépendance économique et entend l'appliquer dès qu'un nouveau « traité de l'union » aura été voté à Moscou. Concrètement, cela signifierait que *« Moscou aura des compétences qui lui seront déléguées à titre volontaire, comme la responsabilité sur les questions de défense, d'aérospatiale, de communications, de transport, d'énergie »*. Autant de chapitres qui, selon M. Nazarbaev, doivent rester en *« possession commune »*.

En revanche, les entreprises doivent devenir indépendantes; elles conserveraient 50 % de leurs profits, pour le reste 30 % irait dans les caisses de la république, et 20 % dans celles de l'Union. En apparence, tout est donc prometteur et alléchant pour les hommes d'affaires étrangers. Le Kazakhstan entend, bien sûr, gérer lui-même ses devises étrangères. Mais Moscou ne l'entend pas pour l'instant de cette oreille.

KAZAKHSTAN
Moscou
Alma-Ata

Le président de la République est formel : avant la fin de l'année, le Kazakhstan aura gagné sa souveraineté totale, car *« Moscou doit comprendre que notre patience a des limites »*. La population n'est pas aussi enthousiaste, elle qui a vu au cours des dernières décennies les projets de réforme se multiplier, sans résultats concrets. *« L'indépendance, on l'aura peut-être au siècle prochain »*, lance en anglais un « cadre » d'Alma-Ata.

« Le siècle prochain », il est vrai, n'est que dans dix ans. Les investisseurs potentiels s'y préparent. Les Occidentaux n'ont pas été longs à déceler les aspirations nouvelles des Kazakhs. La France a créé une société, Expan-Kazakhstan (2), pour la promotion des échanges. Les Américains, encouragés par l'accord signé récemment avec Chevron (3) fréquentent assidûment les couloirs des ministères d'Alma-Ata. Il y a quelque temps, la capitale accueillait 50 industriels spécialisés dans le design venus d'outre-Atlantique. Les grands projets fleurissent. On discute d'une liasion aérienne directe Paris-Alma-Ata qui pourrait faciliter par exemple l'accès à une future station de ski pour touristes de l'Ouest.

A la recherche de solutions

Mais le terrain de la nouvelle économie est encore loin d'être prêt. Pour l'instant, les responsables de la République songent bien à céder les parts de quelques entreprises à leurs salariés, ou à louer de petites entités à des familles, mais ils estiment prématurée l'introduction de la propriété privée, sous prétexte que *« nous n'avons personne pour racheter les entreprises »*. M. Nazarbaev estime que le plan de M. Ryjkov, présenté en mai dernier et refusé par le Parlement, qui devait organiser la transition vers une économie de marché planifiée, est satisfaisant. Le *« centre »* doit conserver, selon lui, une partie des ressources afin de veiller au développement social harmonieux de la fédération.

Entre les Kazakhs qui, comme M. Nazarbaev, soutiennent à fond la perestroïka, ceux qui rêvent de la création d'une nation kazakhe, et l'élite russe qui redoute de se voir voler son « marché », les aspirations sont très différentes. M. Nourouchev, responsable des relations économiques extérieures au conseil des ministres de la république, d'origine russe, lâche, aigri, à ses visiteurs occidentaux : *« On sait que le pétrole, c'est la seule de nos ressources qui vous intéresse. »*

Depuis le soulèvement nationaliste de décembre 1986, les émeutes sont moins fréquentes qu'ailleurs, en Asie centrale . Mais le problème ethnique est loin d'être réglé.

Pour sortir de l'actuelle impasse, les solutions proposées sont rares. Un exemple, le problème de la mer d'Aral. Les récits dramatiques sur les populations contaminées par les émanations mortelles de produits chimiques ne manquent pas. On offre même des souvenirs en stuc baptisés *« la mort de la mer d'Aral »* et représentant une petite larme bleue au milieu d'une vaste tache blanche (de sel). Mais on reste muet sur le nombre véritable de victimes, sur les projets de relogement, ainsi que sur les solutions écologiques.

Un poète local nommé à la tête du comité de sauvetage de la mer d'Aral reconnaît, dans un russe très approximatif, qu'il a très peu de contacts avec les responsables d'Ouzbekistan, l'autre république concernée par le même problème. Sur l'une et l'autre des rives, on avoue que le projet de détournement de la rivière Illich n'est pas encore officiellement abandonné et que plusieurs solutions sont toujours à l'étude. A Moscou, on lance des concours sur le meilleur projet de convertibilité du rouble. En Asie centrale, on en fait de même avec le sauvetage de la mer d'Aral. Pendant ce temps, le désastre s'étend. On commence aujourd'hui à parler de la contamination du lac Balkhach. De même, malgré les histoires de villages provisoirement évacués ou de chèvres ayant perdu leur toison, les essais nucléaires se poursuivent sur le site de Semipalatinsk.

Alors, tout le monde rêve. Les Occidentaux, d'un pays riche en devises – grâce à ses ressources pétrolières – loin des lourdeurs de la capitale de l'URSS. *« On revient désespéré de chaque voyage à Moscou. Ici, c'est différent »*, dit avec enthousiasme un industriel français. Les nationalistes kazakhs, d'une république enfin libérée de la tutelle russe. Les « colons », d'une nouvelle prospérité, au sein d'une fédération des républiques soviétiques différente, où le *« centre »* ne serait plus tout-puissant, mais préserverait leur pouvoir. Le Kazakhstan est à la recherche d'un fragile équilibre. L'accélération de l'histoire soviétique lui laissera-il le temps de l'atteindre?

FRANÇOISE LAZARE

(2) Sous l'égide de la chambre de commerce franco-soviétique, et en accord avec la chambre de commerce et d'industrie du Kazakhstan, l'association Expan-Kazakhstan, présidée par M. Pierre Ménard, regroupe des entreprises françaises (Alcatel, Centrocommerce, Degremont, Interagra, Kobakhidze, Lurgi, Rifil, Spie Batignolles, Sofregaz, Tecmar) intéressées par des projets de coopération avec la république soviétique.

(3) A l'occasion de la visite de M. Mikhail Gorbatchev à Washington, Chevron a annoncé la signature d'un accord de principe portant sur l'exploration et l'exploitation de pétrole sur le champ de Tenguiz (*le Monde* du 5 juin).

Choc des images poids des truquages

Suite de la première page

Ils le furent en effet. Contacté par le journaliste Denis Vincenti, le responsable de l'association « Les cataphiles associés » accepta d'organiser tout exprès pour la télévision plusieurs de ces spectacles et cérémonies étranges qu'il affirme donner à l'occasion, moyennant un dédommagement de 10 000 francs. La caméra put à son aise filmer, faire reprendre et répéter, accumuler les plans-séquences (action de face, puis de profil) sous l'œil ravi et complaisant des cataphiles transformés en figurants. Va donc pour ce défilé genre Ku Klux Klan, un spectacle post-apocalyptique avec des guerriers issus de *Highlander*, un concert de musique industrielle et un spectacle pornographique, annoncés, d'ailleurs à l'antenne par un Bertolino devenu très bateleur... pour maintenir son audience après la publicité. Horreur garantie et suspense assuré.

Réalité ? Fiction ? Denis Vincenti est offusqué de la question. « *Réalité,* dit-il. *Rien n'a été inventé. Rien ne s'est fait devant la caméra qui ne se fasse quand elle n'est pas là. Nous n'avons opté pour ce type de reconstitution que pour une commodité de tournage. Je voudrais vous voir filmer dans les égouts et à plusieurs mètres sous terre !* » En fait de Paris, les scènes en question furent tournées dans les anciennes carrières de Meudon. Un commentaire ambigu évoquait « *la banlieue parisienne* » ; le spectateur lui, situait forcément l'action à Paris. Et, tout bien réfléchi, Vincenti lui-même n'a jamais vu de ses propres yeux les spectacles (défilé nazi, réunion d'un groupe appelé *Securitate*...) dont il a pourtant filmé la « reconstitution ». « *Mais j'ai eu des témoignages,* dit-il, *et je possède des tracts qui prouvent leur existence* ».

Toutes ces questions donnent à Bertolino le sentiment d'une grande incompréhension et d'une méconnaissance de la télévision. « *C'est ignorer nos contraintes,* gronde-t-il. *On ne peut pas s'abriter derrière des mots pour évoquer une scène : il nous faut la montrer. Et, si possible, avec de belles images... Que faire alors quand le calendrier d'un reportage ne coïncide pas avec l'événement ou quand le cadre d'une action complique singulièrement le tournage ? S'adapter, composer. Ne jamais inventer mais tout faire pour ramener une image parfaite. La forme ne doit pas être dissociée du fond. Et dans un reportage léger comme celui-là, la forme, c'est vrai, dominait le fond.* »

Ex-grand reporter pour la chaîne américaine CBS, aujourd'hui l'un des responsables des reportages sur la 5, Alain Debos est en total désaccord avec ce discours sur la forme. « *Un journaliste est un témoin,* dit-il. *Il montre un événement ou il en recueille les témoignages ; en aucun cas il ne l'organise ou ne cherche à le reconstituer, fût-ce avec les mêmes participants. Comment croire que les comportements sont les mêmes quand la scène est jouée uniquement pour les caméras ? Il nous faut des images-vérité – fussent-elles imparfaites – pas des images préfabriquées.* »

Des sujets de plus en plus scénarisés

Même écho à A2, où Paul Nahon, producteur du magazine hebdomadaire « Envoyé spécial », pourtant diffusé à 20 h 30, exprime sa méfiance envers des sujets de plus en plus scénarisés, destinés à attirer le public avec les ingrédients d'une fiction. « *La multiplication des magazines a créé le show-business de l'information,* dit-il, *et tout sujet propre à récolter de l'audience semble désormais le bienvenu – le sexe, la prostitution, les skins, les eunuques – sans qu'on se demande si le thème mérite vraiment cinquante-deux minutes. Où va-t-on ? Les magazines deviennent des clips, les journalistes transforment l'information en spectacle ou la scénarisent comme une fiction... On nous a proposé, il y a peu, un reportage inouï sur un travesti du Bois de Boulogne. Un portrait intimiste bouleversant, presque parfait... si ce n'est que tout était scénarisé, jusqu'aux dialogues du travesti, qui, eux aussi, avaient été écrits...* »

Emotion garantie. La concurrence, la difficulté du marché des informations, incitent les petites agences à miser de plus en plus sur le sensationnel, pour attirer l'attention des chaînes. « *C'est une tendance* », note Paul Nahon, convaincu pourtant par le courrier d'« Envoyé spécial » des attentes du public pour des sujets plus quotidiens ou plus ardus.

Michèle Cotta, directrice de l'information sur TF 1 et productrice du magazine « Reportage », ne partage pas ce pessimisme ; mais, elle aussi, se méfie de la frontière, parfois ténue, entre information et fiction. « *Tout est affaire de mesure et de rigueur intellectuelle,* déclare-t-elle. *Ce qui importe, c'est de ramener des images qui témoignent, avec le plus de vérité possible, d'une réalité. Je me méfie du mélange des genres. Mais comment donner tort à ce journaliste qui, traitant des problèmes de la rentrée universitaire et tombant, exceptionnellement, sur un amphithéâtre peu rempli, avait attendu pour filmer que d'autres étudiants acceptent de s'y entasser, donnant ainsi à l'endroit un aspect artificiel ce jour-là, mais conforme à la réalité des autres jours ?* »...

ANNICK COJEAN

Vrais et faux sondages à la télévision

Il y a quelques mois, Mme Catherine Tasca s'était émue de la prolifération de sondages par Minitel ou téléphone dans les émissions de télévision. Sondages qui, comme celui des journaux quotidiens de la Cinq, donnent l'opinion des téléspectateurs volontaires mais non celle d'un échantillon représentatif de la population.

Saisi, le Conseil supérieur de l'audiovisuel vient de rendre son verdict. Les chaînes devront désormais « *rappeler clairement et systématiquement que le résultat affiché ne présente pas les garanties scientifiques d'un sondage et ne peut prétendre exprimer l'opinion du public* ». Elles devront, en outre, indiquer le nombre d'appels reçus.

Le CSA juge l'audiovisuel public

Un bilan « globalement positif » pour Radio France, RFI et RFO

Globalement positif : tel est le bilan que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a dressé le 23 juillet de l'activité de Radio-France, Radio-France Internationale (RFI) et Radio-France Outre-Mer (RFO) en 1989.

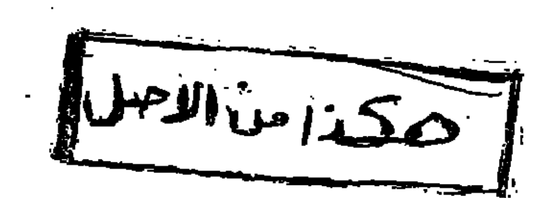
En ce qui concerne Radio-France, le CSA souligne avec satisfaction la conformité de la société « *aux obligations de son cahier des charges* » et à « *ses missions de service public* », tout en souhaitant que Radio-France accentue son effort de promotion de ses programmes. S'il salue les changements de la grille de l'information à France-Inter touchant notamment à la tranche du matin, le CSA regrette que, dans le domaine de la création radiophonique, la station ait moins commandé d'oeuvres musicales à des compositeurs français (47 commandes contre 57 en 1988, dont les trois quarts à des Français). Une baisse qui avait provoqué une vive polémique entre certains milieux musicaux et M. Claude Samuel, directeur de la musique à Radio France (*le Monde* du 27 juin).

Les « sages » regrettent aussi la baisse sensible du volume des oeuvres de fiction de France-Inter faisant appel à des comédiens. Prenant en compte l'augmentation du temps d'antenne de Radio-Bleue (sept heures quotidiennes de plus), le CSA note surtout la progression de l'audience de France-Infos en six mois (2,5 % en septembre 1988, 4,5 % en mars 1989), ce qui limite l'incidence de la baisse d'audience de France-Inter, ainsi que la mise en service sur TDF1 des programmes radiophoniques « Hector » et « Victor ».

RFI, comme Radio-France, devra aussi faire davantage la promotion de ses programmes. Mais le CSA note avec satisfaction que RFI a développé sa diffusion en 1989 (856 heures hebdomadaires en langue française, 260 heures en onze langues étrangères) et que la station a continué d'étendre de manière significative sa couverture vers l'Asie, l'Afrique, l'Europe et l'Amérique, en recourant au câble et au satellite.

Le conseil dresse un bilan plus nuancé de RFO. Si, avec 5,5 millions de francs d'excédent, les résultats financiers de la société sont satisfaisants, des efforts sont encore nécessaires sur le plan de la programmation. Les « sages » souhaitent notamment que la production locale en télévision, qui ne représente que 8,5 % du temps d'antenne, soit renforcée et qu'une plus grande place soit accordée aux langues régionales, aux émissions pour la jeunesse et aux fictions.

Le CSA estime aussi nécessaire une augmentation du temps d'antenne et recommande une reprise « *plus complète* » des programmes d'Antenne 2 sur le deuxième canal. Mais le conseil renvoie aussi la balle dans le camp du gouvernement en demandant une modification du cahier des charges de RFO sur la publicité, la diffusion du cinéma et les émissions d'expression directe émanant des partis et syndicats.



مكبر من الاصل

Le Monde de l'Informatique

VIVEZ LA PASSION EN TEMPS REEL.

Groupe SILICOMP est la holding de OMNIS, SILICONE, PERIPHERIQUE ASSISTANCE, GEX INFORMATIQUE.

Notre implantation est nationale, et notre croissance forte.
Nos domaines de compétence tournés vers l'avenir sont : le développement de matériels et logiciels, la formation dans l'informatique scientifique, industrielle, et Temps Réel.

Pour poursuivre leur expansion française et internationale, les sociétés du groupe recrutent des femmes et des hommes mobiles et à fort potentiel pour Grenoble, Paris, Marseille, Ferney Voltaire.

JEUNES INGENIEURS

Vous avez une formation grandes écoles (Supelec, Sup - aéro, Telecom, Ensimag, Enserg...) spécialisé en informatique Temps Réel, vous êtes créatifs et enthousiastes, responsables et ouverts aux autres.
Vous trouverez chez SILICOMP la puissance d'un groupe, la responsabilisation et la formation qui vous permettront d'épanouir vos talents dans le développement de logiciels et de matériels, pour des projets de réseaux industriels et d'informatique Temps Réel.
Vous êtes débutants ou bénéficiez d'une première expérience (1 à 3 ans), sur les standards de l'industrie (systèmes Unix, VMS - moniteurs PSOS, VRTX - réseaux MAP - langages C, ADA), ou en développement de matériel.

CHEF DE PROJETS

Un diplôme d'ingénieur grandes écoles, confirmé par 3 à 5 ans d'expérience professionnelle, vous a permis de mettre en pratique vos connaissances en informatique Temps Réel, en réseaux industriels ; vous êtes passionnés d'Unix. Vous voulez évoluer comme le fédérateur et le dynamiseur de nos équipes de développement.

VENEZ NOUS REJOINDRE

VOUS BENEFICIEREZ D'UNE REMUNERATION MOTIVANTE ET D'UNE CARRIERE ASCENDANTE DANS UN GROUPE EN PLEINE CROISSANCE.
SI COMME LES NOTRES, VOS AMBITIONS SONT TOURNEES VERS L'AVENIR, VENEZ VIVRE LA PASSION EN TEMPS REEL.

Grenoble



Veuillez faire parvenir vos candidatures écrites à :

Groupe SILICOMP
Brigitte ROLLAND
17, chemin des Près
38240 ZIRST-MEYLAN
Fabienne PREVERT
36, rue des Etats Généraux
78000 VERSAILLES



La Direction de l'Organisation et de l'Informatique du Crédit du Nord se renforce pour mettre en œuvre des nouveaux projets liés à sa stratégie de développement en France et à l'étranger.

EN AOÛT, PRENEZ DE L'AVANCE SUR VOTRE CARRIÈRE

Des structures souples et décentralisées, une productivité accrue, des services diversifiés et créatifs permettant une relation étroite avec tous les clients de la banque..., autant de réalisations qui font aujourd'hui du Crédit du Nord une entreprise profitable et performante, disposant des meilleurs atouts pour l'avenir. Associée à toutes ces mutations, la Direction de l'Organisation et de l'Informatique a mis en œuvre les moyens techniques et les outils les plus avancés du secteur bancaire (plus de 7000 micro-ordinateurs multifonctions connectés en 600 réseaux locaux reliés à un grand site central compatible IBM. Pour poursuivre cette politique d'innovation, elle souhaite intégrer des

JEUNES INFORMATICIENS

Ingénieurs Débutants ou Première Expérience

Les missions qu'ils prendront en charge dans les différents Départements (Système, Architecture, Applications) leur permettront de découvrir les activités de la banque tout en exerçant des activités opérationnelles. Elles les prépareront à leur futur métier de "banquier" et à une carrière très ouverte au sein du Crédit du Nord.
Les candidatures (lettre, C.V. et photo) sont à adresser, sous la référence CDN/07/90, à Alain de Bejarry.



Crédit du Nord
VOUS D'ABORD

Direction du Développement du Personnel
50, rue d'Anjou
75008 PARIS

AD'COM

Responsable informatique

REYNOLDS : vous connaissez la grande marque française d'instruments d'écriture 300 millions de C.A dont 30 % export. 460 personnes, une solide situation financière. Une informatique en évolution : passage de DPS 4 000 à DPS 7 000 fin 1990. 40 écrans, 12 micros.

Rapportant à la Direction Générale, siège à Valence, vous animez une équipe de 6 personnes dont 3 analystes programmeurs, contrôlez l'exploitation et gérez l'évolution et la cohérence des systèmes d'informations : commercial, production (GPAO), technique (CAO, DAO), gestion financière et comptable.

Dans la trentaine, de formation ingénieur, MIAGE ..., vous maîtrisez les aspects soft et hard, avec une expérience réussie de gestion d'équipes et de projets, de préférence en milieu industriel, une grande qualité de communication avec les utilisateurs. Alors écrivez-vite sous Réf. 530.02 M aux Conseils En Recrutement Associés, 1 avenue Georges Pompidou, BP 3211, 69403 Lyon Cédex 03.

MEMBRE DE SYNTEC

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES — CERA

Nous sommes un important groupe de presse, et nous recherchons pour nos services de gestion à Paris un :

FORMATEUR INFORMATIQUE

Nous désirons approfondir la culture technique de nos collaborateurs afin de favoriser leur autonomie et leur maîtrise de l'outil informatique personnel.

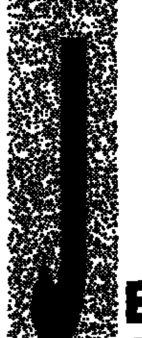
VOS RESPONSABILITÉS: *Orienter les utilisateurs d'outils bureautiques vers les formations externes appropriées; prolonger et adapter ces formations à leurs activités et leurs besoins.*

Assister les utilisateurs dans l'analyse des tâches qu'ils entreprennent au quotidien et leur indiquer comment les outils bureautiques permettent d'y apporter des solutions efficaces.

VOTRE PROFIL: *Vous êtes titulaire d'un BTS ou d'un DUT, vous possédez une première expérience de la formation en cabinet ou en entreprise. La maîtrise de l'environnement Macintosh et de ses principaux progiciels sera un atout supplémentaire.*

Vous avez de solides connaissances techniques, mais êtes avant tout pédagogue et curieux. Vos capacités d'adaptation et d'analyse, ainsi que votre disponibilité seront déterminantes pour ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous n°7128
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris



EST-CE BIEN RAISONNABLE ?

"Nous avons enfin eu le rendez-vous tant attendu avec cette société de conseil informatique de 200 personnes. Quand nous sommes allés visiter leurs bureaux, nous avons d'abord été étonnés par l'impression de saine émulation qui y régnait. Il faut le voir pour le croire. Cent trente ingénieurs en action : les uns élaborant des modèles financiers de gestion bancaire d'une grande banque ou bien testant les performances de la dernière version de l'atelier de génie logiciel commercialisé par la société ; les autres concevant la maquette d'un système expert intégré à l'informatique de gestion d'une entreprise ou bien adaptant le système maison de gestion automatisé des appels téléphoniques pour une importante société de marketing téléphonique. Après plusieurs mois de formation, ces

JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS
Grandes Ecoles

maniaient avec passion ces produits novateurs et ces méthodologies performantes. Enfin la surprise a été totale quand on nous a appris que l'ensemble des collaborateurs de cette société jouissait d'une politique de participation aux résultats originale et motivante. Aujourd'hui nous souhaitons compléter ces équipes par de jeunes ingénieurs, futurs chefs de projets. Alors, est-ce bien raisonnable de laisser échapper la possibilité de commencer demain, une carrière pleine d'opportunités ?"
Vous en doutez ? Alors téléphonez au 42.89.17.06 ou adressez votre dossier de candidature sous réf. 602/M à JFD conseil, 8, rue Saint Philippe du Roule 75008 Paris.

JFD conseil
RESSOURCES HUMAINES

CURRICULUM

SPIE BATIGNOLLES
RECRUTE

CHEF DE PROJET SYSTÈME D'INFORMATION DE LA DIVISION GÉNIE CIVIL

Age : 28 à 40 ans environ

Formation :
- Diplôme d'Ingénieur ou d'École de Commerce.
- Bases en informatique.

Mission :
- Organiser et mettre en place le nouveau système d'information de la Division Génie Civil.
- A la responsabilité d'une équipe d'informaticiens.

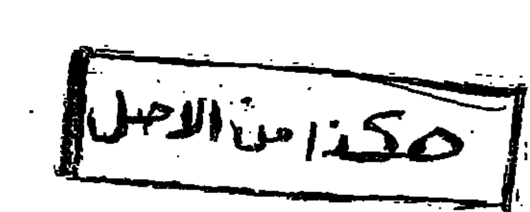
Qualités :
- Capacité de comprendre le fonctionnement d'une entreprise
- Capacité à conduire un projet
- Possède un sens relationnel éprouvé.

Ecrire à R. VALLAT - Responsable Ressources Humaines
SPIE BATIGNOLLES - Division Génie Civil
Parc St-Christophe
95862 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



Le Monde des Secteurs de Pointe







NOTRE GROUPE

(17.000 PERSONNES
23,6 MILLIARDS
DE FRANCS DE CA)

EST LE LEADER
MONDIAL DU CYCLE
DU COMBUSTIBLE
NUCLEAIRE.

POUR NOTRE SIÈGE SOCIAL
DE VÉLIZY.

NOUS RECHERCHONS
POUR LE SERVICE

PLAN ET ETUDES ECONOMIQUES

3 JEUNES CADRES

Vous participez à l'élaboration des plans pluriannuels et des études qui y sont associées. Vous identifiez et collectez les informations auprès des différents gestionnaires, concevez les programmes informatiques nécessaires (langage APL) ; vous contrôlez la fiabilité des résultats et rédigez les conclusions de ces études.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez une formation complémentaire ou une première expérience en gestion (planification, études technico-économiques, gestion industrielle ou de projet).

Vous évoluerez à moyen terme soit vers la responsabilité totale du plan d'une branche, soit vers une fonction technique ou de contrôle de gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. JPCO à COGEMA DRS Gestion des Cadres - BP 4 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY.



UNE CARRIERE INTERNATIONALE
DANS LE RECRUTEMENT

Dans le cadre de son développement international, notre entreprise pharmaceutique recherche un

CONSULTANT JUNIOR

Ce poste basé à Paris nécessite de nombreux déplacements à l'international.

Le choix judicieux de vos stages ou de votre première expérience professionnelle montre que vous êtes un passionné des relations humaines et du recrutement.

De langue maternelle anglaise, outre le français, vous parlez l'espagnol et/ou l'allemand.

Si cette offre vous intéresse, envoyez lettre manuscrite, CV et photo sous référence 15051 à CONTESSE - 38, rue de Villiers - 92532 Levallois-Perret Cedex qui transmettra.

CONTESSE

cegos

Consultants Formateurs
en GESTION de PERSONNEL

N° 1 en Europe de la formation des adultes, la CEGOS connaît une forte croissance et propose des postes de Consultants Formateurs à des spécialistes en Gestion et Administration du Personnel. Intervenant en entreprises, vous y mènerez, après les avoir conçues et négociées, des formations-actions, vous élaborerez de nouveaux produits de formation et les animerez. Ces postes conviennent à des diplômés(e) d'études supérieures, ayant une forte expérience de la gestion et de l'administration du personnel. Déjà formateurs, vous êtes motivés par une intégration dans une équipe où votre carrière sera liée à votre dynamisme et à votre créativité.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 23846/M
à Marie-José FOURNIAT - **CEGOS Division Recrutement**
Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE CEDEX.



- Secrétaire Général de la Mairie (cat. 20 à 40.000 hab).
- Direction du Cabinet du Maire
- Direction du Centre Communal d'Action Sociale
- Direction des Services Sportifs
- Direction des Services Culturels
- Instituteur (trice) maternel communal
- Direction de la Société d'Economie Mixte du Prorel (station de sports d'hiver)
- Ingénieur Territorial (services techniques)
- Direction de l'antenne Briançonnaise de la Société d'Economie Mixte pour le Développement des Hautes Alpes
- Direction de l'Association pour le Développement Economique de la Haute Durance
- Direction de l'Association pour la Recherche et le Développement en Montagne
- Direction de l'Office Briançonnais du Tourisme
- Brigadier, chef du Service de Police municipale

CONTACT ET PROFILS DE POSTES :
SERVICE EMPLOI - LOGEMENT - VILLE DE BRIANÇON
MAIRIE - LES CORDELIERS 05100 BRIANCON
Tél. : 92 21 18 44 Fax : 92 20 38 30

Candidatures à déposer avant le 1/8/90 avec lettre d'intention manuscrite et CV complet. Décision possible pour la rentrée scolaire.

PARACELSUS  KLINIK FRANCE

avec actuellement 5 cliniques à Paris et à Nice et faisant partie d'une chaîne de 65 cliniques, en Europe et aux Etats-Unis, ayant plus de 7 000 lits

cherche
pour ses implantations en France

UN DIRECTEUR

35-45 ans environ, expérience similaire dans la fonction d'une clinique importante, dynamique, prêt à coopérer avec le corps médical, prêt à s'intégrer dans une équipe de professionnels.

Seuls les candidats pouvant justifier d'une expérience solide seront retenus.

Prière d'adresser votre C.V., photo et vos prétentions à l'adresse suivante : PARACELSUS KLINIK FRANCE SARL
A l'attention du Dr U. SCHLEWING, PDG
19-21, avenue du Bois-d'Amour, 93700 DRANCY

Consultant en recrutement par voie d'annonces

Avec 3 pôles, l'approche directe (TAILLANDIER SEARCH), les métiers de la Banque (FINANSEARCH) et le recrutement par annonces, nous réussissons une croissance maîtrisée sur un marché très actif. Nous cherchons des professionnels du recrutement par annonces, avec au minimum 2 ans en cabinet, ou des professionnels de la vente de services aux entreprises avec 5 ans d'expérience. Si le respect d'une éthique, des équipes gagnantes, une rémunération "incentive", des projets de développement et de partenariat vous attirent, appelez Sylvie Goudet au 42 56 02 28, même au mois d'août, ou adressez votre candidature au 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS.



Journal de l'Ouest

recherche

JOURNALISTE CONFIRMÉ

pour poste à responsabilités.
Bonne culture générale.

Ecrire avec c.v. + photo sous n° 8990 au :
MONDE PUBLICITÉ – 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

ASSEDIC DE BRETAGNE

450 personnes sur les départements 22, 39, 35, 56

Recrute son futur

DIRECTEUR

(résidence Rennes)
Diplômé grande école

C'est un manager, généraliste d'entreprise possédant qualités de gestionnaire, de meneur d'hommes, d'animateur, pourvu d'un grand esprit de dialogue.
Doit avoir exercé une fonction de direction réussie.

clôture des candidatures le 31 juillet 1990

Adressez Curriculum Vitae, photo et prétentions, sous double pli personnel et confidentiel à

**Monsieur le pésident
ASSEDIC DE BRETAGNE
36, rue de Léon
35053 RENNES CEDEX**

COMMUNIQUER POUR RECRUTER

Voilà le message que notre jeune Agence veut faire passer dans les entreprises, et pour cela nous recrutons un

JEUNE CHEF DE PUB *HF*

avec de l'AMBITIONS+

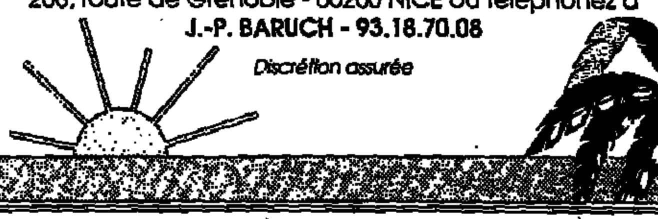
Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou équivalent), vous pourrez justifier d'une expérience de 2 ans minimum dans un *poste similaire, si possible en agence.*

Outre le suivi d'un *portefeuille de clientèle, vous aurez en charge son développement. Goût du contact, du terrain et un certain charisme font de vous le candidat recherché.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

AMBITIONS +
208, route de Grenoble - 06200 NICE ou téléphonez à
J.-P. BARUCH - 93.18.70.08

Discrétion assurée



Le Monde
des
Secteurs de Pointe

RNIS, TRAITEMENT DU SIGNAL ET D'IMAGE, AUTOMATISME...

c'est dans ces domaines qu'intervient principalement ce cabinet de Conseils en Brevets, à Paris, qui recherche de **JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS**

ENST, CENTRALE, SUP'ELEC, ENSI...

intéressés par une responsabilité leur permettant de mettre en valeur l'ensemble de leurs connaissances d'ingénieur.
Le complément de formation à la profession de conseil en propriété industrielle sera assuré par le cabinet. Le contexte international impose la pratique de la langue anglaise.

Ecrire sous Réf.075 LM à Gallos et Associés - Conseil en Recrutement, 116, Champs Elysées, 75008 Paris.

Une structure départementale de développement économique
RECHERCHE

son DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ce poste s'adresse à un candidat de niveau supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, SUP de CO...), possédant une bonne expérience de l'entreprise.
La connaissance de l'anglais est nécessaire et celle de l'Allemand souhaitable.
La rémunération brute annuelle ne sera pas inférieure à 360 000 F.

**Envoyer lettre et curriculum vitae manuscrits avec photo sous n° 8984 :
LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.**

Ville banlieue sud

recherche

ATTACHÉ

chargé du secteur Économique de la Ville

RÉDACTEUR

responsable au sein du service financier
du secteur Achats Engagements

RÉDACTEUR

adjoint au responsable du C.C.A.S.

ATTACHÉ ou RÉDACTEUR

pour le service emploi, ayant connaissances du dispositif d'insertion professionnelle des adultes et des jeunes.

PÉDIATRE

pouvant effectuer des vacations sur trois structures de la petite enfance.

AUXILIAIRE DE PUÉRICULTRICE

pour la mini-crèche

Adresser lettre et C.V. sous Nº 8994
LE MONDE PUBLICITÉ
5, RUE DE Monttessuy 75007 Paris

LA VILLE DE CLICHY-LA-GARENNE
(HAUTS-DE-SEINE) 48 000 habitants

RECRUTE
selon conditions statutaires

– POUR LA DIRECTION DU PROTOCOLE ET DE LA VIE INTÉRIEURE :
- **ATTACHÉ TERRITORIAL – ADJOINT AU DIRECTEUR DE SERVICE**
Disponibilité importante nécessaire.

– POUR LA DIRECTION DU PERSONNEL ET DES RELATIONS HUMAINES :
- **ATTACHÉ TERRITORIAL**
Connaissance du statut appréciée. Sera chargé de la formation et du développement des relations humaines.
- **RÉDACTEUR TERRITORIAL**

– POUR LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN :
- **RÉDACTEUR TERRITORIAL**
Connaissance du droit des sols appréciée.

– POUR LE SERVICE CONTENTIEUX DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES *SERVICES TECHNIQUES :*
- **RÉDACTEUR TERRITORIAL**
Connaissance du domaine nécessaire.

– POUR LE SERVICE LOGEMENT :
- **RÉDACTEUR TERRITORIAL**

Adresser lettre manuscrite avec c.v. à :
Monsieur le Maire – Conseiller général
Hôtel de Ville – 92110 CLICHY-LA-GARENNE.

RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

Filiale Allergo-Immunologique de l'Institut MERIEUX INTERNATIONAL située en Région Parisienne.

Au sein de notre Direction Commerciale, vous serez responsable du développement commercial du département EXPORT. Vous aurez pour mission de gérer, animer et développer les réseaux de distribution (agents, filiales). *Vous serez chargé de prospecter de nouveaux* marchés, promouvoir notre gamme de produits, intensifier la notoriété et l'image de marque de la société à l'étranger.

A environ 30 ans, vous justifiez d'une formation supérieure de préférence scientifique et d'une expérience commerciale réussie si possible dans l'industrie Pharmaceutique. Vous parlez couramment l'anglais. A *la fois* **homme de terrain** *et de* **réflexion**, vous êtes également un bon gestionnaire. Autonomie, pragmatisme et grande disponibilité, sont vos meilleurs atouts pour réussir à ce poste.

Rémunération motivante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) à notre conseil ECG consultants 17 rue Galilée - 75116 Paris.







Eminent fabricant, parmi les leaders dans la production des bouteilles isolantes en Europe, recherche :

CHEF DE VENTE

Représentant uniquement la marque ROTPUNKT et ayant une bonne orientation d'entreprise.

– Devant s'occuper des centrales d'achats de toute la France.
– Pourvu d'une bonne connaissance du marché et ayant déjà certains contacts.
– Honoraires au-dessus de la moyenne et selon les résultats obtenus (fixe + commission).

Partenaire : M. Gerhard Ascher chez



Dr. Anso Zimmermann
Industriestraße
D 6434 Niederaula
Telefax 06625/5211

Déjà ingénieur, futur financier.

Nous sommes un établissement financier, filiale d'un grand groupe international, qui fonde sa puissance sur de nombreuses activités. Accorder des crédits à des consommateurs, tel est notre métier. Pour cela, il nous faut gérer un risque et aider parfois nos clients à gérer le leur. Avec plus de 500 personnes, nous avons dégagé plus de 100 millions de francs nets après impôts en 1989.

Nous souhaitons vous confier la responsabilité d'un service de prospective où vous conduirez des études qui porteront tant sur les systèmes de paiement que sur les comportements des clients débiteurs. Bien évidemment, ces études devront aboutir à des recommandations et après validation, à une mise en place. Certes, vous vous en doutez, nous maîtrisons les techniques existantes, mais pour être les premiers, il faut anticiper l'évolution des technologies et des attitudes des consommateurs. Vous disposerez des moyens informatiques qui vous aideront à organiser les flux d'informations dont vous aurez besoin.

Ingénieur de haut niveau (X, Centrale, Mines, Pont, Ensae), quasi-débutant ou pouvant faire valoir une première expérience, vous ferez profit de votre aptitude mathématique et conceptuelle et trouverez la possibilité de satisfaire votre goût du concret et votre intérêt pour la finance. Merci d'adresser votre dossier sous la référence A 171 812 LM, à notre conseil, Philippe Vuitteney, associé du cabinet Sirca - 140, Bd Haussmann - 75008 Paris, qui l'étudiera en toute confidentialité. Ce poste est basé dans la région lilloise.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

Magnetrol, fabricant leader d'appareils de mesure électromécaniques et électroniques, est à la recherche d'un (m/f)

DELEGUE COMMERCIAL

qui nous représentera en France et remplira une fonction dirigeante dans notre siège commercial à Paris.

Profil du candidat idéal: ☐ aura bénéficié d'une formation d'ingénieur technique en électronique; ☐ fera preuve d'une expérience *dans la vente de trois à cinq ans;* ☐ pratiquera couramment l'anglais.

Si vous êtes un professionnel avec un passé de vente couronné de succès et que vous avez le vif désir de construire et de réussir, vous êtes prié d'écrire en toute confidence à Magnetrol International S.A., *à l'attention de Monsieur Dennis J. Stevenson, International* Director Sales and Marketing, Heikensstraat 6, B-9140 Zele, Belgique.

Magnetrol

SECRÉTAIRES

Ville d'Issy-les-Moulineaux
47 000 habitants
RECRUTE UNE

COLLABORATRICE

pour le secrétariat particulier du Cabinet de Monsieur le Maire

Titulaire Bac G1 ou équivalent.
Statut contractuel. Disponibilité indispensable.
Expérience souhaitée.
Usage du traitement de texte Word 5.
Poste vacant le 1er septembre 1990.

Adresser la lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un curriculum vitae détaillé et une photo à :
MONSIEUR LE DÉPUTÉ MAIRE
62, avenue du Général-Leclerc
92130 Issy-les-Moulineaux

OFFICE D'ÉDUCATION AMBASSADE D'ESPAGNE
recrute
2 PROFESSEURS 1 INSTITUTEUR
Adresser c.v. à :
63, rue Pierre-Charron.
75008 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS
recrute
JOURNALISTE
pour informations sur les sociétés, excellente formation *économique, spécialisé* en micro-économie et *en droit des affaires.*
Adr. c.v. + photo s/nº 8993 :
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy,
75007 PARIS.

INSTITUT SUPÉRIEUR PRIVÉ PRÉPARANT AU BTS
recherche
PROFESSEURS
de market., angl., maths appl.
Adr. L.c. + c.v. s/nº 8992 :
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy,
75007 PARIS.

STÉ PÉTROLIÈRE MONTE-CARLO
CHERCHE
COLLABORATEUR
Dynamique, expérimenté.
Possédant solides connaissances techniques *produits pétroliers.*
Formation commerciale *marketing.*
Discrétion maximum assurée.
Ecrire sous le nº 8988
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

VILLE D'OULLINS
(Rhône),
27 000 habitants
recrute
sous conditions statutaires
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Adresser candidature avec curriculum vitae et photo à :
Monsieur le député et maire, *mairie d'Oullins,*
Boîte postale 87,
69923 Oullins Cedex.

BERNARD BRUCHE FRANCE
CABINET DE FORMATION
cherche
ANIMATEUR (TRICE)
30 ans minimum
pour activité Paris.
Disponibilité rapide.
Très bon contact humain.
Activité de représentation possible auprès de clients.
Rémunération en fonction de l'expérience.

Adresser lettre avec *prétentions,* date de disponibilité, photo, dossier de candidature.

80, rue Aristide-Briand
77300 FONTAINEBLEAU
TÉL. : 64-22-10-86.

AGENCE D'URBANISME
DE BREST
recherche
ARCHITECTE URBANISTE EXPÉRIMENTÉ
5 ans d'expérience minimum.
Missions : études préalables,
projets *urbains.*
Adresser C.V.
à l'Agence d'urbanisme,
16, rue Coat-Ar-Gueven,
29200 Brest
avant le
15 septembre 1990.

U.F.J.T. ILE-DE-FRANCE
RECRUTE
CHARGÉ DE MISSION HABITAT
pour restructuration des foyers de jeunes travailleurs et développement de l'offre de logements pour les jeunes en Ile-de-France. Exp. et *connais. du secteur*
HABITAT
comme facteur d'INSERTION.
Poste à pourvoir le 1er sept. 1990. C.D.D 2 ans.
Adress. Dossier de candidature et prétentions à
U.F.J.T. ILE-DE-FRANCE
10, rue Volga
75020 Paris.

LE CENTRE DE RECHERCHE ET D'ACTION CULTURELLE VALENCE
recrute
UN RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES
Poste à pourvoir à partir du 17 septembre 1990.
Actions liées à la programmation théâtre, cinéma, arts plastiques et coordination, secteur jeune public.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo avant le 27 août 1990 au CRAC, 10, rue Farnerie, 26000 Valence.
Tél. 75-43-42-33.

SOCIÉTÉ RECHERCHE UN
JEUNE INGÉNIEUR
de formation mécanique ou électro-mécan., justifiant de qques années d'expérience *industrielle. Le poste,* basé à PARIS, réclame une grande disponibilité pour de fréquents déplacements à l'étranger.
Nécessité d'une bonne connaissance de l'anglais *et pratique courante de* la micro-informatique.
Disponible rapidement.
Adresser lettre manuscrite *+ c.v. + photo et prétentions* sous réf. 6866 à :
LEVI TOURNAY/ASSCOM
31, bd Bonne-Nouvelle, 75012.

SOCIÉTÉ CENTRE DE PARIS
recherche
DOCUMENTALISTES
pour préparation et tenue à *jour annuaires biographiques* et monographiques sur le *secteur économique (formation éco. souhaitée) ou de l'administration française.*
Dactylographie indispensable.
Envoyez c.v. + photo à :
S.G.P. P.A. nº 2292,
13, avenue de l'Opéra,
75001 PARIS.

Importante Société Transit International ROISSY C.D.G.
dans le cadre de son expansion, recherche pour rejoindre ses services comptables *centralisés*
(30 pers., 21 agences)
3 COMPTABLES B.T.S.
Expérience 1 à 2 ans.
Anglais apprécié.
1 pour compta. exploitation.
1 pour compta. gle/trésorerie.
1 pour compta. fournisseurs.
Salaire suivant expérience.
Adresser lettre manuscrite, c.v., photo, salaire actuel *et prétent. ss/réf. 3068/J à :*
AMP – 2, rue Aristide-Briand
92532 Levallois Cedex.

DEMANDES D'EMPLOIS

FEMME 5 ANS EXPÉRIENCE
service télématique
(MICRO-SERVEUR + DP 56)
cherche emploi.
CONCEPTRICE-GESTIONNAIRE VIDÉOTEX
Merci de faire offre à :
MICHÈLE VIDAL
13, AVENUE DE VERDUN
92260 FONTENAY-AUX-ROSES.

AUDIT-ÉTUDES
Mission à la carte, longue exp. (diplôme expertise comptable), intervention *France et étranger.*
Possibilités en 8 et 9 1990.
Tél. : (16) 59-03-31-64.

Dr Éco + Psycho + USA
15 ans cadre. 10 ans gérant de ma PME que je viens de vendre, cherche D.G. PME ou similaire ou missions.
Ecrire sous le nº 8981
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CADRE
ayant une grande expérience en Asie dans l'assistance médicale et l'assurance cherche un nouveau poste dans la région.
Accepte secteur d'activité différent (parle anglais et japonais)
Excellente connaissance de la micro-informatique.
Ecrire sous nº 8 987.
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.

L'AGENDA

Cours

Part. rech. prof. pour donner *cours d'anglais accéléré* pendant la journée.
Tél. : 48-22-70-29.
Demander Bob Stonne.

Vacances

Tourisme

Loisirs

CANNES,
quartier Palm Beach, très calme, immeuble standing, appartement 2 p., grand confort, climatisation, salle de bains, cuisine, grande terrasse, 2e étage, ascenseur, proximité de tous commerces, mer immédiate.
Location au mois ou à la quinzaine.
Tél. 45-27-26-85
de 9 h à 14 h
et de 20 h à 22 h

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

12e arrdt

PTE DORÉE. Résid. 1980. Séj., 3 chbres, cuis., tt cft. 4e ét., park., balcon. Prix : 1 945 000 F. *Mas Immobilier : 43-45-88-53.*

15e arrdt

PROPRIÉTAIRE VEND
85, rue Olivier-de-Serres dans bel imm. rénové, ascenseur
BEAU 3 PIÈCES
refait neuf. 1 290 000 F.
Sur place le 24 et le 25/7 *de 11 heures à 17 heures.*

18e arrdt

PARIS 18e : dans bel immeuble, 5e *étage,* appartement 64 m², ascenseur, entrée, cuisine, séjour, 2 chambres, salle d'eau, w.c., balcon, cave, chauffage central individuel, concierge. Prix : *2 000 000 F. Tous rens. :* Me GUILLAUME, notaire *58110* CHATILLON-EN-BAZOIS. 16/86-84-16-49.

PL. DU TERTRE
LOFT 75 m². Séj., 2 chbres. cuis. total. équip. Vue jard. 2 500 000 F. 46-34-73-13.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY prox. av. MADRID. Séjour, 1 chbre, tt cft réf 1 200 000 F. 46-34-73-13.

pavillons

91 MORSANG-SUR-ORGE pav., env. 180 m² hab., sur 400 m² terr., garage 2 voit., cuis. et s. de bns équipées, séjour 28 m², cheminée, 3 ch., greniers, chauff. central mazout, régulation automatique, nombrx rangements, proche écol. et commerces. *Prix : 1 250 000 F.* Tél. 69-04-16-47 apr. 19 h.

maisons de campagne

51, 110 *km est de Paris, urgent,* maison rénovée, 200 m² hab., 6 pces, 5 300 m² *terrain arboré* clos, calme, 580 000 F à déb. 26-81-14-61.

locations non meublées demandes

Paris

MASTER GROUP
Recherche appts vides ou meublés de standing pour CADRES et DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS.
47, *rue Vaneau,* Paris-7e.
42-22-14-61/42-22-24-66

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris-8e
recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE *VIDES ou MEUBLÉS.*
HOTELS PARTIC. PARIS et *VILLAS PARIS-OUEST.*
Tél. : (1) 45-62-78-99.

locations meublées demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY
URGENT. Rech. pour dirigeants étrangers d'importants groupes anglo-saxons. LUXUEUX APPTS MEUBLÉS. DURÉE 1 à 2 ANS. LOYERS GARANTIS.
Tél. : (1) 45-27-12-19.

bureaux

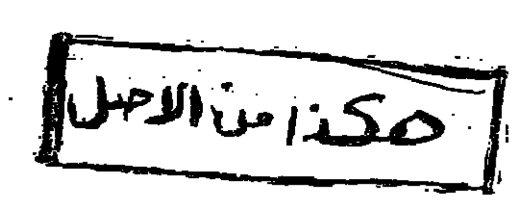
Locations

A PARTIR DE 50 F HT/mois
Votre ADRESSE COMMERCIALE Paris 1er, 8e, 9e, 12e, 15e, 17e
LOCATION DE BUREAUX
CREADOM 42-67-05-99.

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO
Burx., secrét., tél., télex, fax.
Domicil. 170 à 390 F/M.
CIDES 47-23-84-21.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitution de Sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques.
43-55-17-50.

DOMICILIATION
BUREAUX, TELECOPIE, TÉLEX
AGECO 42-94-95-28.



MARCHÉS FINANCIERS

Baisse des résultats
et hausse de l'endettement des entreprises

Les marchés réagissent sans panique au brusque « trou d'air » de Wall Street

Bien *qu'affectée par les scandales*, la Bourse de Tokyo *n'a* pas réagi, mardi 24 juillet, au plongeon brutal et inattendu de la Bourse de New-York, lundi. Alors que Wall Street avait terminé *en* baisse de 1,9 %, le Kabuto Cho a perdu le 24 juillet 0,5 %. Fortement affectés en fin de séance la veille, les marchés européens ouvraient mardi sur *une note indécise*. Le dollar était à son plus bas niveau depuis deux ans et demi, cotant 1,62 deutschemark et 5,45 francs français.

La Bourse de New-York a enregistré lundi 23 juillet une forte secousse, faisant perdre à l'indice Dow-Jones plus de 108 points (3,6 %) en début de séance. Au fil des heures, Wall Street se ressaisissait, et le célèbre baromètre américain parvenait à réduire ses pertes. Il terminait la journée sur une baisse de 1,94 % (– 56,44 points) à 2904,70 points, la plus forte depuis le 22 janvier (– 2,8 %). Les effets de cette turbulence provoquée par de mauvais résultats semestriels des entreprises se sont ressentis sur l'ensemble des places internationales ouvertes à ce *moment-là*. En Europe, Paris s'est déprécié de 2 % et Londres de 1,6 %.

Un vrai faux krach ou un faux vrai krach ? Quelques heures après ce mini-séisme boursier, les experts se perdaient toujours en conjectures sur les raisons de son déclenchement.

A entendre les commentaires qui ont suivi le trou d'air sur les marchés, il semble toutefois que l'accumulation de nouvelles, pas toutes mauvaises mais souvent contradictoires, voire décevantes, ait fini par faire craquer le marché américain, qui, depuis une huitaine de jours, tentait en vain de franchir la barre historique des 3 000 points de l'indice Dow Jones.

Première série d'informations, celles portant sur l'état de santé de l'économie américaine. L'aggravation du déficit budgétaire a relancé les craintes d'un durcissement de la politique de crédit, au moment où les statistiques tendaient à confirmer que le ralentissement de la croissance devrait au contraire amener la Réserve fédérale à se montrer plus conciliante, pour éviter un refroidissement trop brutale.

Singulièrement, M. Alan Greenspan, président de la puissante banque centrale américaine, *allait tour à tour souffler le chaud et le froid sur une Bourse en pleine transpiration. Il commencait d'abord par affirmer son intention de relâcher les rênes du crédit. Puis, se ravisant, il décidait quelques jours plus tard de lier à la réduction drastique du déficit budgétaire tout effort pour parvenir à une détente des taux d'intérêt.* Avait-il bien mesuré l'impact de ses déclarations ? En tout cas, dans l'intervalle, la communauté boursière américaine apprenait que l'inflation avait sensiblement repris au mois de juin dernier (+ 0,5 %) et que le déficit commercial avait commencé à se regonfler lentement en mai après une contraction prometteuse le mois précédent.

Tous les ingrédients étaient dès lors disponibles pour confectionner la potion amère que les boursiers américains aiment parfois ingurgiter. Simultanément, les résultats intérimaires des grandes entreprises américaines, dont on savait *déjà qu'ils ne seraient pas fameux, commençaient à tomber.* De ATT *en passant par* American Home, *Caterpillar*, Pfizer, Texas Instru*ments et jusqu'à* MacDonald, la *liste n'est pas exhaustive.* Seule *auparavant la performance d'IBM avait contribué à la progression du* Dow Jones vers les 3000 points. Autre facteur *négatif* : la célèbre société d'analyse financière Moody's vient de révéler que la plupart des entreprises américaines *sont trop endettées. Ainsi, au cours du premier semestre*, elle a été amenée *à revoir à la baisse la cotation de* 217 firmes, n'en réappréciant que 52. Du jamais vu jusqu'à présent (*le Monde* du 24 juillet).

La Bourse new-yorkaise aurait pu se contenter de faire seulement la grimace si les taux d'intérêt, après une brève détente, ne s'étaient pas obstinés à remonter.

Les *program tradings*, ces fameux logiciels de ventes (et d'achats) automatiques, ont enfin largement contribué à accélérer le mouvement. Tant et si bien que les autorités de la Bourse ont dû interrompre les cotations pendant un petit moment pour calmer le jeu, utilisant ainsi les coupes-circuit instaurés depuis le krach d'octobre 1987.

Dans un marché très actif (209 millions de titres ont été échangés), Wall Street a vécu sa plus mauvaise journée depuis six mois.

ANDRÉ DESSOT et DOMINIQUE GALLOIS

New-York et Francfort en tête

	Fin 1989	23 juillet	Variation en %	+ haut	+ bas
NEW-YORK (Dow Jones)	2753,20	2904,70	+ 5,5	2999,75 (16-07)	2543,24 (30-01)
TOKYO (Nikkei)	38915,87	31894,79	– 18	38712,88 (4-01)	28002,07 (2-04)
LONDRES (FT 100)	2422,7	2359,7	– 2,6	2463,7 (3-1)	2103,4 (30-04)
PARIS (CAC 40)	2001,08	1990,04	– 0,5	2129,32 (20-04)	1800,32 (26-02)
FRANCFORT (Commerzbank)	2190,20	2376,40	+ 8,5	2414 (3-04)	2151,5 (24-01)

NEW-YORK, 23 juillet ↓

En retrait de 1,9 %

Alors que nul ne s'y attendait vraiment, Wall Sreet a été pris en début de semaine d'une soudaine crise de *faiblesse. Le marché a d'abord chuté de façon presque vertigineuse, avant de se redresser un peu.* A la clôture, l'indice Dow Jones des industrielles accusait encore un retard de 56,44 points à 2 904,70. Au plus bas de la journée, il était tombé à 2 833,17. *Quoi qu'il en soit, c'est sa plus forte baisse (– 1,9 %) depuis* le 22 janvier dernier (– 2,8 %).

Le bilan de la journée en dit long sur les dégâts causés à la cote par ce mini-séisme. Sur 2 012 valeurs traitées, 1 404 ont baissé, seulement 225 ont progressé et 383 n'ont pas varié.

De l'avis général, la Bourse new-yorkaise a cédé à la déprime. Les nouvelles économiques ne sont *guère encourageantes. Les résultats intérimaires des entreprises ne sont* pas fameux, en règle générale. Surtout, la détente tarde à se faire sentir sur le front des taux d'intérêt. Pour couronner le tout, les *program tradings* ont accentué le repli. La barrière mise en place depuis le *grand krach d'octobre 1987*, a fonctionné et *les cotations furent suspendues une demi-heure durant, permettant au marché* de souffler un peu.

L'activité s'est un peu *accélérée* et 209 millions de titres ont été échangés contre 177,81 millions vendredi dernier.

VALEURS	Cours du 20 juillet	Cours du 23 juillet
Alcoa	66 1/4	66
ATT	37 5/8	37 1/4
Boeing	58	58
Chase Manhattan Bank	20 1/4	20
Du Pont de Nemours	40 3/8	39 1/4
Eastman Kodak	39 7/8	39 3/4
Exxon	48 5/8	48
Ford	43 1/8	42 3/4
General Electric	74	72 1/2
General Motors	49 5/8	48 1/2
Goodyear	29	28 1/2
IBM	117 5/8	115 7/8
ITT	58 1/4	56 3/4
Mobil Oil	66 1/4	66
Pfizer	73 1/4	70 7/8
Schlumberger	64 1/4	63 1/2
Texaco	60 5/8	59 3/4
UAL Corp. ex-Allegis	161 1/8	157 7/8
Union Carbide	19	19 1/2
USX	34 1/4	33 1/2
Westinghouse	38 1/4	37 1/4
Xerox Corp.	47	46 3/8

LONDRES, 23 juillet ↓

Forte chute

Affecté par la chute de Wall Street, le London Stock Exchange s'est très sensiblement alourdi lundi. L'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est *inscrit à la clôture en baisse de 40,4 points (1,6 %) dans un marché peu actif, où seulement* 362,9 *millions* de titres ont été échangés.

La publication des chiffres – meilleurs que prévus – de la balance des paiements courants britannique avait permis au marché de regagner une partie des pertes enregistrées à l'ouverture, l'indice Footsie ayant cédé initialement jusqu'à 47 points. Mais l'affaiblissement rapide de Wall Street en début de séance devait brusquement peser sur le marché londonien.

D'autre part, des rumeurs selon lesquelles le conglomérat britannique Hanson serait candidat à l'achat de Power Gen, l'un des deux générateurs d'électricité d'Angleterre et du pays de Galles, que le gouvernement pourrait privatiser sans avoir recours à une introduction en Bourse, ont fortement pesé sur le titre. Le cours de Thorn EMI a été victime des rumeurs sur son rachat de la compagnie Filmtrax.

PARIS, 24 juillet =

Valse-hésitation

Au lendemain de la secousse de Wall Street qui a entraîné dans son sillage une chute de la Bourse de Paris (– 2 % en clôture lundi), les gestionnaires se montraient plutôt hésitants mardi sur l'attitude à adopter. Révélateur de cette incertitude ambiante, l'indice CAC 40, après avoir ouvert en hausse de 0,36 %, fluctuait ensuite. Si, en fin de matinée, il virait au rouge avec des pertes modestes (– 0,03 %), il redevenait positif en début d'après-midi. Vers 14 heures, il s'établissait à + 0,31 %. La quasi-absence de réaction de la place japonaise mardi *matin à ce trou d'air américain a été* reçue comme un signal encourageant par l'ensemble des places *européennes*. Toutefois, les *intervenants attendaient de connaître l'évolution de la bourse new-yorkaise pour en savoir plus sur la durée d'une telle turbulence.*

La chute du dollar liée à cette secousse a provoqué un raffermissement de l'or. L'once de métal jaune s'échangeait à Londres à 368,25 *dollars*, progressant ainsi de près de 2 % depuis la fin de la semaine dernière. Les mines étaient donc recherchées, ce qui entraînait cet engouement observé pour celle de Salsigne. Cette valeur figurait parmi les plus fortes progressions de la séance. Parmi les autres valeurs recherchées, on notait Bail Equipement, Raffinage, La Rochette et MMB. Du côté des baisses figuraient Epéda Bertrand Faure, CCMC, Concept Sa et surtout Salomon. La *firme d'Annecy, confrontée à d'importantes pertes, a présenté lundi un plan de restructuration destiné à économiser 300 millions de francs. Ce projet comportant 261 suppressions d'emplois a déclenché un* mouvement de grève des cadres de l'entreprise.

TOKYO, 24 juillet ↓

Nouveau repli

Pour la cinquième séance consécutive, la baisse était au rendez-vous au Kabuto Cho. L'indice Nikkei s'inscrivait en clôture à *31 702,46* soit une perte de *192,33* points *(– 0,6 %) sur son niveau de la veille réagissant peu à la secousse de Wall* Street quelques heures auparavant. L'indice limitait malgré tout les pertes qu'il avait connues en début d'après-midi (près de 400 points) sur la baisse du yen, du marché obligataire et sur des dénouements de positions longues opérés par les arbitragistes.

Le marché était peu actif. Nombre d'opérateurs craignant une éventuelle *hausse des taux et soucieux de la faiblesse du yen ont préféré rester sur la touche. Le regain des tensions dans le Golfe a ajouté au* pessimisme ambiant et leur a aussi donné une excuse pour se retirer du marché.

VALEURS	Cours du 23 juillet	Cours du 24 juillet
Akai	1 020	1 000
Bridgestone	1 520	1 500
Canon	1 850	1 790
Fuji Bank	2 470	2 410
Honda Motors	1 740	1 740
Matsushita Electric	2 080	2 080
Mitsubishi Heavy	961	936
Sony Corp.	8 800	8 720
Toyota Motors	2 250	2 180

FAITS ET RÉSULTATS

□ **General Mills et Nestlé achètent RHM Breakfast Cereals.** – Le groupe américain et le groupe suisse ont acquis par l'intermédiaire de Cereal Partners Worldwide, *joint-venture créée à la fin de* 1989, *la division céréales du britannique* Ranks Hovis McDougall (RHM). La *transaction*, qui prendra effet au plus tard le 17 août 1990, porte sur 93 millions de livres (9,3 milliards de francs). L'acquisition de RHM Breakfast Cereals, qui occupe la troisième place sur le marché britannique des céréales de petit déjeuner, permet à Nestlé et General Mills de pénétrer ce marché et correspond à la stratégie des deux sociétés de s'imposer dans ce secteur.

□ **Lonrho vend PJH.** – Le conglomérat britannique Lonrho vient de vendre la chaîne de distribution d'appareils de cuisines et de salles de bains PJH pour 67,5 millions de livres (675 millions de francs environ) en cash. PJH a réalisé un bénéfice net de 4,5 millions de livres pour un chiffre d'affaires de 70 millions sur l'exercice terminé en septembre 1989, mais Lonrho avait besoin d'argent pour payer les 10 % qu'il vient d'acquérir dans la chaîne de distribution allemande Asko.

□ **Ferruzi conforte sa présence en Allemagne.** – Le groupe agro-alimentaire italien a racheté à Unilever un établissement de broyage et de raffinage de graines oléagineuses situé à Mannheim, a annoncé un communiqué publié lundi 23 juillet à Milan. Unilever avait fait connaître en juin dernier son intention de vendre cet établissement, spécialisé dans la trituration des graines de tournesol, de soja et de colza destinées aux huiles alimentaires. *Le prix de l'opération n'a pas été révélé, la vente ne devant être finalisée qu'à la fin du mois* de septembre, précise le communiqué. Ferruzi, qui est déjà présent en Europe dans ce secteur via sa société Cereol implantée en France, en Espagne et aux Pays-Bas, ne disposait pas avant cette acquisition d'activités huilières en RFA.

□ **McDonald's : hausse de 10,7 % du bénéfice semestriel.** – Le groupe de restauration rapide McDonald's a enregistré une hausse de 10,7 % de ses bénéfices nets au premier semestre 1990, avec 373,9 *millions de dollars* contre 337,7 millions au *premier semestre* 1989, *et une augmentation de 10,3 % du chiffre d'affaires, avec 3,2 milliards* de dollars contre 2,9. *Cette progression* est due à la croissance des ventes à l'étranger, celles aux Etats-Unis ayant été inférieures aux prévisions, selon le président de McDonald's, M. Michael Quinlan.

□ ***Pfizer : hausse de 7 % du bénéfice net semestriel.*** – *Le groupe pharmaceutique américain Pfizer a annoncé une progression de 7 % de son bénéfice net semestriel qui*, à période comparable de janvier à juin, est passé de 376,5 millions de dollars (2 milliards de francs) en 1989 à 403 millions de dollars (2,2 milliards de francs) en 1990. Toujours à semestre comparable, le chiffre d'affaires a augmenté de 9 % en passant de 2739 millions de dollars (15 milliards de francs) à 2978 millions de dollars (16,3 milliards de francs).

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	429	426	IN2	300	....
Asystel	105	....	I.P.B.M.	135	135
B.A.C.	214 50	214	Loca Investis.	327	325
B. Demachy Ass.	675	675	Locamic	128 10	128 80
Bqe Tarneaud	175	....	Matra Comm.	182 50	179 20
B.I.C.M.	841	....	Métal Minéra.	211	208
Boiron (Ly)	399	393	Molex	238	....
Boisset (Lyon)	252	....	Navale-Delmas	1241	1205
Câbles de Lyon	3499	3484	Olivetti Logabax	590	599
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1299	1250	Om. Gest. Fin.	606	606
Calberson	516	513	Presbourg	90	92
Cardif	650	645	Présence Assur.	550	457 o
C.E.E.	366	365 10	Publ.Filipacchi	698	....
C.E.G.E.P.	278 50	278	Razel	702	700
C.F.P.I.	250	250	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	320	320
Ciments d'Origny	747	744	St-H. Matignon	255	255
C.N.I.M.	1214	1200	S.C.G.P.M.	611	610
Codetour	280 30	280 30	Segin (Ll)	327	316
Comareg	353	353	Select Invest (Ly)	103	103
Conforama	1117	1125	Serbo	500	500
Creeks	365	368	S.M.T. Goupil	231 10	225
Dafsa	210 50	....	Sopra	197	191
Dauphin	720	720	Supra	205 10	205
Desquenne et Giral	269	269	TF1	300	295 10
Devanlay	1200	1238	Thermador H. (Ly)	300	299
Deville	495	496	Unilog	195	198 50
Dollsos	175	177	Union Fin. de Fr.	480	470
Editions Belfond	270	270	Viel et Cie	180	167 80
Elysée Invest.	15 20	15 15	Y. St-Laurent Groupe	1062	1063
Europ. Propulsion	409 50	405			
Finacor	198	197 50			
Garonor	865	....			
GFF (group.fon.f.)	460	462			
Grand Livre	461	465			
Gravograph	245	238			
Guintoli	1170	1155			
I.C.C.	280	280			
IDIA	356	356			
Idianova	160	....			
I.M.S.	1300	1300			

Marché des options négociables le 23 juillet 1990

Nombre de contrats : 12 394

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	680	–	14	–	–
CGE	600	63	–	8,20	–
Elf-Aquitaine	720	19	44	26	35
Eurotunnel SA-PLC	50	3,50	7,70	3	3,60
Euro Disneyland SC	100	3,50	6,50	–	–
Havas	600	–	–	10	–
Lafarge-Coppée	450	50	–	7	–
Michelin	100	5	7,50	7	8,50
Midi	1 200	60	–	27,90	–
Paribas	640	21	–	–	–
Pernod-Ricard	1 167	24	–	50	–
Peugeot SA	720	48	–	16	25
Rhône-Poulenc CI	440	–	–	19	–
Saint-Gobain	560	23,60	–	20	–
Source Perrier	1 600	17	–	140	–
Société générale	560	20	–	25	–
Suez Financière	440	10,50	23	20	25
Thomson-CSF	110	3	–	8,80	8,95

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 23 juillet 1990
Nombre de contrats : 36 964.

COURS	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91
Dernier	102,62	102,82	103,02
Précédent	102,84	102,88	102,90

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 90
103	0,47	1,09	0,70	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,4475 F ↓

La chute des cours à Wall Street a fait plonger le dollar à ses plus bas cours depuis le 5 janvier 1988. La devise américaine est retombée à près de 1,62 DM et de 5,4475 francs, tandis qu'elle se maintenait par rapport au yen, dont le cours a glissé sur les marchés européens.

FRANCFORT	23 juillet	24 juillet
Dollar (en DM)	1,6355	1,6230
TOKYO	**23 juillet**	**24 juillet**
Dollar (en yens)	148,50	148,80

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (24 juillet) .... 10-10 1/8 %
New-York (23 juillet) .... 8-8 1/16 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 29-12-89*)

	20 juillet	23 juillet
Valeurs françaises	97	95,20
Valeurs étrangères	96,80	94,90
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	536,89	536,22
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	2 030,60	1 990,40

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

	20 juillet	23 juillet
Industrielles	2 961,14	2 904,70

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

	20 juillet	23 juillet
Industrielles	1 898,10	1 867,10
Mines d'or	181,90	182,60
Fonds d'Etat	N.D.	79,43

TOKYO

	23 juillet	24 juillet
Nikkei Dow Jones	31 894,79	31 702,46
Indice général	2 329,92	2 304,59

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,4520	5,4540	+ 80	+ 91	+ 162	+ 182	+ 485	+ 525
$ can.	4,7122	4,7180	– 194	– 133	– 313	– 249	– 735	– 633
Yen (100)	3,6664	3,6695	+ 66	+ 83	+ 129	+ 160	+ 368	+ 411
DM	3,3520	3,3547	+ 35	+ 56	+ 81	+ 110	+ 232	+ 285
Florin	2,9735	2,9763	+ 37	+ 51	+ 77	+ 98	+ 216	+ 252
FB (100)	16,2649	16,2855	– 4	+ 174	+ 95	+ 349	+ 522	+ 981
FS	3,9336	3,9379	+ 15	+ 43	+ 46	+ 80	+ 162	+ 225
L (1 000)	4,5777	4,5832	– 96	– 54	– 147	– 89	– 378	– 297
£	9,9308	9,9399	– 471	– 419	– 842	– 774	– 2307	– 2193

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 7/8	8 1/8	7 15/16	8 1/16	8	8 1/8	8	8 1/8
Yen	7 1/4	7 1/2	7 1/2	7 5/8	7 1/2	7 5/8	7 3/4	7 7/8
DM	7 7/8	8 1/8	8 1/16	8 3/16	8 1/8	8 1/4	8 3/8	8 1/2
Florin	7 13/16	8 1/16	8	8 1/8	8 1/8	8 1/4	8 3/8	8 1/2
F.B. (100)	9 1/14	9 1/2	9 3/16	9 7/16	9 1/8	9 3/8	9 1/8	9 3/8
F.S.	8 11/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16
L (1000)	13 1/2	14 1/2	11 1/4	11 3/4	11 1/8	11 5/8	11 1/4	11 3/4
£	14 13/16	15 1/16	14 7/8	15	14 7/8	15	14 3/4	14 7/8
F franç.	9 15/16	10 3/16	9 3/4	9 7/8	9 13/16	9 15/16	9 7/8	10

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 24 JUILLET

Cours relevés à 13 h 48

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3650	C.N.E 3%	3685	3680	3692	+ 0 19
1081	B.N.P. T.P.	1103	1101	1102	- 0 09
....	C.C.F. T.P.	1091	1180	1180	+ 8 16
1113	Cr.Lyon. T.P.	1122	1124	1124	+ 0 18
1980	Renault T.P.	1860	1880	1880	+ 1 08
2007	Rhone Poul. T.P.	2010	2030	2010	....
1250	Saint Gobain T.P.	1135	1131	1130	- 0 44
1255	Thomson T.P.	1230	1200	1220	- 0 81
1010	ACCOR	993	995	995	+ 0 20
755	Air Liquide	782	779	788	+ 0 77
1940	Als.Superm.	1665	1665	1695	+ 1 80
515	ALSPI	508	501	505	- 0 59
2330	Arjom. Prioux	2270	2295	2300	+ 1 32
1070	AGF Sté Centrale	1033	1020	1050	+ 1 65
1060	Aux. Entrepr.	1066	1119	1082	+ 1 50
....	Avenir H. Média	352	358	350	- 0 57
245	Axa Midi Ass.	244 80	245	243	- 0 74
290	Bafip	284	285	285	+ 0 35
280	Bail-Equipem.	259	267	275	+ 6 18
1000	Bail Investiss.	930	926	935	+ 0 54
585	Bancaire	578	578	566	- 2 08
795	Bazar H.-V.	775	777	778	+ 0 39
875	Beghin-Say	880	880	875	- 0 57
1380	Berger (M)	1250	1325	1245	- 0 40
645	Bic	650	641	649	- 0 15
950	B.I.P.	888	901	901	+ 1 46
670	BIS	573	569	574	+ 0 17
420	B N P (CI)	425	421	425 60	+ 0 14
1040	Bollore Tech.	1060	1051	1064	+ 0 38
3300	Bongrain	3330	3260	3315	- 0 45
1050	Bon-Marché	1023	1032	1022	- 0 10
640	Bouygues	624	610	618	- 0 96
136	BP France	137	145	140 60	+ 2 63
865	B S N	875	880	888	+ 1 49
900	Canal Plus	954	970	975	+ 2 20
495	Cap Gem.S.	477 90	478	472 90	- 1 05
3500	Carrefour	3640	3610	3600	- 1 10
128	Casino	143	144 50	144	+ 0 70
107	Casino ADP	106 80	110	106 50	- 0 28
1130	Castorama D.I.	1118	1185	1105	- 1 16
225	C.C.F.	225	229	228	+ 1 33
133	CCMC Ly	120	120	114	- 5 00
460	C.D.M.E.	478	475	478	....
580	C.E.G.I.D.	540	539	540	....
255	Centrest (Ny)	259	259	258 90	- 0 04
665	C.E.P. Comm.	673	670	670	- 0 45
365	Cerus	349 40	345	349	- 0 11
580	Cetelem	545	540	540	- 0 92
585	C F A O.	483	495	500	+ 3 52
500	CF Int.	460	459	455	- 1 09
625	C G E	640	638	638	- 0 31
440	CGI Info	400	390	390	- 2 50
1330	C G I P	1221	1242	1222	+ 0 08
560	CGP	579	566	563	- 2 76
1030	Chargeurs S A	949	957	950	+ 0 11
780	C I C A (M)	737	735	735	- 0 27
1740	Ciments franç.	1740	1720	1700	- 2 30
610	Club Méditer.	610	610	613	+ 0 49
196	CMB Packa.	180	183	184	+ 2 22
145	Codetel	118	121	118	....
360	Cofimeg	350	338	338 10	- 3 97

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
825	Colas	785	780	786	+ 0 13
380	Cpt. Entrep.	329 50	330	334	+ 1 37
1160	Compt Mod.	1140	1140	1130	- 0 88
325	Concept S.A.	289 50	280	280	- 3 28
430	CPR (Paris Réé.)	410	412	411	+ 0 24
1280	Créd. Foncier	1230	1260	1263	+ 2 68
810	Cr Lyon (CI)	806	806	811	+ 0 62
1460	Credit Nat.	1462	1448	1472	+ 0 68
385	CSEE	295	309 50	309	+ 4 75
3090	Darty	2852	2970	2870	+ 0 63
....	Dassault Aviation	525	510	505	- 3 81
330	Dassault Electr.	265	261 50	263	- 0 75
1920	De Dietrich	1829	1818	1800	- 1 59
210	Dév.P.d.C.(Li)	205	202	202	- 1 46
310	Dév.R.Sud-Est	284	290	290	+ 2 11
550	D M C	500	505	510	+ 2 00
3960	Docks France	3790	3800	3790	....
585	Dumez	744	752	758	+ 1 88
2640	Eaux (Gle)	2620	2599	2630	+ 0 38
550	Ecco	518	520	520	+ 0 39
1040	Electro-Financ.	979	996	978	- 0 10
665	Elf Aquitaine	696	696	707	+ 1 58
500	- (Certific.)	495	495	502	+ 1 41
1180	Epeda B.-F.	1152	1039	1052	- 8 68
2650	Essilor	2620	535	520	- 0 76
1300	Essil.Int.(DP)	1220	244	239 10	- 2 01
780	Esso	714	720	739	+ 3 50
2020	Eurafrance	1891	1980	1992	+ 0 05
2220	Eurocom	1974	2050	2011	+ 1 87
103	Eurodisneyland	97 10	98 50	98 50	+ 1 44
4000	Euromarché	4140	4060	4080	- 1 93
1330	Europe 1	1242	1260	1256	+ 1 13
47	Eurotunnel	51	52	53 20	+ 4 31
1760	Exor	1700	1700	1710	+ 0 59
1680	Facom	1669	1680	1641	- 1 08
185	Finextel	180	177	177 10	- 1 61
386	Fives Lille	361 10	388	369 80	+ 2 41
2350	Fromager. Bel	2190	2101	2265	+ 3 42
1960	Gal.Lafayette	2005	2001	2010	+ 0 25
2040	G.A.N.	2189	2190	2269	+ 3 65
470	Gascogne (B)	496	486	494 10	- 0 38
1530	Gaz et Eaux	1546	1542	1542	- 0 26
1130	Géophysique	1225	1210	1250	+ 2 04
585	Gerland Ly.	591	589	590	- 0 17
850	Groupe Cité	840	850	845	+ 0 60
1650	GTM-Entrep.	1701	1705	1730	+ 1 70
1020	Guyenne-Gasc.	1022	1021	1030	+ 0 78
335	Hachette	312 60	312 40	311 90	- 0 19
635	Havas	604	615	613	+ 1 49
670	Hénin (La)	615	618	619	+ 0 65
1210	Hutchinson	1120	1122	1142	+ 1 96
360	Imétal	340	340	347	+ 2 06
124	Immob. Phénix	114 50	114	117	+ 2 18
131	Ingénico	126	130	128	+ 1 59
4130	Inst. Mérieux	3719	3750	3810	+ 2 45
520	Interbail	460 60	460 50	460 10	- 0 11
1340	Intertechnique	1365	1400	1340	- 1 83
1070	J. Lefebvre	1020	1030	1040	+ 1 96

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +
1070	Labinal	1048	1048	1070	+ 2 10
2620	Lab. Bellon	2820	2800	2801	- 0 67
470	Lafarge	477	478	475 70	- 0 27
1340	Lebon	1320	1286	1300	- 1 52
4460	Legrand	4520	4520	4520	....
2360	Legrand (DP)	2577	2570	2575	- 0 08
700	Legris Industries	748	770	769	+ 2 81
740	Locabail Imm.	790	755	790	...
480	Locafrance	474	478	476 20	+ 0 46
845	Locindus	775	776	776	+ 0 13
490	Luchaire	447	490	460	+ 2 91
4390	L.V.M.H.	4520	4510	4540	+ 0 44
690	Lyonn. Eaux	611	613	612	+ 0 16
360	Majorette Ly.	330	330	345	+ 4 55
410	Mar. Wendel	398	400	394	- 1 01
370	Matra	334	340	331 10	- 0 87
6110	Merlin-Gerin	6280	6290	6250	- 0 48
188	Metaleurop	149 50	151 90	148	- 0 33
220	Métrologie In.	189	190	190	+ 0 53
115	Michelin	95	96 50	94 50	- 0 53
1260	Midi (Cie)	1195	1195	1204	+ 0 75
154	Midl. Bk Sa *	127	127	130	+ 2 36
330	Min. Salsig. (Mo)	345	374	375	+ 8 70
173	MMB	144	152	152 90	+ 6 18
113	Moulinex	102	103 90	105	+ 2 94
1500	Navig. Mixte	1560	1594	1560	.
190	Nord-Est	188	188	186 50	- 0 80
545	Nordon (Ny)	536	535	539	+ 0 56
760	Nouv Galeries	698	690	679	- 2 72
775	Occid. (Gle)	750	758	742	- 1 07
1900	Omn. F. Paris	1806	1850	1830	+ 1 33
355	Olipar	360	356	356	- 1 11
5390	Oréal	535	547	543	+ 1 50
635	Paribas	618	618	617	- 0 16
1500	Pechelbronn	1565	1565	1520	- 2 88
147	Pechiney Int.	154	154	153 90	- 0 06
335	Pechiney (CIP)	323	320	325	+ 0 62
615	Penhoet	581	581	580	- 0 17
1210	Pernod Ricard	1100	1120	1123	+ 2 09
810	Peugeot	721	722	725	+ 0 55
....	Picard	500	500	500	..
435	Plastic-Omn.	410	425	425	+ 3 66
610	Poliet	603	628	603	....
1190	Prétabail-Sic.	1094	1110	1100	+ 0 55
750	Primagaz	720	722	725	+ 0 69
655	Printemps	654	632	653	- 0 15
3950	Promodès	2090	2075	2040	- 2 39
680	Radiotechn.	572	590	575	+ 0 52
199	Raff. D.Total	217	222	230	+ 5 99
3380	Redoute (La)	3025	3098	3051	+ 0 86
....	Rémy et Associés	385	385	385	...
470	R. Poulenc CIP	450 10	450	453 50	+ 0 76
370	Robur Financ.	350	345	345	- 1 43
75	Rochette (La)	64 50	67 80	68 90	+ 6 82
2190	Roussel Uclaf	2320	2359	2350	+ 1 29
4800	R. Impé.Ly *	4410	4450	4400	- 0 23
200	Sade (Ny)	198 40	196	196	- 1 21
1540	Sagem	1670	1695	1662	- 0 48

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
550	Saint Gobain	543	541	640	- 0 55
1440	Saint Louis	1500	1500	1475	- 1 67
1460	Salomon Ly	1620	1575	1520	- 6 17
485	Salvepar (Ny)	480	490	480	..
960	Sanofi	1000	1005	1015	+ 1 50
1700	S A T	1770	1770	1700	- 3 95
315	Saul. Chât.	325	325	325	...
1750	Saupiquet (Ns)	1580	1580	1570	- 0 63
1030	Schneider	1005	1009	1017	+ 1 09
22	SCOA	22 50	23 40	23	+ 2 22
1330	S.E.B.	1285	1300	1310	+ 1 95
500	Selimeg	471 10	472	472	+ 0 19
685	Sextant A.	691	690	699	+ 1 16
1550	S F I M	1550	1585	1535	- 0 97
250	S.G.E.	255	260	262	+ 2 76
620	Simco	558	586	555	- 0 54
1000	Sk. Rossignol	1008	1020	1020	+ 1 19
1050	Sligos	1027	1079	1060	+ 3 21
555	Société Géné.	550	555	553	+ 0 55
135	Sodecco(B)	126 50	127	127	+ 0 40
162	Sodero(Ns)	161	.	..	...
705	Sodexho	605	612	614	+ 1 49
107	Sogenal(Ny)	100	103	100 10	+ 0 10
440	Sogerap	490	480	490	...
2120	Sorn-Allib.	1700	1700	1705	+ 0 29
1560	Source Perrier	1475	1467	1474	- 0 07
740	Sovac	681	682	674	- 1 03
700	SPEP	648	654	640	- 0 93
800	Spie-Batignol.	730	745	735	+ 0 68
1300	Strafor	1339	1339	1400	+ 4 56
435	Suez	422	425	423 70	+ 0 40
540	Synthelabo	600	595	594	- 1 00
121	Thomson	103	101 30	104 10	+ 1 07
675	Total	701	709	709	+ 1 14
118	- (certif.)	119 50	119	124	+ 3 77
400	Truffaut Fin.	391 10	402	399 90	+ 2 25
620	U.A.P.	600	600	590	- 1 67
420	U F B Locab.	409	405	403	- 1 47
1180	U I C	1190	1248	1199	+ 0 76
675	U I F	641	640	636	- 0 78
935	U I S.	885	887	900	+ 1 69
880	Unibail	843	843	842	- 0 12
235	U.C.B.	237	237	244	+ 2 95
580	Valéo	555	530	546	- 1 62
295	Vallourec	316	324	324 50	+ 2 69
405	Via Banque	425	440	428	+ 0 71
1360	Zodiac	1400	1380	1420	+ 1 43
1220	Elf Gabon	1240	1240	1254	+ 1 13
138	Amax	141 50	139 20	139 20	- 1 63
169	Amer. Express	158 50	165	165	+ 4 10
245	A.T.T.	207	205	205	- 0 97
152	Anglo Amer.C.	160 20	159 50	159 50	- 0 44
415	Amgold	427	434	434	+ 1 64
260	Banco Santander	294	303	303	+ 3 06
980	B.A.S.F.	940	930	930	- 1 06
980	Bayer	980	980	980	...
72	Buffelsfont.	83 20	84 10	84 10	+ 1 08
134	Chase Manh.	112	111	111	- 0 89

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
130	De Beers	139 60	130 90	130 90	+ 1 00
2630	Deutsche Bank	2755	2733	2733	- 0 80
1420	Dresdner Bank	1569	1515	1515	- 2 82
55	Driefontein	63	64 50	64 50	+ 2 38
220	Du Pont-Nem.	220	215	215	- 2 27
235	Eastman Kodak	212	211	211	- 0 47
13 50	East Rand	15 90	16 55	16 30	+ 2 52
69	Echo Bay	69	70 50	70 50	+ 2 17
245	Electrolux	240	237	237	- 1 25
1250	Ericsson	1223	1215	1215	- 0 65
270	Exxon Corp.	266 50	262 50	262 50	- 1 50
250	Ford Motor	237 60	231 50	231 50	- 2 57
43	Freegold	47 20	47 40	47 40	+ 0 42
15	Gencor	15	15 50	15 50	+ 3 33
400	Gén. Elect.	387	400	400	+ 3 36
280	Gén. Motors	270 50	264	264	- 2 40
530	Gén. Belgique	543	532	532	- 2 03
64	Gd. Métropol.	67	64 60	64 60	- 3 58
77	Guinness	79 80	.		...
24	Hanson PLC	24 10	24	24	- 0 41
32	Harmony Gold	37 10	38 40	38 40	+ 3 50
270	Hewlett Packard	245	244	244	- 0 21
55	Hitachi	55 50	52	52	- 6 31
900	Hoechst	905	911	911	+ 0 66
96	Homestak	99 80	101 50	102 10	+ 2 30
114	Imp. Chemical	114	114	114	.
665	I.B.M.	634	631	631	- 0 47
335	I.T.T.	316 80	309	310	- 2 15
144	Ito Yokado	148	149	149	+ 0 68
76	Matsushita	77 20	76 80	76 80	- 0 52
19 50	Maxwell	18 45	18 20	18 20	- 1 36
200	Mc Donald's	175	182	181	+ 3 43
465	Merck	470	483	483	+ 2 77
480	Minnesota M.	491	489 80	489 80	- 0 24
355	Mobil corp	356	358	358	+ 0 56
205	Morgan J.P.	202	201	201	- 0 50
34600	Nestlé	33700	33510	33510	- 0 56
1040	Nixdorf	1080	1120	1120	+ 3 70
173	Norsk Hydro	174	175	175	+ 0 57
107	OFSIL	106 50	110	110	+ 3 29
1940	Pétrofina	1930	1950	1950	+ 1 04
245	Philip Morris	268	269 40	269 40	+ 1 13
99	Philips	85 10	85	85 05	- 0 06
86	Placer Dome	90 50	91 05	91 05	+ 0 61
320	Quilmès	288	290	290	+ 0 69
24	Randfontein	25	.	.	
425	Royal Dutch	438	440	440	+ 0 46
54	R T Z	55 30	55 05	55 05	- 0 45
9	Saat.& Saatchi	8	8	8	.
46	St Helena	44 95	....	....	..
335	Schlumberger	346	348	348	+ 0 58
44	Shell transp.	48 30	47 60	47 60	- 1 45
2460	Siemens	2578	2549	2549	- 1 12
315	Sony	321	322	322	+ 0 31
92	Sumitomo Bank	86 50	85 10	86	- 0 58
245	T.D.K.	265 10	264	264	- 0 41
48	Telefonica	52 80	52 95	52 95	+ 0 28
39	Toshiba	37 50	37 40	37 40	- 0 27
485	Unilever	480	473	473	- 1 46
335	Uni Techn.	330 10	....	..	.
370	Vaal Reefs	397			
305	Volvo	326	317	317	- 2 76
153	West. Deep	175 80	..	..	
275	Xerox Corp.	256 50	.	...	..
107	Yamanouchi	107	...	.	...
1 79	Zambia Cop	1 81	1 81	1 81	.

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	119	1 49
Emp.Etat 9,8%78	100 20	0 32
10,80% 79/94	101 70	9 55
Emp.Etat 13,25%80	100	13 17
Emp.Etat 16%82	100 01	15 95
Emp Etat 14,6% 83.	102 36	6 12
Emp.Etat 13,4%83	110 17	7 89
Emp.Etat 12,2% 84.	104 62	9 66
Emp.Etat 11% 85	107 05	4 61
10,26% mars 86	101 97	3 76
OAT 10% 5/2000	102 58	1 58
OAT 9,9% 12/1997	102 03	6 04
OAT 9,8% 1/1996	100 85	4 69
PTT 11,2% 85	103 85	6 65
CFF 10,30% 86	98 50	4 69
CNB Bques 5000F	99 50	0 61
CNB Paribas 5000F	100 15	0 61
CNB Suez 5000F	100 15	0 61
CNE 11,5% 85	102 15	1 44
CNI 1/82 5000F	99 53	0 61
CNT 9 % 86	93 80	2 39
CRH 10,90% déc.85	104 01	6 53
CHARB FCE 3% 100	152 90	....
CNCA	1150 60	....
Cenx	....	....
CGE 6 janv. 89/99	632	....
Drouot Ass.8%86cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ssa fin.)	1500	1470
Applications Hydr.	1600	1600
Arbel	1020	980
Astorg	313 10	....
Bains C.Monaco	1256	1220
B.Hypoth.Europ.	360	....
B.N.P. Intercont.	290	293 90
Beghin-Say (C I)	632	....
Bénédictine	3999	....
Blanzy Ouest	3000	....
B T P	99	98 30
Cambodge	932	918
Carbone Lorraine	1070	1058
Case Poclain	27 35	27 15
C.E.G.F (Frigor.)	439 90	439 80
Centenaire Blanzy	600	602
Cerabati	113	116
Champex Ny	140	142
CIC (CP)	236 10	240
C.I.M.	820	....
C.I.T.R.A.M. (B)	2170	...
Clause	426	460 d
Cofradel	1220	...
Cogifi	425	420

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Comiphos	700	700
Cie Industrielle	7300	7010
Cpr Lyon Alemand	640	627
Concorde	1040	1015
Constr.Mét.Prov.	40 90	....
Crédit Gén.Ind.	469	450 20o
Cr Universel (Cie)	704	691
Crédisel	128 10	128 50
Darblay	719	705
Degremont	1653	1667
Delalande	2460	2465
Delmas Vieljeux	4450	....
Didot Bottin	1490	1450
Drouot Assu.	378 30	302 40o
Eaux Bassin Vichy	3050	3080
Eaux Vittel	8750	9010
Ecia	309 50	304 10
Electro-Banque	355	360
Elf Antargaz	1900	1900
E.L.M. Leblanc	750	750
Enelli Bretagne	521	....
Ent.Mag. Paris	4066	....
Etex (ex. Eternit)	2280	2280
Europ Soufres Ind.	23	27 40d
Finalens	320	320
F.I.P.P.	178	178 10
F.N.A.C.	2230	2230
Foncière (Cie)	786	775
Fonc.Lyonnaise	922	....
Foncina	650	640
Fougerolle	832	840
France I.A.R.D.	985	920
France SA (La)	2213	2150
Fromi. Paul-Renard	2548	2548
Gaumont	1050	1040
Genefim	322	320 50
Gévelot	615	615
G.F.C.	455	465 10
G.F.I.I.	340	325
Grds Moulins Paris	1595	....
G.T.I (Transport)	577	579
Immobail	375	376
Immobanque	800	800
Im.Marseillaise	7580	7050
Imm. Plaine-Monceau	574	570
Immofice	514	517
Invest.(Sté Cle.)	3150	3150
Jaeger	119	120
Lambert Frères	498	498
Lille Bonnières	1700	1685
Loca-Expansion	315	310
Locafinancière	445	....
Locatel	366	...
Louis Vuitton	1000	1002
Louvre	5360	5310
Luce	1979	1970
Machines Bull	74	71 50
Mag Uniprix	202	200
Magnant	920	1100 d
Métal Déployé	587	580
Mors	185	180

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Navigation (Nle)	257	250
Nozal	195	191
Opsorg	390	400
Oréal (CI)	276	....
Origny-Desvroise	1409	1401
Palais Nouveauté	1350	1321
Paluel Marmont	680	687
Parfinance	219	224
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	238	235
Paris Orléans	278	280 50
Parisbana Invest.	516	521
Patornelle RD	1315	1315
Pathé Cinéma	888	827
Piper Heidsieck	2160	....
PLM	460	456 10
Porcher	730	719
Promodès (CI)	940	...
Publicis	955	960
Rochefortaise	170	175
Rosario	659	645
Rougier	510	525
S.A.C.E.R.	579	602 d
S.A.F.A.A.	488	...
S.A.F.I.C Alcan	475	475
SAFT	2080	2050
Saga	222	226
Salins du Midi	680	675
Satam	133	130
Savoisienne M.	174	....
S.C.A.C.	885	860
Senelle Maubeuge	485	498
S.Esed.Part. (M)	178	175 70
Silic	823	823
Siwm	497 50	487
S.I.P.H.	455	456
Sofal	799	805
Soffo	621	613
Sofical	1130	1145
Soficomi	646	645
S O F I P (M)	480	480
Sofragi	1758	1794
Sophia-Bail	455	488
Sopagri	181	179
Soudure Autogène	1004	989
Sovabail	525	525
Stemi	750	760
Suez (CIP)	400	390
Taittinger	5260	5250
Télémécanique Elect.	5090	5090
Testut-Aequitas	890	890
Tour Eiffel	315	....
Ufiner	1256	1290
Ugine Acier Ch.-G.	240	249 60d
U T A	2450	2400
Vicat	3475	3550
Vinipriz	2015	2075
Virax	176 50	177 70
Waterman	1360	1360
Maroc Sté Brasseries	275	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1060	....
Akzo Nv Sico	388	....
Alcan Aluminium	120 50	120 50
Algemene B.Ned.	110 10	110 30
American Brands	352	....
Arbed	850	....
Asturienne Mines	217	....
Banco Popular Espa.	525	....
Banque Ottomane	1890	1892
B.Reglements Int.	34200	....
Can.Pacifique	96 10	....
Chrysler Corp.	85 10	....
C I R	23 10	....
Commerzbank	894	....
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	324	....
GBL (Brux Lamb.)	630	....
Gevaert	1340	1300
Glaxo Holdings Ltd	84 10	....
Goodyear Tire	165	....
Grace and Co (WR)	163	160
GTE Corp	155	....
Honeywell Inc.	598	...
Johannesburg	1445	....
Kubota	36	....
Latonia	310	310
Midland Bank	30	....
Noranda Mines	95	...
Olivetti priv.	19	....
pakhoed hold.	645	675
Pfizer Inc.	397	....
Procter Gamble	498	...
Ricoh	42	....
Robeco	299	....
Rodamco NV	225	224 50
Rolinco	304 80	....
Sapem	8 30	8 30
Sema Group	55 10	54
SKF Aktiebolaget	152	....
Tenneco Inc.	384	....
Thorn Electrical	75	74
Toray Ind.	29 80	....
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	2000	...
West Rand Cons.	13	13
Wharman Corp.	141	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	315	...
Buisson	815	....
Calciphos	235	....
C G H Cogedhor	110	....
C. Occid. Forestière	180	...
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	360	...
Coparex	581	600
Europ. Accum.	70	...
Gachot S.A.	117	.
Guy Degrenne	430	....
Haribo Riqlès Zan	210	..
Hoogovens	297	....
Lecteurs du Monde	381	...
Merlin Imm.	240	..
Nicolas	960	....
Particip. Percier	369 50	...
Rorento N.V.	177 80	....
St-Gobain-Emballage	3600	3600
Sema Metra	340	.
S.E.P.R.	1820	1965 d
Sefi	356	...
S.P.R. act. B	392 90	...
Ufinex	390	....
Wonder	968	755 o

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 24/7	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 492	5 447	5 320	5 670
Ecu	6 853	6 946	....	....
Allemagne (100 dm)	335 300	335 380	326 500	347
Belgique (100 F)	16 275	16 280	15 800	16 850
Pays-Bas (100 fl)	297 690	297 600	287	307 500
Italie (1000 lires)	4 579	4 581	4 350	4 850
Danemark (100 krd)	88 110	88 100	84	92
Gde.Bretagne (1 L)	9 986	....	9 700	10 500
Grèce (100 drachmes)	3 428	....	4 050	4 050
Suisse (100 f)	392 230	....	379	401
Suède (100 krs)	92 520	....	89	97
Norvège (100 k)	87 370	....	84	92
Autriche (100 sch)	47 655	....	46 500	49 600
Espagne (100 pes)	5 476	....	5 200	5 750
Portugal (100 esc)	3 822	....	3 650	4 350
Canada (1 $ can)	4 754	....	4 580	4 980
Japon (100 yens)	3 686	....	3 660	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 24/7
Or fin (kilo en barre)	64500	64900
Or fin (en lingot)	64350	64850
Napoléon (20f)	381	390
Pièce Fr (10 f)	377	.....
Pièce Suisse (20 f)	417	422
Pièce Latine (20 f)	376	379
Souverain	476	483
Pièce 20 dollars	2140	2160
Pièce 10 dollars	1280	1280
Pièce 5 dollars	845	.....
Pièce 50 pesos	2415	2435
Pièce 10 florins	385	389

SICAV (sélection) 23/7

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1158 06	1129 81
Actilion	242 71	236 21
Agepargne	867 13	829 79
Ageplacement	6929 70	6929 70
Agepremière	107 11	106 79
AGF Actions ex CIP	1194 65	1166 51
A.G.F. 5000	696 07	679 09
AGF ECU	1017 99	1007 91
AGF Foncier	123 90	120 88
AGF Invest Sicav	128 44	125 31
AGF Interfonds	414 53	404 42
AGF Oblig	1067 12	1061 81
AGF Sécurité Sicav	10728 67	10728 67
A.G.F.U.M.O.	702 07	684 95
AMERI-GAN	6600 49	6301 18
Amplitude	676 85	657 14◆
Arbitrages Court.T.	6062 13	6050 02
Associc	1111 40	1111 40
Atout Futur	382 01	369 45
Aurecic	1312 53	1274 30
Avenir Alizes	1603 42	1571 98
Avenir CIC	111 59	108 34
Axa Capital	143 49	137 31
Axa Europe	131 27	125 62
Axa Investiments	133 44	127 69
Axa NPI	116 20	111 20
Axa Valeurs PER	139 46	133 45
Capmonétaire	5372 42	5367 05
Capioblig	5453 46	5372 87
Capitacic	1099 73	1083 48
Capital-Monde	417 33	407 15
Capital Plus	1718 97	1718 97
Casden Pierre	37 05	36 15
Cossic	1109 42	1093 02
Comptavalor	5928 46	5919 58◆
Convertimmo	419 71	403 57
Credinter	520 10	504 95
Crédit Mutuel Capital	1092 32	1070 90
Diese	1230 28	1189 83
Drouot France	905	886 03
Drouot Investiss.	1111 54	1063 67
Drouot Sécurité	246 38	235 77
Drouot Sélection	141 64	135 54
Ecucic	1052 42	1036 87◆
Ecupar	125 39	119 99
Ecureuil Capitalisation	2169 16	2147 68◆
Ecureuil Invest.	423 30	410 97◆
Ecureuil Monepremière	56344 69	56344 59◆
Ecureuil Monétaire	33202 18	33202 18◆
Ecureuil Trésorerie	2061 59	2061 59
Ecureuil Trimestr.	1989 25	1989 55◆
Elicash	344724 11	344724 11
Energia	312 47	298 30
Eparcic	3030 75	3030 75
Eparcourt-Sicav	4241 35	4230 77◆
Epargne Associat.	24553 53	24516 75
Epargne Capital	8988	8899 01
Epargne Court Terme	572 82	572 82
Epargne Croissance	1698 78	1653 31
Epargne Industrie	101 33	98 62
Epargne J.	59047 09	59047 09
Epargne Long Terme	198 23	192 92
Epargne Monde	1333 75	1298 05
Epargne Obligat.	189 18	184 12
Epargne Première	12383 51	12291 33
Epargne Quatre	1086 85	1057 76
Epargne-Unie	1413 70	1362 60
Epargne Valeurs	456 72	444 50
Epsilon	1175 80	1164 16
Euflnvest	738 08	716 68◆
Eurocic Leaders	1156 36	1122 68
Eurodyn	1276 05	1234 09
Euro Gan	7951 49	7590 92
Euromall	26 85	26 45
Fonsicav	12072 21	12072 21◆
FRANCE-GAN	10252 67	9787 75
France Garantie	259 82	259 30
France Investiss.	439 69	428 97◆
France Oblig.	449 88	445 43◆
Francic	513 78	498 82
Francic Pierre	121 93	118 38
Francic-Régions	1353 29	1313 87

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Association	30 16	30 16
Fructi-Capi	35 22	34 70
Fructi Court.	119903 16	119903 16
Fructidor	236 44	232 95
Fructi-Ecu	560 49	552 21
Fructi-Epargne	30 67	29 92
Fructifrance	978	954 15
Fructimmo	33 90	33 07
Fructi-Première	11314 84	11147 63
Fructivar	4617 91	4606 39
Futuroblig	1210 72	1170 91
Gestilion	62063 99	61909 22
Gest.Associations	164 40	160 78
Gest. F. Sécur	10448 13	10396 15
Horizon	1243 30	1207 09◆
Interepar	107220 39	104097 47
Interoblig	11973 92	11513 38
Intersélection Fce	575 66	558 89
Japacic	183 81	178 46
Jeunepargne	251 62	247 90
Laffitte Amérique	216 20	206 40
Laffitte Europe	312 34	298 18
Laffitte Expan.	279 61	266 93
Laffitte France	355 49	339 37
Laffitte Immobil.	265 73	253 68
Laffitte Japon	454 54	433 93
Laffitte Oblig.	136 98	130 77
Laffitte Rendement	180 48	172 30
Laffitte Tokyo	386 68	369 15
Latitude	5731 75	5723 17◆
Lauréi C.T.	10696 30	10696 30
Laure L.T.	5825 24	5855 57
Lion Association	11223 65	11223 65
Lion Institution	24696 56	24634 97
Lionplus	821 66	805 55
Lion Trésor	2084 35	2063 71
Lion 20 000	22363 63	22363 63
Livret Bourse Inv.	568 71	552 15
Livret Portefeuil.	728 31	707 10◆
Méditerranée	209 66	200 63
Mensuel CIC	10093 40	9992 47
Mondial Investissem.	437 07	417 25
Monecic	5374 55	5374 55
Monedan	56916 39	56916 39◆
Mono.J	61573 07	61573 07
Monévalor	69259 10	69259 10
Mutualité dépôts	11412 74	11389 96◆
Mutuelle Unie Sél.	153 16	146 56
Natio Court Terme	239049 00	239049
Natio-Epargne	14941 98	14794 02
Natio-Ep Ret.	132 85	129 29
Natio Epargn.Trésor	6689 67	6676 32
Natio-Imm.	1316 14	1280 91
Natio-Inter	1183 39	1151 72
Natio-Monétaire	21564 28	21564 28
Natio Obligations	509 63	495 99
Natio-Patrimoine	1510 65	1470 22
Natio-Placements	64749 92	64749 92
Natio-Revenu	1019 69	1009 59
Natio Sécurité	11986 58	11986 58
Natio-Valeurs	883 92	860 26
Nippon-Gan	6412 68	6121 89
Nord Sud Dévelop.	1290 93	1288 35
Obli-Associations	126 77	125 61
Oblicic-Mondial	2327 62	2293 22
Oblicic-Régions	1001 51	986 71
Oblig. tres cat.	152 96	150 70
Oblifion	1119 41	1108 33
Oblisécurité	10856 14	10856 14◆
Opamat	31030	30128 21
Oraction	1170 78	1132 28
Orvalor	6247 45	6021 64
Paribas Epargne	17533 43	17498 43
Paribas Opportunités	131 53	126 17
Paribas Patrimoine	571 96	548 64
Paribas Revenus	90 11	89 22
Patrimoine Retraite	188 97	185 26
Pervalor	703 25	682 77
Phenix Placements	280 19	272 03
Pierre Investissements	775 13	756 22
Placement A.	1261 69	1236 95
Placements C T.	7636 75	7621 51

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Placement J.	6098 56	6086 39
Placement Premier.	5648 42	5637 15
Plénitude	122 51	119 23◆
Poste Gestion	55186 53	55186 53◆
Première Oblig.	10601 57	10590 98
Prév. Ecureuil	110 87	107 90◆
Privassociation	24868 39	24868 39
Proficus	1057 95	1023 16
Quartz	133 22	129 94
Réalvalor	1060 57	1029 68
Rentacic	162 82	160 41
Revenus Trimestr.	5325 41	5272 68◆
Revenu-Vert.	1124 82	1108 20
St Honoré Bio-Alim.	957 92	914 48
St Honoré Global	280 09	267 39
St Honoré Mat Plac.	242 21	231 23
St Honoré Pacifique	655 55	625 82
St Honoré PME	564 52	538 92
St Honoré Real	12682 61	12632 08
St Honoré Services	529 87	509 49
St Honoré Techno.	818 79	781 66
Sécuricic	1488 28	1488 28
Sécuri-Gan	12829 89	12578 32◆
Sécuri-Taux	1182 65	1182 65
Sicasden	709 24	698 76
Sicav Associations	1571 94	1569 59◆
S.F.I. fr. et etr.	719 13	698 18◆
Sicav 5.000	449 47	437 44
S I Est.	1564 46	1497 09
Sivafrance	736 81	717 09
Sivam	440 37	428 58
Sivarente	209 25	205 15
Sivinter	447 88	435 89
S.N.I.	1285 28	1247 84
Sogépargne	341 64	329 29
Sogéroc	53591 02	52030 12
Sogevar	1137 42	1085 84
Sogrinter	1369 59	1307 48
Soleil Investissements	565 77	540 11
Solstice	2033 15	2028 08◆
Stratégie Actions	1237 49	1189 89
Stratégie Rendements	1222 04	1183 57
Technocic	1148 73	1115 27
Techno-Gan.	6365 66	6077
Thesora	553 45	547 97◆
Transplus	135 39	129 56
Trésor Avenir	106 92	105 86◆
Trésor Plus	1085 95	1075 20◆
Trésor Real	12139 70	12139 70
Trésoricic	108878 26	108978 26
Trilion	5113 62	5062 99
U.A.P.Investiss.	495 44	478 50
U.A.P. Act. F	621 05	598 60
U.A.P. Act. Sél.	679 84	655 27
U.A.P. Aedifi.	653 02	629 42
U.A.P. Alizé.	199 17	191 97
U.A.P. Alto	164 12	158 19
UAP Moyen Terme	116 82	112 60
Uni-Associations	115 83	115 83
Uni-Foncier	1512 03	1457 38
Unifrance	629 07	606 33
Uni-Garantie	1307 59	1281 93
Uni Régions	1638 21	1579
Unirente	2430 83	2350 90
Univar	203	203
Univers Actions	1358 66	1313 98
Univers-Obligations	1651 01	1595 72
Valorem	576 83	562 76
Valorg.	1767 21	1765 44
Valreal.	45135 50	45112 94
Vauban	24421 66	24397 24◆

c . coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ■ . marché continu

Le Monde

Médiation égyptienne dans la crise entre l'Irak et le Koweït

Le président Moubarak s'est rendu à Bagdad

Le président Hosni Moubarak, qui tente d'aplanir le différend opposant l'Irak au Koweït, s'est rendu, mardi 24 juillet, à Bagdad pour une visite surprise, au lendemain d'un sommet égypto-jordanien à Alexandrie. Le chef de l'Etat égyptien a été ensuite au Koweït avant d'aller en Arabie saoudite.

Cinq heures de discussion entre le président Moubarak et le roi Hussein, auxquels s'est joint le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, ont été consacrées lundi à ce différend pétrolier et frontalier qui menace la stabilité du Golfe. Les résultats de ces conversations n'ont pas été divulgués.

De leur côté, les médias koweïtiens font état d'un plan de médiation égyptien prévoyant notamment une rencontre au Caire des chefs de la diplomatie d'Irak, du Koweït et des Emirats en vue d'une réconciliation, avant un sommet arabe en novembre prochain dans la capitale égyptienne.

Selon la presse koweïtienne, cette médiation a été proposée lors de la rencontre, dimanche au Caire, des ministres égyptien et irakien des affaires étrangères, MM. Ismat Abdel Meguid et Tarek Aziz (*le Monde* du 24 juillet). L'existence d'un tel plan n'a toutefois pas été confirmée de source officielle égyptienne.

30 000 Irakiens à la frontière

Par ailleurs, selon le *Washington Post*, qui cite des diplomates, l'Irak a massé 30 000 hommes de troupe près de sa frontière avec le Koweït et la flotte américaine dans le Golfe a été placée en état d'alerte. Deux divisions blindées irakiennes, appuyées par des chars et des batteries anti-aériennes, auraient pris position près de la frontière koweïtienne, mais si elles sont opérationnelles elles ne sont pas en état d'alerte maximale, ont précisé les diplomates. Pour sa part, le Koweït avait, lui, placé ses troupes en état d'alerte il y a quelques jours avant d'annuler le dispositif, apparemment pour signifier à l'Irak qu'il ne souhaitait pas la guerre. Cette tension a eu un effet de soutien sur le marché pétrolier. Le cours du brent, brut de référence de la mer du Nord, approchait les 20 dollars le baril ce matin à Londres. – *(AFP, Reuter.)*

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24 juillet 1990 a été tiré à 502 446 exemplaires.

□ **URSS : échec d'une nouvelle tentative de détournement d'avion.** – Un étudiant et un maçon soviétiques ont été maîtrisés par des gardes, lundi 23 juillet, après que le Tupolev-134 qu'ils voulaient détourner vers la Suède eut réussi à se poser en territoire soviétique. Depuis le 9 juin, cinq avions ont été détournés d'URSS, un des « pirates » a été extradé par la Suède tandis que six autres tentatives ont échoué. – *(Reuter.)*

□ **Montauban : les cinq squatters tués à coups de barres de fer et de couteaux.** – Les cinq personnes découvertes mortes dans un immeuble désaffecté du centre de Montauban (Tarn-et-Garonne) samedi 21 juillet (*le Monde* du 24 juillet) ont été vraisemblablement tuées à coups de barres de fer et par armes blanches, mais leurs identités n'ont pas encore pu être établies. Il s'agirait de quatre hommes et d'une femme, âgés de vingt à trente ans, tous marginaux ou squatters, dont le décès remonterait au mois d'avril.

□ **Un adolescent ivoirien tué d'un coup de couteau dans le RER.** – Un adolescent de quatorze ans, de nationalité ivoirienne, a été tué d'un coup de couteau, lundi après-midi 23 juillet à Paris, sur un quai du RER à la station Nation, par un jeune homme qui a réussi à prendre la fuite. Selon un témoin, une bousculade se serait produite dans une rame du métro entre la victime, accompagnée d'un camarade, également ivoirien, et un jeune homme un peu plus âgé. Poursuivi par les deux jeunes Ivoiriens dans les couloirs du RER, l'inconnu se serait alors retourné, armé d'un couteau, avant de frapper la victime, Jean-Charles Adiessi, qui devait décéder à l'hôpital du Val-de-Grâce. La brigade des mineurs a été chargée de l'enquête.

Pour des dépenses totales de 9 milliards

Thomson va recevoir des aides de 3 milliards de francs pour la recherche sur la TVHD

Le dossier de la télévision haute définition (TVHD), qui semblait embourbé en Europe dans l'indécision allemande et en France dans des querelles ministérielles, avance depuis quelques semaines. Il s'agit de remplacer les téléviseurs actuels vers 1995 par d'autres, offrant une image très améliorée, d'une qualité «proche du cinéma». Une bataille s'est engagée à ce sujet entre les industriels européens et japonais.

M. Rocard a annoncé, lundi 23 juillet, qu'il avait décidé d'accorder une aide de 3 milliards de francs à Thomson sur les 9 milliards qu'il doit dépenser d'ici à 1995. En échange, le groupe nationalisé a pris des engagements précis sur son programme de recherches et sur des délais de sortie des matériels. En mai dernier, le groupe français Thomson avait signé avec son homologue néerlandais Philips une alliance sur la recherche portant sur une enveloppe de 20 milliards de francs sur cinq ans (11 milliards pour Philips et 9 milliards pour Thomson). La répartition précise des tâches reste encore à faire.

Par ailleurs, le 1er juin, les pays participant aux programmes Eurêka décidaient de lancer une deuxième phase de recherche sur la TVHD, avec un financement de 3 milliards de francs (dont un milliard versé par la France) pour les années 1990 à 1992, après la première phase de 1986 à 1990 et 2,6 milliards de francs dépensés. Début juillet était lancé le groupement européen d'intérêt économique (GEIE), intitulé Vision 1250, destiné à promouvoir la nouvelle norme européenne D2 Mac.

Enfin, le satellite TDF2, le frère jumeau de TDF1, qui doit diffuser des images de télévision selon cette norme, devait être lancé à Kourou ce mardi 24 juillet.

Le groupe Thomson devrait, d'autre part, bénéficier de dotations en capital régulières de la part de son actionnaire, l'Etat. Une partie de cet argent devrait servir à recapitaliser TCE, la filiale du groupe dans l'électronique grand public. Les sommes ne sont pas encore fixées, mais le gouvernement envisage l'hypothèse (liée au bon déroulement du programme TVHD) d'un versement de 2 milliards de francs par an pendant trois ans, qui s'ajouteront aux 2 milliards déjà versés au début 1990. M. Rocard veut ainsi montrer qu'il considère la TVHD *«comme un enjeu prioritaire des Européens face aux Japonais»*, indique-t-on au ministère de l'industrie, à cause de son impact sur l'audiovisuel et sur l'industrie des composants électroniques.

Les difficultés du marché du ski et du golf

Salomon annonce deux cent soixante et une suppressions d'emplois

CHAMBÉRY

de notre correspondant

Confrontée au tassement de ses activités sports d'hiver et golf, à l'origine d'une perte de 91 millions de francs pour le dernier exercice, la direction de la société Salomon, à Annecy (Haute-Savoie), un des leaders mondiaux de sa spécialité, a annoncé, lors d'une réunion du comité d'entreprise, le lundi 23 juillet, un plan de restructuration destiné à réaliser 300 millions de francs d'économies, soit 10 % de son chiffre d'affaires actuel.

Elle envisage notamment la suppression de deux cent soixante et un emplois (dont deux cent quarante licenciements), uniquement parmi les ingénieurs, les cadres et les agents de maîtrise, soit le quart de l'effectif actuel de ces catégories. En revanche, le personnel ouvrier de production, environ cinq cents salariés, serait renforcé, afin de faire face au lancement, l'hiver prochain, d'un nouveau ski destiné à compléter la gamme.

Les salariés concernés et leurs responsables syndicaux de la CFDT et de la CGC avaient présenté un ensemble de contre-propositions afin de *« limiter la casse de l'entreprise »*. Peu d'entre elles ont été retenues par la direction.

Après avoir empêché le départ de livraison, le personnel concerné s'est mis en grève, lundi 23 juillet, occupant une partie des locaux. Il devait se prononcer dans la journée de mardi sur la poursuite du mouvement et sur les mesures d'accompagnement aux départs volontaires et aux licenciements qui leur ont été présentées. Au-delà de l'aspect purement financier de ces incitations, les salariés n'hésitent plus à manifester leur *« colère »* et leur *« amertume »* à l'encontre du PDG fondateur. Depuis le début de la crise, M. Georges Salomon ne s'est plus manifesté, laissant à son nouveau directeur général, M. Jean-François Gautier, le soin de préparer et gérer la restructuration. Ce silence et cette absence paraissent durement ressentis parmi le personnel d'encadrement de cette société, qui avait fait des relations humaines «conviviales» une des règles d'or de sa gestion sociale.

MICHEL DELBERGHE

Le centre d'essais de Peugeot-Belchamps détruit par un incendie

Un incendie a entièrement détruit mardi 24 juillet au matin le centre d'essais de Peugeot-Belchamps (Doubs), anéantissant l'aire de choc où sont testés les prototypes.

Aucune hypothèse ne peut être formulée actuellement sur l'origine de l'incendie qui, vu l'heure, n'a fait aucun dégât corporel, mais des *« dégâts matériels considérables, pour le moment inchiffrables »*, selon Peugeot.

Ce centre d'essais, installé à 7 kilomètres de Montbéliard, est placé sur un site confidentiel, gardé nuit et jour par un service d'incendie. Il est constitué d'un gigantesque hangar équipé de caméras qui, pendant les essais de choc, prennent des milliers d'images à la seconde.

CARTES POSTALES

Le saumon mythique de Mme Berneau

Ce jour-là, les mots manquaient à Mme Berneau. Fourchette suspendue, elle cherchait l'inspiration sans trop d'illusions. Mais les adjectifs se dérobaient. C'est que l'exercice imposé par le visiteur était délicat, pour ne pas dire incongru : décrire avec des mots le goût du saumon de Loire, de l'authentique saumon de Loire, opposé au saumon d'élevage.

« Le saumon de Loire, vous n'en avez jamais goûté ? C'est beaucoup plus... enfin, je veux dire beaucoup moins... »

Dire le goût du saumon de Loire ? Autant raconter le parfum du soir sur les levées, le bruissement âpre des rauches sous les bottes du pêcheur, le balancement perfide de la toue quand on va, avant l'aube, poser les filets, l'attente séculaire des crues et l'apprivoisement chaque matin recommencé de ce monstre envoûtant, ce dinosaure hypocrite : le dernier grand fleuve sauvage de France.

Autant, donc, raconter la Loire, et, pour raconter la Loire, Mme Berneau le savait bien, il aurait fallu être Maurice Genevoix, ou rien. N'étant pas Maurice Genevoix, Mme Berneau comprit que le saumon est un animal rusé, aussi habile à déjouer les filets que le vocabulaire. Sagement, elle préféra donc en rester aux points de suspension et, vaincue sans honte, terminer de faire un sort à son anguille grillée.

Car du saumon de Loire, du vrai, de l'authentique saumon de Loire, on n'en déguste pas tous les jours, même dans ce temple du poisson de Loire qu'est le restaurant à l'enseigne du Lion d'Or, à Sandillon (Loiret), tenu d'une poêle de fer par Mme Berneau. Les temps ont bien changé depuis le début du siècle, quand les garçons de ferme prenaient soin de spécifier dans leur contrat qu'il n'était pas question de leur en servir plus de deux fois par semaine.

Aujourd'hui, des restaurateurs abusifs n'hésitent pas à baptiser « saumon de Loire » du vague saumon d'élevage cosmopolite, de provenance indéterminée. Cette mauvaise blague-là, il ne faut pas la faire à Mme Berneau. Héritière de plusieurs générations de pêcheurs sur la Loire, elle se glorifie de n'avoir pas hésité, après des enquêtes quasi policières – *« J'ai fait mes recherches jusqu'à Rungis, monsieur, où personne ne se souvenait avoir vendu du saumon de Loire à cet établissement »*, – à forcer des collègues moins srupuleux à rectifier l'intitulé de leur carte.

Est-ce l'évolution des temps ? La multiplication, tout au long du cours du fleuve, de barrages et de retenues, qui sont autant d'obstacles à la remontée des saumons ? La poignée de pêcheurs professionnels qui, sur les deux tiers de la largeur de la Loire, s'obstinent à tendre leur filet-barrage ne prennent parfois pas plus d'une quinzaine de pièces en toute une saison.

Bref, le saumon est aujourd'hui au fleuve ce que Germigny-des-Prés, Saint-Benoît ou Sully sont aux rives : une somptueuse relique, un emblème prestigieux, un vestige. Mais, surtout, ne le dites pas à Mme Berneau.

De Sandillon (Loiret).
DANIEL SCHNEIDERMANN

Une élection municipale partielle

Bernadette chez les Ovanchois

VESOUL

de notre correspondant

A côté de la mairie d'Ovanches, en face de l'église, se trouve la seule cabine téléphonique publique du village. La plus proche voisine, Mme Bernadette Fourtier, laisse en permanence la porte ouverte à l'aide d'une pierre. *« Pensez, il faut que j'entende la sonnerie du téléphone si mon avocat ou* France-Dimanche *m'appellent... »*

Au carrefour central de cette localité de cent quatorze habitants, elle tient le haut du pavé, Bernadette. Depuis qu'elle est passée à « Ciel mon mardi », elle se prend pour une vedette : *« La cassette de l'émission se vend à des milliers d'exemplaires. »* Alors, elle ne doute pas du futur succès du livre sur sa vie qu'elle dit avoir commandé à un « nègre » et que *« les auditeurs s'arrachent déjà »*.

Elle a du pouvoir, Bernadette. La preuve : le conseil municipal tout entier a démissionné à cause d'elle. Dimanche 22 juillet, il n'y avait aucun candidat pour se présenter devant les électeurs. Sur cent inscrits, soixante-cinq sont allés aux urnes, trente (et non huit comme *le Monde* du 24 juillet l'indiquait) ont exprimé un vote. Les onze sièges du conseil restent donc à pourvoir au second tour.

Le maire démissionnaire, M. Jean-Claude Boudot, est arrivé en tête du scrutin de ballottage avec six voix ; même si elle n'a eu qu'une voix, Mme Fourtier aura pesé sur ces élections. *« C'est un vote anti-Fourtier »*, commente-t-elle.

Dans ce village agricole situé à deux kilomètres de Traves, qui fut le refuge du SS Joachim Peiper, disparu en 1976, la grande majorité attend le départ de la matrone des « Dalton » d'Ovanches, depuis que le Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale est venu arrêter son mari Charles et son fils Yannick pour faire exécuter des condamnations judiciaires (*le Monde* du 24 mars).

Mais Bernadette ne veut pas quitter Ovanches ; elle vient d'acheter une maison à Mailleroncourt-Saint-Pancras, à l'autre bout de la Haute-Saône. C'est pour son fils, quand il sortira de prison. Elle, elle reste.

ANDRÉ MOISSÉ

□ **Rapatriés : le Recours-France écrit à M. Bérégovoy.** – M. Jacques Roseau, porte-parole du mouvement du Recours-France, demande *« le règlement définitif des contentieux concernant les biens des pieds-noirs résidant en Algérie, la sauvegarde et l'entretien des cimetières français et la libre circulation des anciens harkis et de leurs enfants »*. M. Roseau a indiqué, lundi 23 juillet, qu'il a adressé une *« protestation officielle »* en ce sens au ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, pour lui demander d'intervenir auprès du ministre algérien de l'économie, en visite cette semaine à Paris. *« Revendiquant avec force le règlement de ces problèmes »*, le Recours-France *« estime ces atermoiments tout à fait scandaleux »*.